

# RAPPORT D'ÉVALUATION DES COMMUNAUTÉS FRONTALIÈRES

Frontière Sénégal/Mali -- Sénégal/Guinée Conakry



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Mai 2018

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas les positions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les appellations utilisées et la présentation des données dans le rapport n'impliquent pas l'expression d'opinion de la part de l'OIM concernant des faits tels que statut légal, pays, territoire, ville ou zone particulière, ou à propos de leurs autorités, frontières ou confins.

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration, et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Le présent rapport n'a pas été revu par les services d'édition de l'OIM.

Editeur : Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)  
Zone 3, route des Almadies  
Dakar  
B.P. 16838  
Sénégal  
Tél. : +221 33 869 75 30  
Courriel : [codakar@iom.int](mailto:codakar@iom.int)  
Site Web: [www.iom.int](http://www.iom.int)

Image de couverture :  
groupe de jeunes de la ville frontalière de Kidira (Sénégal) ©Sylvain Cherkaoui/Cosmos pour OIM

---

© 2018 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

---

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres – sans l'autorisation écrite et préalable de l'éditeur.

## REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont tout d'abord à Monsieur Adama DIAKHATE Conseiller Sécurité auprès de Monsieur le Premier Ministre de la République du Sénégal, ainsi qu'à Monsieur Amadou DEME, ancien Conseiller de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, dont le soutien permanent et efficace a permis la réussite de cette évaluation.

Remercions également Messieurs les Gouverneurs des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda, ainsi que Messieurs les Préfets et Sous-préfets des départements de Tambacounda, Bakel, Kédougou, Salémata, Saraya et Vélingara, dont l'appui indéfectible a permis la bonne réalisation de notre projet.

Remercions par ailleurs Mesdames et Messieurs les élus locaux et Chefs de village pour l'accueil chaleureux qu'ils nous ont toujours réservé lors de nos visites, pour l'intérêt conséquent qu'ils ont manifesté pour nos démarches au bénéfice des populations frontalières, et la participation active qu'ils ont pris dans notre investigation. Enfin, nous remercions les communautés frontalières pour leur participation active et leur accueil.





## INTRODUCTION GÉNÉRALE

La montée en puissance des mouvements de radicalisation a fini par installer le problème de la sécurité au centre des débats à travers le monde. Les gouvernements adoptent partout des politiques pour essayer de lutter contre le phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur. Aujourd'hui le renforcement de la sécurité au niveau des frontières est l'alternative la mieux partagée.

pour l'ensemble des corps intervenants dans la sécurité de travailler en synergie pour une réponse efficace à la frontière. Fort de ce succès, une deuxième phase pour le projet est approuvée. Les frontières du Sénégal avec le Mali et la Guinée Conakry sont ciblées cette fois-ci. Les régions concernées sont Tambacounda, Kédougou et Kolda.

Au niveau du Sénégal, face aux nombreux défis relevés dans la gestion de la sécurité à la frontière, les autorités ont vite compris que l'implication de la communauté devenait une nécessité. Ainsi, en collaboration avec les autorités, l'OIM, grâce au financement du gouvernement Américain avait lancé le projet « engagement de la communauté dans la gestion et la sécurité des frontières ».

Avec la même démarche que durant la phase 1, il est question de trouver les voies et moyens de sensibiliser et de responsabiliser au mieux les populations frontalières sur les questions de sécurité à la frontière. Cette participation volontaire se fera en étroite collaboration avec les autorités responsables.

Ce projet va jeter les bases d'une collaboration autorités/communautés dans la gestion de la sécurité au niveau de la frontière nord du Sénégal avec la république de Mauritanie. A travers l'évaluation des communautés, le renforcement de la sensibilisation sur les questions liées à la frontière, la promotion des comités de prévoyance et l'organisation des exercices de simulation à conditions réelles etc., le projet a mis en lumière d'une part la nature et la valeur de la collaboration entre les autorités et la communauté et d'autre part le besoin

Une enquête de terrain permettra de saisir les perceptions de ces différentes communautés frontalières sur la gestion de la sécurité de la frontière. Dès lors, il pourra être décelé le niveau de connaissance et d'engagement de ces communautés sur la sécurité aux frontières tout comme la nature de leur relation avec les autorités. Ces données indiqueront la nature et le contenu de la campagne de sensibilisation et de communication à dérouler avec ces communautés dans la perspective finale de regrouper toutes les forces vives autour d'une gestion concertée et efficace de la frontière du Sénégal avec l'ensemble de ses pays limitrophes.





# MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

## LE CADRE D'ÉTUDE

Pour cette deuxième phase du projet, l'évaluation des communautés frontalières a concerné les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda. Au total 80 villages

ou communes ont été visités dans les départements de Bakel, Kédougou, Salémata, Saraya et Vélingara.

## DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

La méthodologie de la recherche est identique à celle déroulée durant la première phase du projet. Ici aussi l'unité d'échantillonnage et d'analyse de l'étude est constituée par les communautés de populations vivant aux abords de la frontière du Sénégal avec le Mali et la Guinée Conakry dans les régions de Tambacounda (département de Bakel), Kédougou (département de Kédougou, Saraya et Salémata) et Kolda (département de Vélingara).

L'échantillon compte 8396 individus au total. Au départ 9000 enquêtés ont été ciblés. L'échantillon définitif a été obtenu après tri et élimination des questionnaires incomplets. L'échantillon a été sélectionné pour avoir un nombre suffisant de réponses afin de permettre une analyse efficace des données. Pour la faisabilité un échantillon aléatoire simple sans remise a été choisi.

## TECHNIQUE D'ENQUÊTE

Pour les enquêtes de terrain, il a été principalement utilisé un questionnaire fermé avec possibilité de choix multiples. Le concept « autre » a été également utilisé pour donner un peu de latitude aux personnes interrogées.

Access à partir de laquelle les variables ont pu être identifiées et analysés.

L'accessibilité a été la principale difficulté durant cette étude. Les zones ciblées notamment dans la zone de Kédougou sont fortement enclavées avec des pistes accidentées comme seules voies d'accès.

En dehors de l'identification sociologique, le questionnaire comporte 7 chapitres : la perception, l'engagement des communautés, la communication, le rapport avec les autorités, les difficultés à la frontière, la communauté et la migration, les dangers à la frontière, la réponse face à une situation d'urgence. Les données recueillies sont enregistrées dans une base de données

L'appui des autorités et des bureaux des agences nationales de la statistique dans les trois régions a permis de gérer au mieux le déroulement de l'étude dans sa globalité.

# ETUDE COMPARATIVE DES DONNEES PAR REGION

## 1. IDENTIFICATION

### 1.1 Échantillonnage

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Effectif	Kédougou	6234		La population totale pour l'étude s'élève à 8396 individus
	Vélingara	1234		
	Tambacounda	928		



## 1.2 Sexe

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Sexe	Kédougou	Femme	40%	La population féminine est inférieure à celle des hommes dans toutes les zones d'étude. Le pourcentage de femme le plus élevé a été noté à Vélingara .
	Vélingara	Femme	44%	
	Tamba	Femme	34,81%	

## 1.3 Tranche d'âge

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Age	Kédougou	18-40 ans	65%	La population de l'étude est jeune dans les trois zones avec des pourcentages assez élevés. Ils sont 64,93% à Kédougou où il y a eu un plus grand effectif.
	Vélingara	18-40 ans	56%	
	Tambacounda	18-40 ans	63%	

## 1.4 Activité professionnelle

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Activité Professionnelle	Kédougou	- Agriculteur - Orpailleur	48,12%	L'agriculture est l'activité principale au niveau de la zone frontalière. Si pour Tambacounda et Kédougou l'exploitation de l'or est l'activité secondaire, à Kolda la culture du coton est assez importante.
	Vélingara	- Agriculteur - Orpailleur	44,50%	
	Tambacounda	- Agriculteur et éleveur - Exploitant de coton	40,51%	

## 1.5 Caractéristique ethnique

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Ethnies	Kédougou	Peul	44%	La présence des mêmes groupes ethniques est notée dans les trois zones. Le groupe Mandé est concentré à Kédougou et Tambacounda. Les Peuls sont présents dans les trois zones mais majoritairement à Vélingara. Les régions de Tambacounda et Kédougou sont des zones minières qui attirent de nombreuses personnes étrangères originaires notamment du Burkina Faso, de la Guinée Conakry, du Mali, de la Mauritanie, de la République du Congo, du Nigeria, de la Gambie, de la Cote d'Ivoire)
	Tambacounda	Mandé	38,12%	
	Vélingara	Bassari	8,18%	
		Mandé	60,12%	
		Peul	75,68%	
		Badiaranké		

## 2. PERCEPTION DE LA COMMUNAUTE

### 2.1. Définition

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Définition de la frontière	Kédougou	Ligne de séparation entre deux états	88,40%	Si à Kédougou et Vélingara le concept de frontière est défini, à Tambacounda par contre la notion n'est pas bien assimilée.
	Vélingara	Ligne de séparation entre deux états	98,46%	
	Tambacounda	Ne sais pas	48,38%	

### 2.2. La traversée

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Les raisons	Kédougou	La famille	63,97%	Les liens de sang ou par alliance motivent globalement la traversée de la frontière. De part est d'autre de la frontière la communauté est liée
	Vélingara	Lien de parenté	69,69 %	
	Tambacounda	La famille	59,91%	

### 2.3. Usage des passages officiels

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Point de passage	Salemata + Saraya (Kédougou)	officiel	53%	L'utilisation des passages officiels est une réalité dans la zone frontalière. Excepté Vélingara et le département de Kédougou, le phénomène est très important dans le reste de la zone étudiée. Et c'est toute la communauté dans sa diversité qui utilise ces passages.
	Vélingara	officiel	19%	
	Tamba	officiel	41,05%	

### 2.4 La communauté concernée par la sécurité

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
La communauté est-elle concernée	Kédougou	Oui	60%	La communauté frontalière est consciente de de la nécessité de son implication dans la gestion de la sécurité
	Vélingara	Oui	75,28 %	
	Tambacounda	Oui	62,71%	

### 2.5 Etre en sécurité à la frontière

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Etes-vous en sécurité à la frontière	Kédougou	Oui	53,43%	Si la population se sent en sécurité à Vélingara et à un degré moindre à Kédougou, à Tambacounda l'insécurité est fortement décriée. Cependant dans toute la zone il est admis que des efforts considérables doivent être faits pour garantir plus de sécurité à la frontière.
	Vélingara	Oui	76,98%	
	Tambacounda	Non	64,54%	

### 3. ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

#### 3.1 La participation de la communauté à la sécurité

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Degrés de participation de la communauté sur la sécurité	Kédougou	Faible	48,09%	L'engagement des communautés à Tambacounda et à Kédougou est jugé faible contrairement à Vélingara où le sentiment est partagé en grande partie à cause de la problématique Ebola durant laquelle la population a été fortement mise à contribution
	Vélingara	Faible bonne	31,11 % 28,36%	
	Tambacounda	faible	60%	

#### 3.2 Quels rôles pour la communauté

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Le rôle de la communauté	Kédougou	Dénonciation, prévoyance et veille	83%	La communauté doit globalement avoir une mission de veille et d'alerte au niveau de la frontière
	Vélingara	Prévenir les autorités	74 %	
	Tambacounda	Dénonciation	46%	

#### 3.3 Comment mieux impliquer la communauté

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Impliquer davantage la communauté	Kédougou	Création comité de prévoyance et de citoyenneté Plus de sensibilisation	46,25%	La population frontalière partage la même vision même si l'ordre de priorité des activités diffère selon la zone. A Tambacounda et à Vélingara la sensibilisation est en pole position alors qu'à Kédougou c'est la mise sur pied du comité de prévoyance qui est prônée
	Vélingara	Renforcer la sensibilisation Comité de prévention	56,40 %	
	Tambacounda	Sensibilisation et formation Comité de prévention	44,18%	

### 4. LA COMMUNICATION

#### 4.1 Les autorités communiquent-elles bien sur les questions de sécurité à la frontière

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
La communication des autorités	Kédougou	Très faible	69%	Une même conclusion est partagée dans la zone frontalière : la communication des autorités est insuffisante
	Vélingara	faible	46 %	
	Tambacounda	faible	60%	

#### 4.2 Comment la communauté peut-elle alerter les autorités

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Appel communauté vers autorité	Kédougou	- par téléphone portable	39%	La population partage en commun le désir de voir l'installation d'un réseau plus performant, la nécessité de disposer de téléphone portable et la capacité d'appeler gratuitement les autorités en cas de besoin.
		- correction du réseau et ligne verte	30%	
	Vélingara	- Par Portable - Installation ligne verte - Visite à domicile	83 %	
	Tambacounda	- Par portable et appel gratuit - Correction du réseau de téléphonie	34,48% 54%	

#### 4.3 Quels moyens pour la sensibilisation des communautés ?

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Impliquer davantage la communauté	Kédougou	- Le théâtre - Les Assemblées villageoises - Radio	46%	Les mobilisations sociales avec des activités comme le théâtre, les navétanes... sont les moyens avancés par la communauté frontalière pour plus de sensibilisation sur la sécurité
	Vélingara	- Théâtre et musique	75 %	
	Tambacounda	- Fosco, navétanes , théâtre oscar des vacances - Radio	68%	

### 5. RAPPORT AUTORITÉ/COMMUNAUTÉ

#### 5.1 La relation autorité/communauté

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
La relation	Kédougou	normale	40%	Globalement il n'y a pas de relation particulière entre les communautés et les autorités. chaque entité est à sa place même si à Tambacounda on juge que la relation est bonne
	Vélingara	normale	50 %	
	Tambacounda	bonne	39%	

#### 5.2 L'implication des autorités avec la communauté

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Le degré d'implication des autorités avec les communautés	Kédougou	Faible	67%	L'implication des autorités avec les communautés est très faible dans la zone frontalière notamment dans le keniaba
	Vélingara	Faible	69%	
	Tambacounda	Faible	83%	

### 5.3 Quoi améliorer pour de meilleurs rapports autorités/communautés

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Le degré d'implication des autorités avec les communautés	Kédougou	- La communication	59%	La réponse est identique dans toute la zone frontalière : la communication doit être améliorée pour rapprocher davantage les autorités d'avec les communautés notamment dans la zone de Tambacounda
	Vélingara	- La communication	51%	
	Tambacounda	- La communication - Visite de courtoisie	90%	

## 6. LES DIFFICULTÉS

### 6.1 Difficultés rencontrées à la frontière

Variable	Région	Conclusion
Les difficultés au niveau des zones frontalières	Kédougou	Le tableau est identique au niveau des zones frontalières. Il est partout signalé les mêmes problèmes économiques (contrôle abusif, marché d'échange limité, manque d'infrastructures, d'opportunités enclavement...) sociaux (chômage, absence d'infrastructures de base pour la santé, l'éducation, l'eau...), sécuritaire (forte criminalité et trafics divers...)
	Vélingara	
	Tambacounda	

### 6.2 Avantage ou inconvénient de vivre à la frontière

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Est-ce un avantage de vivre à la frontière	Kédougou	Oui	67%	Si à Vélingara et Tambacounda vivre à la frontière n'est pas avantageux avec les problèmes liés à l'enclavement et les risques sécuritaires, à Kédougou malgré que les mêmes maux soient dénoncés, la communauté se plait bien sur « ses terres »
	Vélingara	Non	63%	
	Tambacounda	Non	53%	

### 6.3 Comment améliorez condition de vie à la frontière

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Amélioration des conditions de vie	Kédougou	- Le désenclavement - Le développement des structures de base - Opportunités d'emploi	55%	Mêmes maux, mêmes solutions dans la zone frontalière. Il est globalement demandé le désenclavement des zones et un appui pour le développement.
	Vélingara	- Désenclavement - Appui à l'agriculture	56%	
	Tambacounda	- Le désenclavement - Infrastructure de base	90 %	

## 7. COMMUNAUTÉ ET MIGRATION

### 7.1 Avez-vous pensé à émigrer ?

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Pensez-vous émigrer	Kédougou	Oui	55%	Il est signalé que partout la communauté frontalière est tentée par la migration dans sa majorité. Les principales raisons sont économiques, sociales et familiales
	Vélingara	Oui	57%	
	Tambacounda	Oui	59%	

### 7.2 Quelle destination pour l'émigration

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
La destination privilégiée	Kédougou	- Europe	51%	Les zones d'études présentent des similitudes par rapport aux destinations privilégiées par les candidats à l'émigration. même si l'ordre de choix change, l'Europe est la destination privilégiée.
		- Afrique	18%	
	- Amérique	16%		
Vélingara	- Europe	45%	Les motivations sont linguistiques, familiales et financières notamment à Tambacounda	
	- Afrique	9%		
Tambacounda	- Europe	49%		
	- Partout où il y a l'argent	31%		

### 7.3 Retour ou installation définitive

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Candidat au retour	Kédougou	Oui	65%	Pour la patrie et la famille, les candidats à l'émigration dans la zone frontalière sont contre un départ définitif.
	Vélingara	Oui	66%	
	Tambacounda	Oui	50%	

## 8. LES DANGERS À LA FRONTIÈRE

### 8.1 Avez-vous pensé à émigrer ?

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Connaissance du terrorisme	Kédougou	Oui	8%	Le phénomène du terrorisme est plus connu à Tambacounda. Du côté de Kédougou et de Vélingara on note plus de réticence sur le sujet
	Vélingara	Oui	0,6%	
	Tambacounda	Oui	65%	

## 8.2 Qu'est-ce qui poussent les gens vers le terrorisme

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Les raisons	Kédougou	Condition sociale difficile - Mauvaise influence religieuse - 3000 pas de réponse	31%	Il est identifié quelques éléments pour comprendre les raisons qui poussent vers le terrorisme comme la pauvreté qui est partagée par toute la zone frontalière. Cependant l'autre facteur commun est le refus de réponse noté par rapport à la thématique qui est jugé sensible
	Vélingara	- Pauvreté - Frustration personnelle - 434 pas de réponse	31%	
	Tambacounda	- La pauvreté - 800 pas de réponse	14%	

## 8.3 Comment la population peut aider les autorités contre le terrorisme

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Appui communauté contre le terrorisme	Kédougou	- Dénoncer et alerter	46%	A Kédougou et Vélingara la population a un rôle de soutien aux autorités à jouer en dénonçant les individus. A Tambacounda l'accent est plus mis dans la prévention avec un rôle de sentinelle ou d'alerte
	Vélingara	- Dénoncer et proximité avec les autorités	46%	
	Tambacounda	- Alerter	36%	

## 9. SITUATION D'URGENCE

### 9.1 La communauté peut-elle gérer une situation d'urgence.

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
La population peut-elle gérer une crise d'urgence	Kédougou	non	63%	La réponse est identique partout sur la zone frontalière : la communauté est incapable de faire face seule à une situation d'urgence
	Vélingara	non	50%	
	Tambacounda	non	64%	

### 9.2 Comment associer communauté et autorité face à une urgence

Variable	Région	Résultats	Pourcentage	Conclusion
Association communauté/autorité	Kédougou	Préparer ensemble un exercice de simulation	47%	Les réponses diffèrent selon les zones mais on retiendra que partout la communauté est utile aux autorités pour gérer au mieux une crise de grande envergure
	Vélingara	Bien communiquer et intégrer les leaders de comité	60%	
	Tambacounda	Partage des expériences et formations	58%	

## ANALYSE DES RESULTATS DE VELINGARA

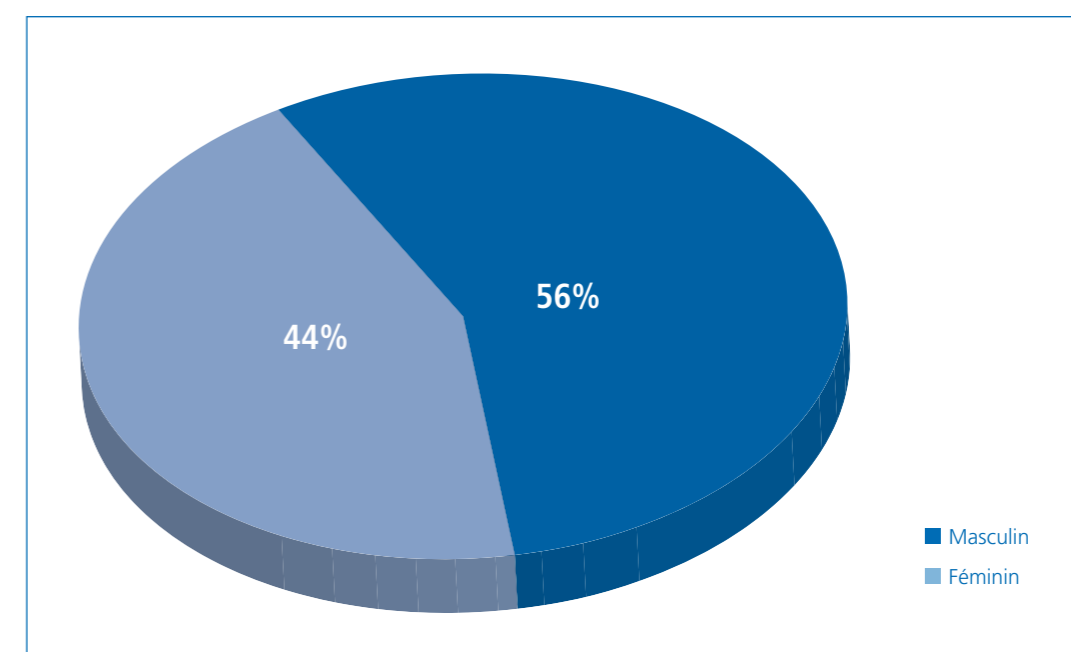
### I. IDENTIFICATION SOCIOLOGIQUE

Les enquêtes dans le département de Vélingara ont concerné principalement les trois communes de Linkering, Pakour et Paroumba, où 1234 individus ont été concernés par l'enquête, dont 44% de femmes et

56% d'hommes. La population féminine était donc moins présente au cours de cette étude. On enregistre leur plus grand effectif dans la commune de Linkering.

#### 1.1 Sexe

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Masculin	278	150	259	687	56 %
Féminin	233	136	178	546	44 %



Source : Enquête OIM 2017/2018

Pour la caractéristique ethnique, les Peulhs constituent le premier groupe dans ces trois zones en termes d'effectifs. Ils sont en effet 425 à Linkering, 262 à Pakour et 247 à Paroumba, soit 934 individus dans l'échantillon total ce qui équivaut à 76% d'origine peulh.

Les ethnies les plus fréquentes au Sénégal sont aussi présentes à Vélingara. On rencontre les Mandingues,

les Sarakolé, les Wolofs, les Sérère mais aussi les Badiaranké implantés à Tonguia et qui sont originaires de la république voisine de Guinée Conakry.

La proximité géographique, socio-économique et culturelle se reflète également dans le nombre élevé de ressortissants étrangers d'origine guinéenne notamment dans la zone de Linkering.



## 1.2 Age

En regardant sous le prisme de l'âge, l'échantillon étudié est relativement jeune. En ce sens, près de 56 % des individus ont entre 18 et 40 ans. Néanmoins, toutes les tranches d'âges sont représentées de manière générale dans l'étude, et ce afin de recueillir le plus grand nombre de témoignages possible auprès de l'ensemble des générations, des plus jeunes aux plus anciens. Malgré la relative jeunesse de la population, le taux de personnes mariées est extrêmement élevé. Des communes de Pakour à Linkering en passant par Paroumba, chaque échantillon compte plus de 200 individus mariés. Le pourcentage global des personnes mariées est de 73% sur l'effectif total. Plusieurs études montrent que la

région de Kolda, communément appelée le « Fouladou », est réputée pour son ancrage dans la tradition pulaar, dans laquelle le mariage est sacré et occupe une place importante dès le plus jeune âge. En effet, les alliances sont nouées entre les familles pour que le mariage puisse se faire au plus tôt, dès que le corps de la femme montre les premiers signes de maturité, sans prendre en compte une limite d'âge minimum. L'étude montre que le département de Vélingara n'est pas épargné par cette logique, dans la mesure où une bonne partie de la population mariée est incluse dans la tranche d'âge 18-25 ans. Les célibataires ne sont que 243 au niveau de l'effectif total.

## 1.3 Profession

L'élevage et l'agriculture classique ainsi que l'agriculture du coton, sont les deux principales activités relevées dans la zone de Vélingara et concernent un total de 500 individus, notamment dans les communes de Linkering et Paroumba. Parmi les autres activités professionnelles, figurent le corps enseignant ainsi que les commerçants.

La tranche d'âge 18-25 ans étant majoritaire dans l'échantillon étudié, le taux d'élèves et d'étudiants est par conséquent élevé. Les femmes travaillent majoritairement en tant que ménagères. Sur les 546 femmes concernées par l'étude, 392 sont cantonnées aux tâches domestiques principalement, mais d'autres femmes développent un petit commerce libéral (vente d'arachide grillée, de produits de cueillette, etc.) ainsi que le jardinage. Les femmes actives se retrouvent globalement dans le secteur de l'enseignement et le métier de tailleur. Parmi les autres métiers qui restent

minoritaires, sont présents des artisans notamment dans les domaines de la maçonnerie, la boulangerie, la charpenterie, la cordonnerie, la mécanique. Dans l'ensemble, la population de l'échantillon étudié est assez représentative des trois zones ciblées dans le département de Vélingara frontalier avec la Guinée Conakry.

En effet, les données recensées par les enquêtes montrent que sur la totalité de l'effectif (1234) plus du ¾ sont à Vélingara depuis plus d'une décennie au minimum, et la majeure partie est d'ailleurs originaire de la zone. Le fait que la population enquêtée connaisse bien le territoire du département de Vélingara, permettra de mieux étudier l'évolution de la perception des problématiques sécuritaires au niveau de la frontière de la région de Kolda avec la République de Guinée Conakry.

# 2. PERCEPTION

## 2.1 Définition de la notion de frontière

Dans la théorie, la définition de la notion de frontière est assez facilement assimilée par la population, car 8,5% des personnes enquêtées (soit 1215 individus) définissent la frontière comme étant « la délimitation ou la séparation entre deux Etats », dans ce cas entre le Sénégal et la Guinée Conakry.

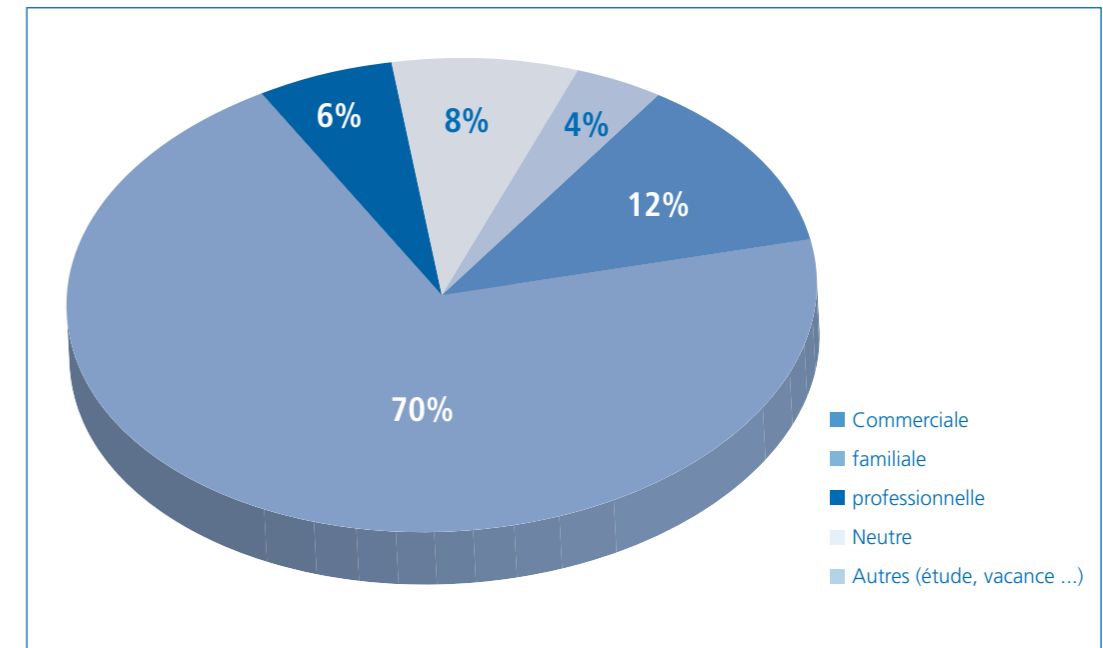
En revanche, le concept reste difficile à mettre en pratique pour les communautés vivant le long des frontières, car dans leur quotidien cette notion de séparation physique entre deux Etats n'existe pas. En effet, pour plusieurs raisons, la communauté traverse

quotidiennement la frontière. Le lien de parenté est la première réponse avancée par la population étudiée. Il apparaît en fait que 860 individus soit 70% de l'échantillon ont soit un frère, une sœur, une épouse, des enfants ou d'autres parents, de l'autre partie de la frontière.

D'autres raisons de traversée sont d'ordre commercial (les commerçants représentent 12% de l'échantillon), mais concernent également les vacances pour les étudiants et élèves, et les employés saisonniers qui sont guidés par les opportunités de travail.

## 2.2 Les raisons de la traversée

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Commerciale	55	31	58	144	11,66 %
familiale	399	179	282	860	69,69%
professionnelle	12	54	08	74	
Neutre	30	15	59	104	
Autres (étude, vacance...)	15	07	30	52	



Source : Enquête OIM 2017/2018

En 2014, à cause de l'épidémie d'Ebola, la frontière du Sénégal avec la Guinée Conakry a été fermée pendant une période. Une enquête publiée en septembre 2014 par l'équipe Enquête+ a révélé que durant cette période un trafic illicite de voyageurs était organisé moyennant 50 000 à 90 000 FCFA par passager notamment sur des motos jakarta.

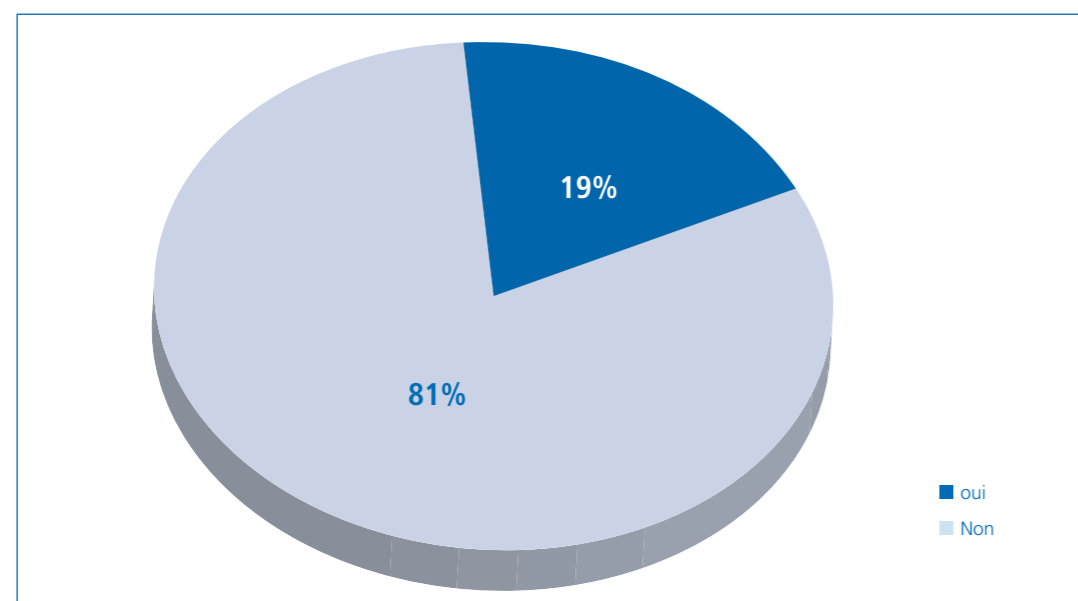
Au total, vingt-trois pistes étaient répertoriées comme lieux de passage non officiels entre le Sénégal et la Guinée Conakry, et cela ne prend pas en compte d'autres éventuels points de passages non officiels. Aujourd'hui cependant pour des raisons de sécurité et de respect des règlements, 81% des personnes enquêtés, soit un

total de 1004 individus, affirment passer par les postes de contrôles des douanes et de la police pour traverser la frontière.

Par contre, il est à noter que des passages officieux existent encore et ce ne sont pas uniquement les fraudeurs qui les utilisent. La population étudiée dans sa majorité, est d'accord sur le fait que toute la communauté frontalière dans sa diversité utilise les points de passage non officiels pour des raisons liées à la proximité du lieu de traversée officieux, la méconnaissance de la réglementation transfrontière, l'absence des documents de traversée, et surtout le commerce frauduleux.

### 2.3 Utilisation des passages contrôlés ou officiels

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
oui	445	246	313	1004	81,36 %
non	66	40	124	230	18,63%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Cependant, 929 individus sur les 1234 enquêtés considèrent que la communauté doit être totalement concernée par la gestion de la sécurité à la frontière. Deux raisons sont avancées principalement pour cela : premièrement, les populations considèrent qu'elles sont les premières exposées à un éventuel risque sécuritaire (42% de l'effectif) ; deuxièmement, elles ont compris que les autorités font face à des défis de logistique et de ressources humaines pour pouvoir relever seules les dangers sécuritaires à la frontière (10%). Seuls quelques 20% de la population restent convaincus que la sécurité, dans le sens global du terme, est exclusivement du recours des autorités.

Globalement, la communauté frontalière du département de Vélingara se sent en sécurité. Néanmoins, face au contexte d'insécurité sous régionale, 23% des individus pensent qu'il est nécessaire de renforcer la veille et l'alerte, afin de palier l'insuffisante présence en effectif des forces de sécurité. Dès lors, aux côtés des responsables de la sécurité qu'elle identifie comme étant la Police des frontières, la Gendarmerie, les Douanes, les Eaux et Forêts, l'Armée mais le plus souvent le Chef de Village, considéré comme étant le garant de la sécurité, la communauté doit mesurer l'impact de son engagement dans la perspective d'améliorer la gestion et la sécurité à la frontière.

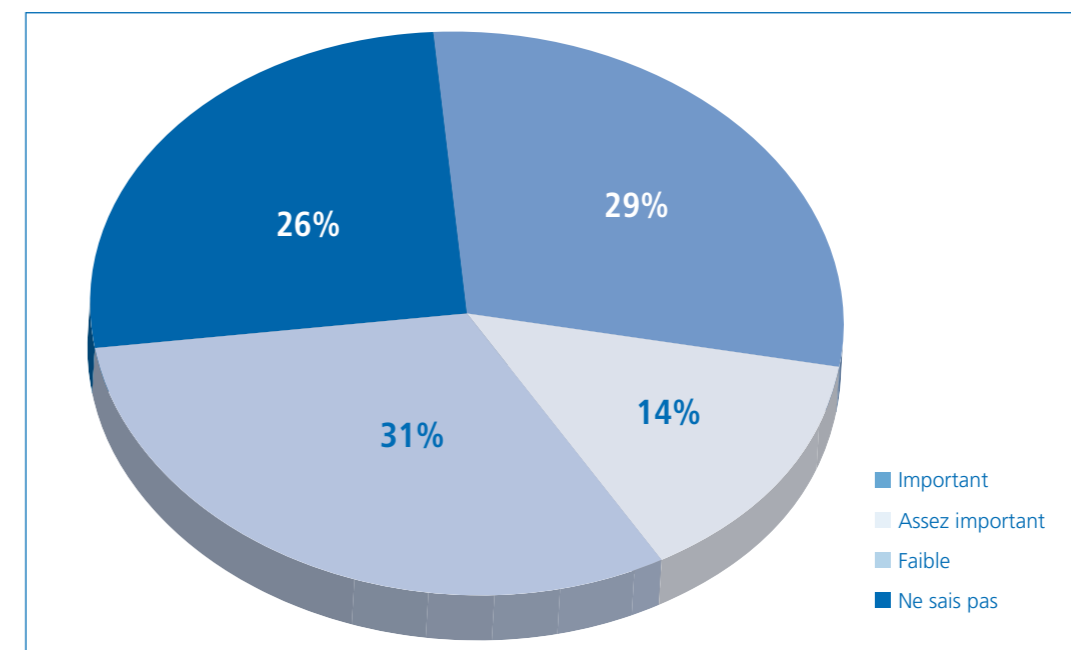
### 3. ENGAGEMENT DES COMMUNAUTES

Des villages de Linkering à Pakour en passant par Paroumba, les réponses sont assez divergentes quant à l'engagement des communautés frontalières du département de Vélingara dans la gestion et la sécurité des frontières. Pour 31 % des personnes interrogées, l'engagement est jugé faible car la communauté est passive, se limitant au rôle d'usager de la frontière. Selon 28%, la communauté est fortement engagée dans la gestion et la sécurité des frontières et, selon cette partie

des individus enquêtés, cela s'est vérifié notamment lors de la crise de l'épidémie Ebola en 2014, et de la crise gambienne de 2017, en ce sens, la communauté a « facilité la gestion au mieux de la sécurité des riverains et les flux massif des populations. Donc sa participation a été importante et fortement saluée par les autorités ». Pour le reste de l'échantillon, soit 26%, la réponse « je ne sais pas » a été donnée comme pour relativiser les deux affirmations précédemment développées.

### 3.1 Utilisation des passages contrôlés ou officiels

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Important	179	49	122	350	28,36%
Assez important	85	14	77	176	14,26%
Faible	166	142	76	384	31,11%
Ne sais pas	81	81	162	324	26,25%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Il existe cependant un consensus autour de l'idée que la communauté doit avoir un rôle primordial à jouer pour une gestion renforcée de la sécurité au niveau de la frontière guinéenne. Selon les personnes enquêtées, beaucoup de rôles sont dévoués à la communauté comme par exemple celui de dénoncer les bandits et les voleurs. Selon 74% de l'effectif, le rôle majeur de la communauté doit être de prévenir les autorités en cas de situation ou de phénomène alarmant. Sa véritable mission est donc celle de veille et d'alerte afin de permettre à l'autorité responsable de la sécurité de pouvoir intervenir au meilleur moment. Pour les plus sceptiques, qui sont au nombre de 194, la communauté n'a pas de rôle à jouer au niveau de la frontière, elle s'y trouve uniquement car il s'agit de son lieu d'habitation.

Cette réflexion s'ajoute à l'indifférence de 120 autres membres de l'échantillon qui avancent ne pas savoir le rôle qui doit revenir à la communauté dans la gestion de la sécurité. Cette perception est assez logique si on se réfère au fait que selon la population étudiée,

la communauté n'est pas très informée des réalités au niveau de la frontière. Les informations partagées ou connues de tous, le plus souvent, sont directement liées à une crise générale comme ce fut le cas d'Ebola, comme l'affirment 83% de la population. Ainsi, selon ces mêmes personnes, c'est au moment du contrôle à la traversée, que les individus prennent connaissance des textes ou réglementations au niveau de la frontière.

Une remarque retrouvée dans plusieurs réponses confirme cette théorie : « la personne ne peut pas connaître par exemple les papiers à fournir pour traverser la frontière que si elle a été une fois contrôlée pour ça ». Par conséquent, bien qu'une minorité de 17% des membres de l'échantillon trouvent que la communauté est bien au fait de ce qui se passe à la frontière, il est important de trouver comment mieux impliquer la communauté dans la gestion de la sécurité, comme le souhaite la majorité de la population enquêtée. En cela, deux idées majeures ressortent : la première, et la plus partagée par l'échantillon d'étude à hauteur de 56%, est

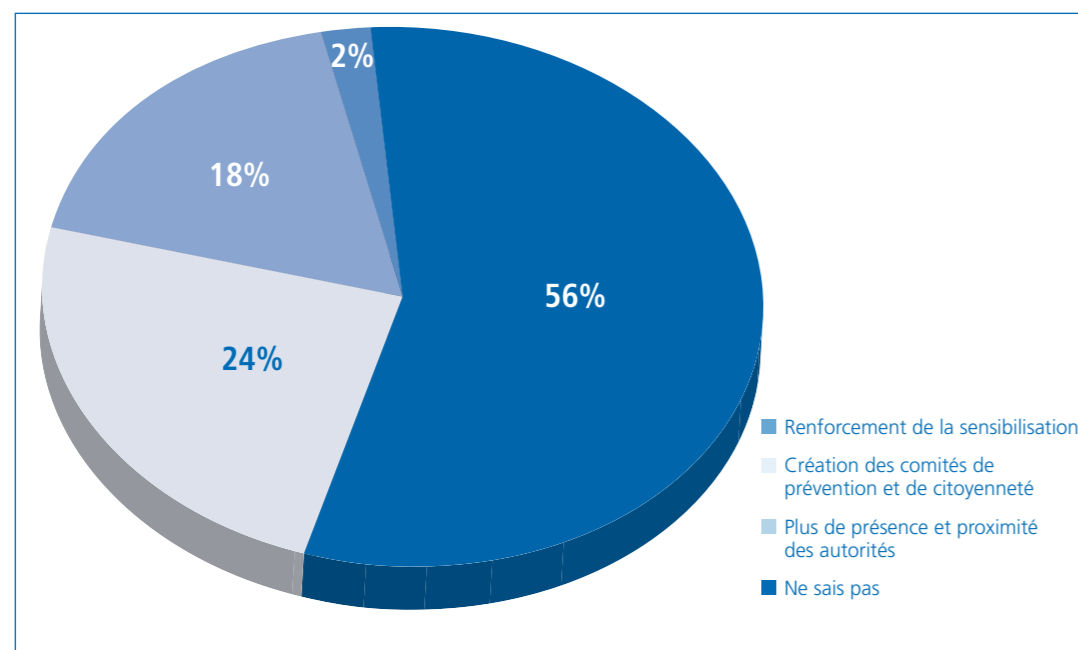


le renforcement de la sensibilisation et de l'information. Il s'agit de dérouler des activités qui pourront aider la communauté à mieux comprendre les enjeux au niveau de la frontière et de saisir en profondeur son rôle et son importance dans la gestion de la sécurité. La seconde idée proposée par 24% des individus, est la mise en place de comités de prévoyance et de citoyenneté qui

vont aider à matérialiser le rôle de veille et d'alerte dédié à la population. Parmi les personnes interrogées, seules 2,5% n'ont pas su quoi répondre à la question, alors que 17,5% sont partagées entre une présence plus massive des autorités et une meilleure organisation de l'information.

### 3.2 Pour mieux impliquer la communauté

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Renforcement de la sensibilisation	342	149	205	696	56,40%
Création des comités de prévention et de citoyenneté	50	81	161	292	23,66%
Plus de présence et proximité des autorités	104	49	63	216	17,50%
Ne sais pas	15	7	8	30	2,43%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Globalement, même si à Linkering 394 individus sur 511 pensent que la non implication des communautés n'affecte en rien la gestion de la sécurité au niveau de la frontière dans le département de Vélingara, il faut

noter que pour la majorité de l'effectif étudié, soit les 57%, la communauté est indispensable pour aider à gérer la sécurité à la frontière.

## 4. LA COMMUNICATION

Traverser la frontière obéit à des règles transfrontières qui souvent ne sont pas bien connues et maîtrisées par les usagers. En effet, cette enquête révèle que 432 individus interrogés n'ont aucune connaissance de la

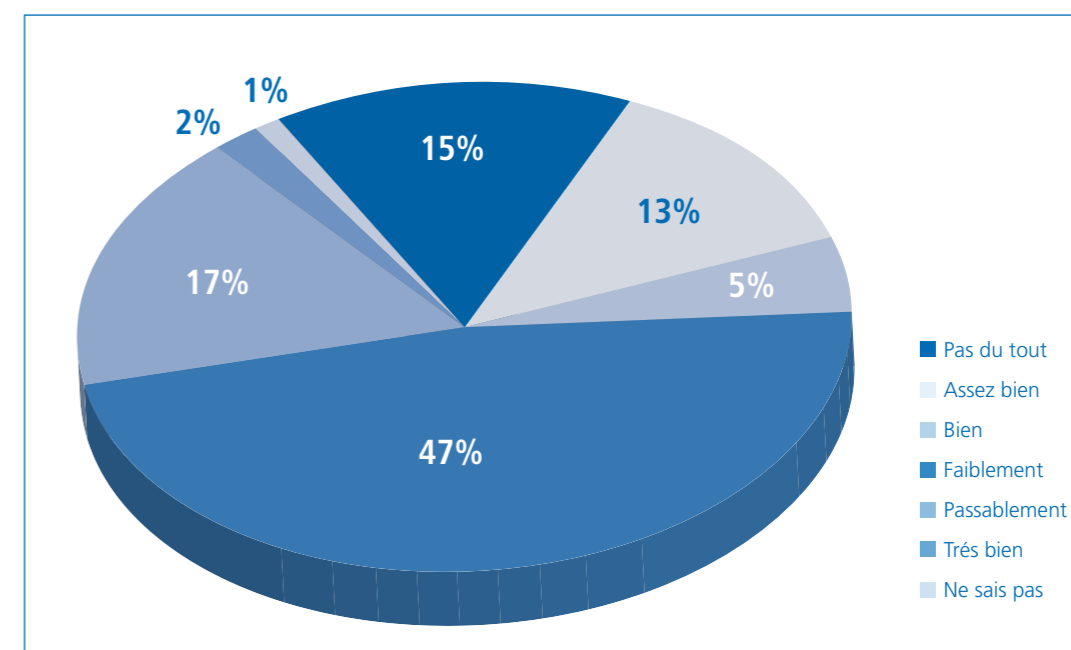
règlementation au niveau de la frontière. Ils sont suivis de près par un second groupe d'enquêtés de 347 individus qui jugent leur niveau de connaissance des règles au poste frontières assez faible. Cette situation s'explique, selon les

réponses obtenues, par le faible niveau de communication des autorités ou responsables de la sécurité à la frontière vis-à-vis des communautés. Au total, 46% de la population considère que les autorités communiquent faiblement sur les questions liées à frontière. Plus grave encore, 15% des enquêtés affirment que les autorités ne communiquent

pas du tout sur la sécurité aux frontières. Ces affirmations, bien que relativisées par 25% de l'échantillon qui trouve la communication « passable » de la part des autorités, démontrent la nécessité de trouver les voies et moyens pour tenir informée au mieux la population, et cela de manière continue.

### 4.1 Les autorités communiquent-elles bien sur la gestion de la sécurité ?

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Pas du tout	99	37	48	184	14,91%
Assez bien	105	10	47	162	%
Bien	14	8	36	58	%
Faiblement	135	212	220	567	45,94%
Passablement	129	14	59	202	
Très bien	11	00	06	17	
Ne sais pas	18	5	21	26	



Source : Enquête OIM 2017/2018

Pour ce faire, selon 8%, il faudra miser sur les radios communautaires qui sont des outils d'information « accessibles, qui valorisent les langues locales et qui ont surtout une bonne audience ». On peut lire encore dans les réponses des enquêtés que les radios communautaires « pourront servir pour la sensibilisation et la diffusion des messages ». Toujours pour informer la communauté, selon la plus grande partie de la population, soit 66%, l'accent doit être mis aussi sur la création des comités locaux d'information. Il s'agira pour l'autorité de se servir du comité de prévoyance

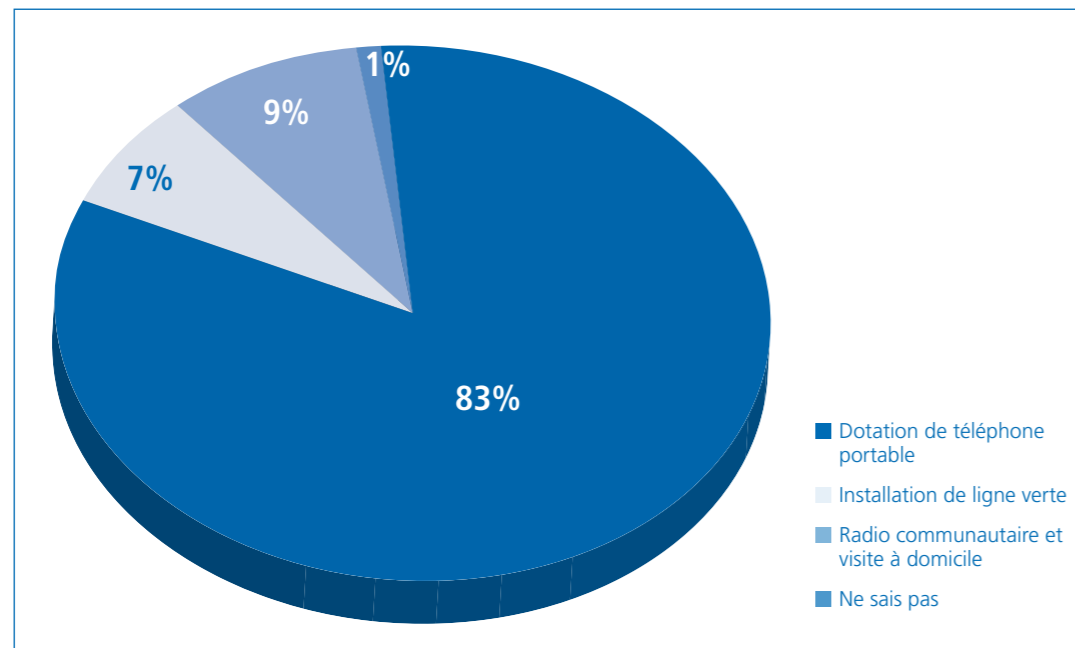
et de citoyenneté comme canal pour véhiculer les informations utiles de manière régulière. Dans cette mouvance fait partie également l'idée d'organiser des mobilisations sociales, comme le suggèrent 1/4 des membres de l'échantillon étudié. Cela offrirait également une tribune aux autorités pour faire le point avec l'ensemble de la communauté sur la situation à la frontière et situer les responsabilités et rôles de chacun. Pour la fluidité des échanges et afin de permettre à la communauté de pouvoir joindre et communiquer, à son tour, à tout moment avec les autorités, 83% de

la population suggère de mettre à disposition des responsables communautaires (chef de village, imam, président de comité et membres, etc.) des téléphones portables. L'utilisation de ces téléphones serait facilitée par l'installation d'une ligne verte gratuite pour les appels en provenance des membres de la communauté frontalière, comme l'estime 9% des personnes

interrogées. Les radios communautaires sont à nouveau évoqués par la communauté comme moyen utile pour joindre les autorités et à cela s'ajoute la nécessité pour les autorités d'organiser des visites à domicile assez fréquemment afin de mieux se familiariser avec les populations.

#### 4.2 Comment faciliter la communication pour les communautés

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Dotation de téléphone portable	480	267	274	1019	82,57%
Installation de ligne verte	6	7	72	85	6,88%
Radio communautaire et visite à domicile	18	10	82	112	9,07%
Ne sais pas	7	2	9	18	1,45%



Source : Enquête OIM 2017/2018

En définitive, la nécessité de passer par la sensibilisation de la communauté est une réalité. Pour cela, la population au ¾ opte pour des manifestations culturelles à travers notamment le théâtre et la musique. Ces activités « accessibles à la base, permettent de drainer beaucoup de foule et de distiller les informations en continu, en s'appuyant notamment sur les radios, la télévision et les spectacles ».

Une communication efficace et constante à la frontière est un gage réel de sécurité. Elle offre un cadre adéquat pour un « dialogue horizontal et permanent ». Cela implique le renforcement de la confiance des populations envers les autorités et donc plus d'ouverture pour une bonne collaboration. En dehors de quelques individus de l'échantillon qui n'ont pas donné de réponse à la question, cette affirmation est véhiculée par 99% de la population.

## 5. RAPPORT AUTORITÉ / COMMUNAUTÉ

Au niveau des frontières, plusieurs avis sont donnés par les communautés sur les responsables de la gestion de la sécurité. Identifiés au niveau des zones frontalières comme étant la police, la gendarmerie, la douane, les eaux et forêts, la santé, etc., ces responsables sont considérablement bien appréciés par les communautés. Ainsi, malgré 80 personnes « sans avis », à Linkering, Pakour et Paroumba, leur travail est jugé « bien fait ». En ce sens, le sentiment le mieux partagé à hauteur de 35% est que les agents en service aux postes frontalières sont compétents dans l'exercice de leur fonction.

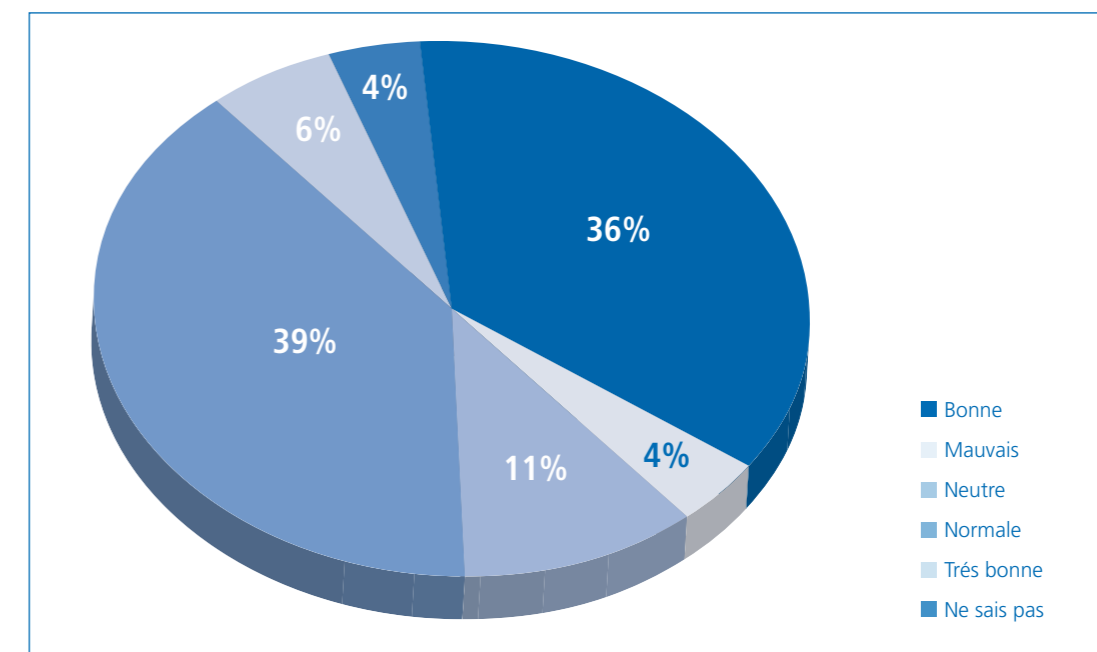
En outre, ils sont « professionnels » pour 30% des avis, et plutôt « sévères » selon 12% des interrogés. Le caractère sévère de certains agents est compréhensible car pour 41% de personnes interrogées, les responsables de la sécurité évoluent dans un endroit relativement favorable à la corruption.

En ce qui concerne le rapport qu'entretiennent les communautés avec les autorités, deux tendances se dégagent. Pour le plus grand nombre soit 50%, les relations sont normales (39,1%) ou neutres (11,1%). Autrement dit, chacun se limite à sa fonction première. L'agent en service jouant uniquement son rôle de responsable de la sécurité et la communauté se limitant à son rôle d'utilisateur.

Pour l'autre partie de la communauté par contre, les relations sont « bonnes » (selon 36%) car au-delà du cadre professionnel, un lien amical est tissé entre les agents et les communautés. Quelques 6% de personnes interrogées trouvent ces rapports « très bons » dans la mesure où l'agent est bien intégré et est considéré comme un membre à part entière de la communauté. Une minorité de personnes à hauteur de 4% jugeant la question assez sensible a préféré ne pas donner de réponse.

#### 5.1 La relation autorité/communauté

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Bonne	147	172	122	441	35,73%
Mauvaise	26	04	18	48	3,88%
Neutre	64	06	67	137	11,10%
Normale	203	85	195	483	39,30%
Très bonne	54	04	22	80	6,48%
Ne sais pas	17	15	13	45	3,64%



Source : Enquête OIM 2017/2018



De manière générale, il semblerait avoir un consensus sur la nature du travail effectué par les responsables de la sécurité aux frontières. La population étudiée dans sa majorité est sûre que le travail des agents n'est pas simple. En cela, trois qualificatifs sont avancés. Pour les plus nombreux avec un effectif de 329 enquêtés entre Linkering, Pakour et Paroumba, le travail est fatigant. Ensuite, il y a « beaucoup à faire en ce sens que la frontière est une zone carrefour et de fréquentation mais les effectifs sont très faibles et souvent les agents manquent de moyens ». Cette logique est partagée par 280 membres de l'échantillon qui sous entendent que le travail à faire en plus d'être fatigant, est compliqué pour le peu d'agents disponibles. Enfin, le travail à la frontière « est sans repos et est donc un travail très difficile », comme l'attestent les 157 autres membres de l'effectif étudié.

La communauté peut être d'un appui considérable pour venir en aide aux autorités. Pour ce faire, elle doit être davantage impliquée. Or, suivant les résultats de l'étude, la communauté est assez faiblement impliquée sur les questions de sécurité à la frontière par les autorités. Ils sont quelques 847 membres de la communauté à le penser, soit 69%. Pour 275 autres personnes, en revanche, l'implication de la communauté par les autorités est « normale », car de temps à autre, leur aide est sollicitée par les agents notamment pour jouer aux interprètes.

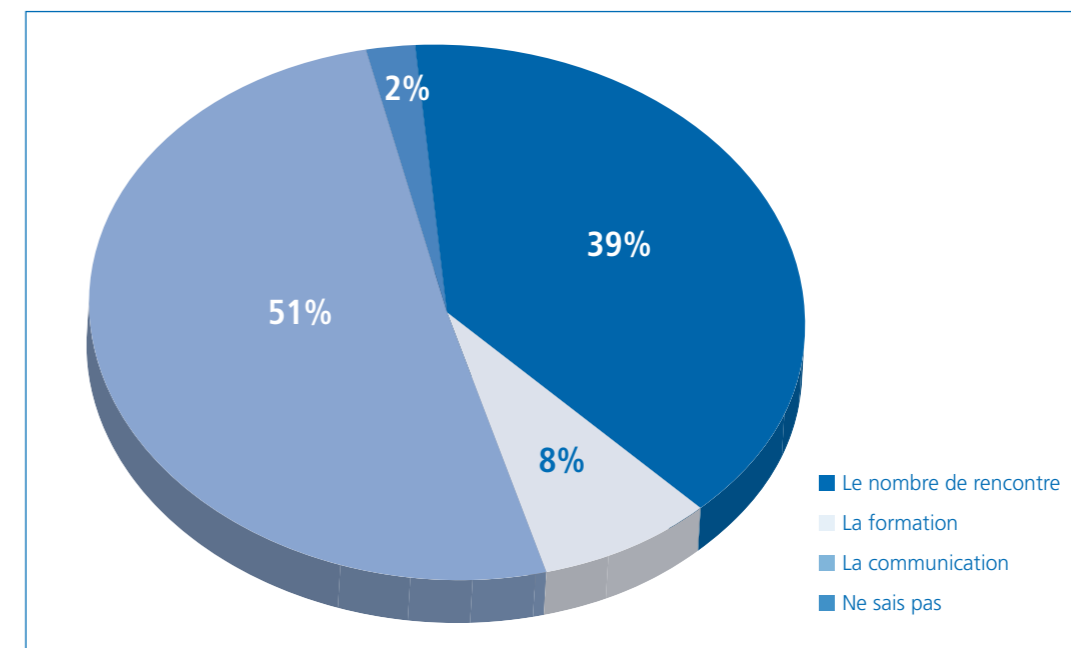
## 5.2 Comment améliorer les rapports autorités /communautés

Variabes	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Le nombre de rencontre	146	165	169	480	38,89%
La formation	36	28	33	97	7,86%
La communication	322	88	223	633	51,29%
Ne sais pas	7	5	12	24	1,94%

Ce point de vue limite considérablement l'impact que la communauté peut avoir sur la gestion de la sécurité. Malheureusement, la faiblesse des activités à l'initiative des autorités pour impliquer la communauté ne milite pas pour un changement de comportement. Les études révèlent en effet que les responsables de la sécurité n'organisent pas souvent de manifestations de grande envergure destinées à la communauté sur les questions de sécurité à la frontière.

Les principales activités notées selon 46% sont les visites de courtoisie faites au chef du village et les imams durant les prises de fonction, les fêtes religieuses ou les préparatifs des fêtes nationales. C'est lors de ces rencontres que certaines informations sont partagées. Cette démarche, si elle est fondée, ne trouve pas souvent l'écho souhaitée comme en témoigne les 270 individus de l'enquête qui avancent n'avoir aucune connaissance sur l'organisation d'une quelconque activité ou rencontre sur initiative des responsables de la sécurité à la frontière.

Pour un meilleur rapport avec les autorités, les personnes enquêtées insistent sur plusieurs pistes dont particulièrement une bonne communication selon 51% d'entre eux, avec la tenue périodique de rencontres d'échange et de formations suivant une logique inclusive et participative.



Source : Enquête OIM 2017/2018

## 6. LES DIFFICULTES DES COMMUNAUTES

Les résultats de l'enquête menée en 2016 par l'OIM auprès des communautés sénégalaises vivant aux frontières entre le Sénégal et la Mauritanie, avaient démontré que les communautés frontalières au niveau de la zone nord du Sénégal étaient confrontées à de nombreuses difficultés en rapport avec les conditions de vie et d'existence. Les enquêtes au niveau de Vélingara révèlent aussi les problèmes auxquels font face les communautés de Vélingara frontalières avec la Guinée Conakry. Ici aussi les difficultés relevées sont d'ordre économique, politique, social et sécuritaire.

Sur le plan économique, les enquêtés à hauteur de 48% avancent la non diversité du marché qui influe sur la cherté des denrées au niveau de la frontière. L'accessibilité et la disponibilité sont les deux maux qui font que le niveau de vie et des dépenses est particulièrement élevé.

La non-diversité des sources de revenus est une explication plausible selon 27% des individus, dans la mesure où la communauté vit majoritairement de l'agriculture et de l'élevage, un secteur encore à développer. Si 7% des membres de l'échantillon n'a pas donné de réponse, pour les 18% restant de l'effectif l'explication est simple et banale : « il n'y a pas d'argent, la zone est sèche donc tout le monde se débrouille ». Sur le plan politique, les réactions sont

unanimes. D'habitude il n'y a pas de problèmes majeurs à signaler excepté les tracasseries notamment suite à la crise Ebola qui avait occasionné la fermeture de la frontière entre le Sénégal et la Guinée Conakry.

Les difficultés sur le plan social sont corollaires aux données économiques de la zone. La population, qui est jeune dans sa majorité, dénonce principalement le manque d'emploi. Les opportunités ne sont pas nombreuses et pourtant le taux de chômage est assez élevé. L'accès difficile à la santé est aussi signalé. L'accès difficile à l'emploi et à la santé sont dénoncés par 67% des enquêtés. L'accès difficile à l'éducation est signalé par une minorité de 3% d'individus.

Pour 25% d'individus de l'échantillon, c'est la vie dans sa généralité qui est difficile car les villages dépendent de la ville de Vélingara dont la santé économique n'est pas particulièrement reluisante : « les opportunités sont faibles et on vit au jour le jour ». Tout de même, 5% de personnes ont préféré cocher la case « pas de réponse » concernant ce point. Sur le domaine sécuritaire, les agressions et le vol sont les crimes les plus dénoncés par la population enquêtée. Si les agressions sont directement associées au banditisme, les vols sont attribués aux jeunes du village qui se laisseraient charmer par les produits illicites comme le chanvre indien d'après les enquêtes recueillies. De l'avis des

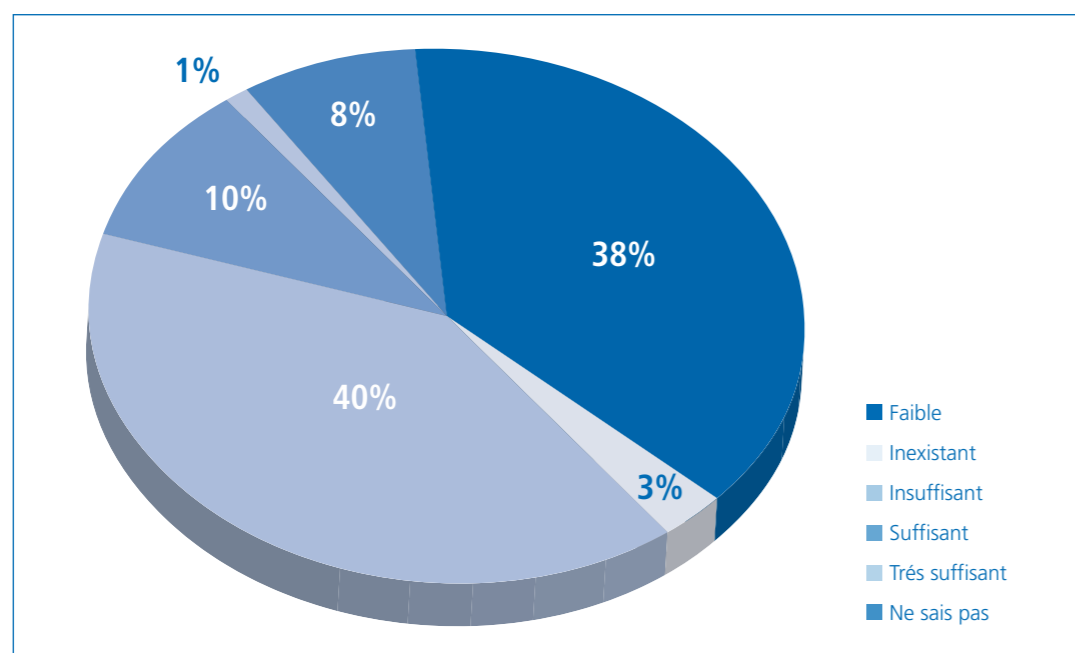
<sup>3</sup> Rapport sur l'évaluation des communautés frontalières Sénégal/Mauritanie, OIM, 2016. Analyse menée dans le cadre de la phase I du projet Engagement des communautés frontalières dans la gestion de la sécurité et des frontières au Sénégal (2015-2017), financé par le Gouvernement des Etats Unis et mis en œuvre par l'OIM.

enquêtés, les hautes autorités de l'Etat sont conscientes de leur situation et développent des politiques pour contrer les problèmes à la frontière. Néanmoins, les

réponses apportées pour résoudre ces problèmes sont jugées faibles et insuffisantes par une partie importante de la population, soit 78%.

### 6.1 Le niveau de la contribution des autorités face aux difficultés à la frontière

Variabes	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Faible	154	202	109	465	37,68%
Inexistant	20	04	08	32	2,59%
Insuffisant	238	54	207	499	40,43%
suffisant	39	02	85	126	10,21%
Très suffisant	06		03	09	0,72%
Ne sais pas	54	24	25	103	8,34%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Par conséquent, vivre à côté de la frontière n'est pas perçu comme un avantage pour 63% d'individus interrogés. Hormis les conditions de vie qui sont dénoncées, vivre près de la frontière selon cette population expose aux risques d'épidémie, à l'insécurité, au vol et parfois aux attaques perpétrés par les bandits. Pour les 34% autres membres de l'échantillon, vivre à la frontière peut présenter cependant quelques avantages et cela malgré les nombreux problèmes soulevés.

Cela offre l'opportunité d'échanger quotidiennement avec un peuple voisin. « On découvre, on partage et on s'enrichit au niveau culturel, économique et social avec d'autres communautés », peut-on lire dans les réponses.

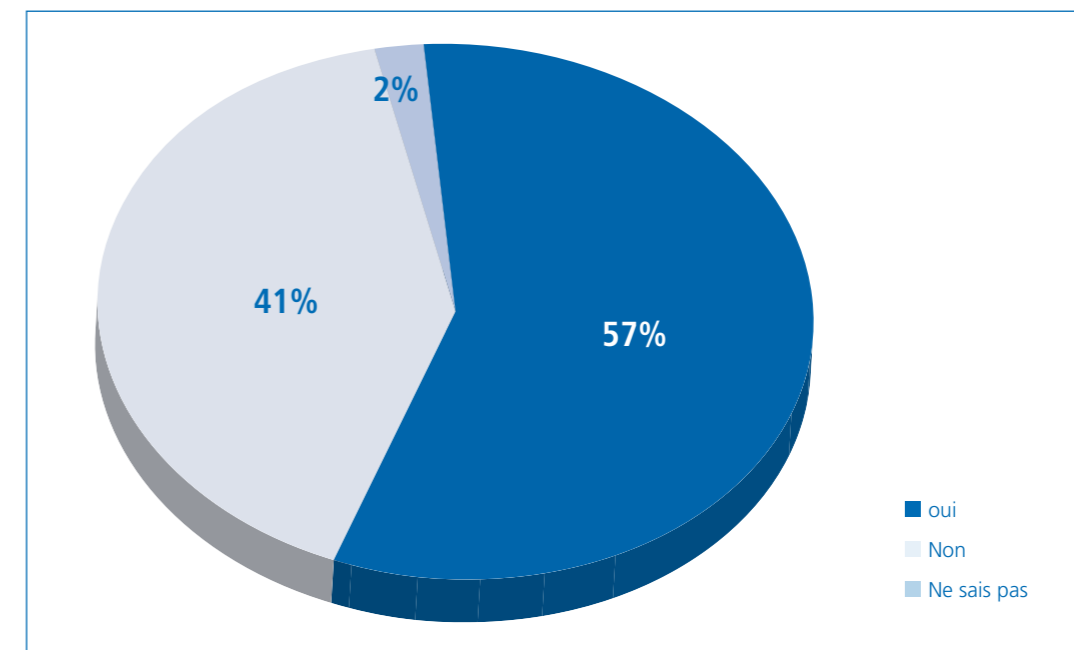
Le dernier groupe de l'échantillon soit une minorité de 2% des personnes trouvent que vivre à la frontière offre à la fois des avantages et des inconvénients. Selon eux, les deux points sont liés, et cela au quotidien.

Pour l'amélioration des conditions de vie, la majorité de la population interrogée à hauteur de 56% propose entre autres solutions le désenclavement. 9% de personnes interrogées proposent de développer les opportunités d'emploi pour les jeunes et appuyer les agriculteurs, 14% proposent d'équiper et de multiplier les infrastructures de santé et 12% proposent de renforcer le secteur de l'éducation.

## 7. COMMUNAUTES FRONTALIERES ET MIGRATION

### 7.1 Pensez-vous à émigrer ?

Variabes	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
oui	346	189	174	709	57,45%
non	157	95	250	502	40,68%
Ne sais pas	08	02	13	23	1,86%



Source : Enquête OIM 2017/2018

L'étude menée montre qu'une bonne partie de la population concernée serait tentée par la migration. Ils ne sont pas moins de 57% à faire cette confidence. Les motivations varient selon les tranches d'âges et les aspirations. Chez la population la plus jeune avec 8% on note comme raison principale les études, ou encore l'envie d'aventure et de découvrir le monde pour une minorité parmi eux. Chez les adultes et les mariés les raisons économiques et sociales sont avancées. « Il n'y a pas d'opportunité de travail pour soutenir la famille et de ce fait sortir du pays peut être une alternative », peut-on lire.

Ces arguments sont fournis par 44% des individus interrogés. Pour certains, la conjoncture est telle qu'on n'a pas forcément besoin d'une raison particulière pour vouloir émigrer. Bien que constituant une minorité de l'échantillon, cela montre une forme de lassitude de résignation, comme si selon eux émigrer était une fatalité, comme si c'était la seule solution dans un contexte économique difficile. Cependant, la tendance à émigrer n'est pas générale dans le département de Vélingara. Une partie assez importante est contre, à hauteur de

41% au niveau du département, et ce notamment dans la commune de Pakour, où on recense 57% des habitants qui ne souhaitent pas émigrer. La seule explication donnée pour justifier ce choix est la famille. Selon ces individus, les défis doivent être relevés en famille, par exemple en se tournant vers les activités agricoles pour avoir des revenus.

Le reste de la population est hésitante sur le sujet migratoire. En ce sens, l'envie de départ serait dictée par les conditions au quotidien, « si tout va bien on reste et si on se lève un mauvais jour la tentation est là », peut-on lire dans les questionnaires. D'une façon globale, la population enquêtée est divisée par rapport à la perception que la société peut avoir sur la question de la migration. Tout est lié à la réussite ou à l'échec des uns et des autres. Pour 41% des individus l'image de la société sur la migration est positive « les gens partent pour réussir », En revanche, pour 33% de personnes le phénomène est mal perçu « notamment quand elle (la migration) est irrégulière avec ses conséquences dramatiques ». On retiendra qu'une minorité des individus ne savaient pas quoi



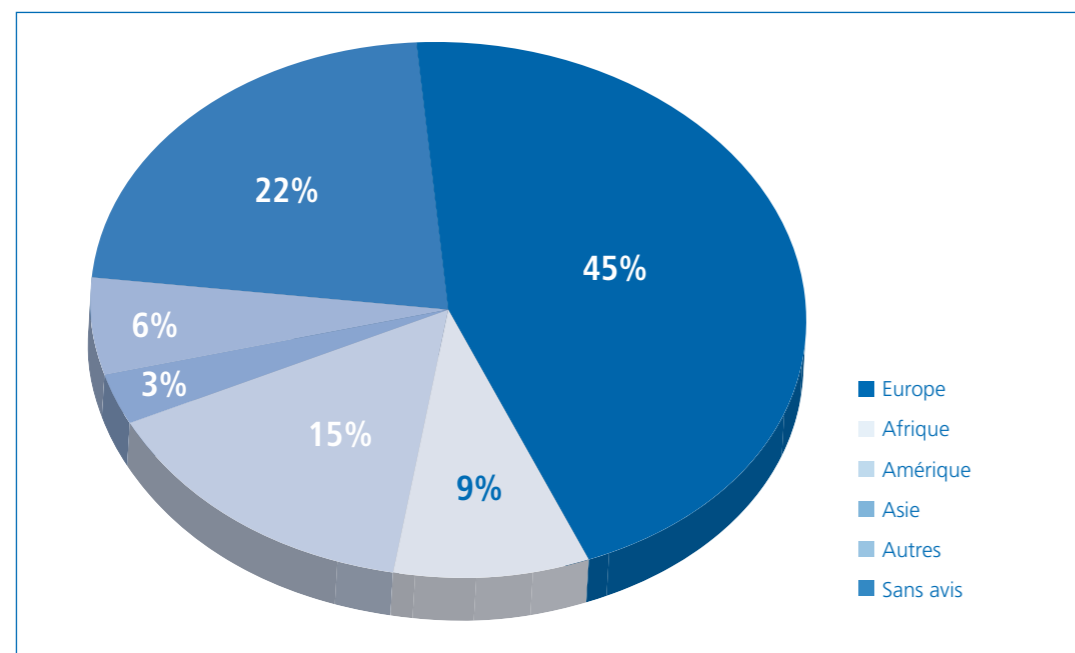
répondre alors que 24% ont préféré éviter la question, ce qui montre que la question migratoire reste un sujet sensible, parfois même tabou.

L'Europe (la France en priorité) est la destination privilégiée de l'échantillon interrogé, à hauteur de 45%. L'Afrique (notamment la Côte d'Ivoire, l'Angola, le Gabon et le Liberia) ne serait que la troisième destination envisagée pour 9% de personnes, et ce après les Etats Unis qui est la destination choisie par 15% de personnes interrogées.

Un très faible nombre serait tenté par le continent asiatique. Ces choix sont dictés en première instance par la famille. En effet, la population enquêtée a choisi l'Europe en majorité parce qu'elle a un membre de la famille proche ou une connaissance qui y vit. Le choix des Etats Unis est purement économique, car selon les avis recueillis la réussite y serait plus facile, alors que l'Afrique reste le choix le plus réaliste et pragmatique, la sous-région étant plus proche et plus accessible.

## 7.2 La destination privilégiée

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Europe	216	191	143	550	44,57%
Afrique	86	08	15	109	8,83%
Amérique	115	16	61	192	15,55%
Asie	33	01	01	35	2,83%
Autres	15	35	23	74	6%
Sans avis	46	35	193	274	22,20%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Cependant, même si la tendance au départ est assez forte, il est à noter que 66% de la population n'est pas pour un départ définitif. Les raisons évoquées sont communautaire (besoin de revoir la famille, de se marier au pays, de soutenir les parents, etc.), économique (besoin d'investir au pays, participer au développement), sociale et culturelle (préservation de la tradition, éducation religieuse, etc.). En revanche, pour ceux qui défendent

la thèse du départ définitif c'est le matérialisme qui est prôné : « il est plus facile de vivre à l'extérieur notamment en Europe. Les conditions de vie sont meilleures et on a plus de chance de pouvoir aider la famille », selon des témoignages. Une partie de la population n'a pas voulu répondre ou est simplement sans avis sur la question, notamment à Paroumba, où ils sont près de 70% des individus que totalise cette catégorie de la population.

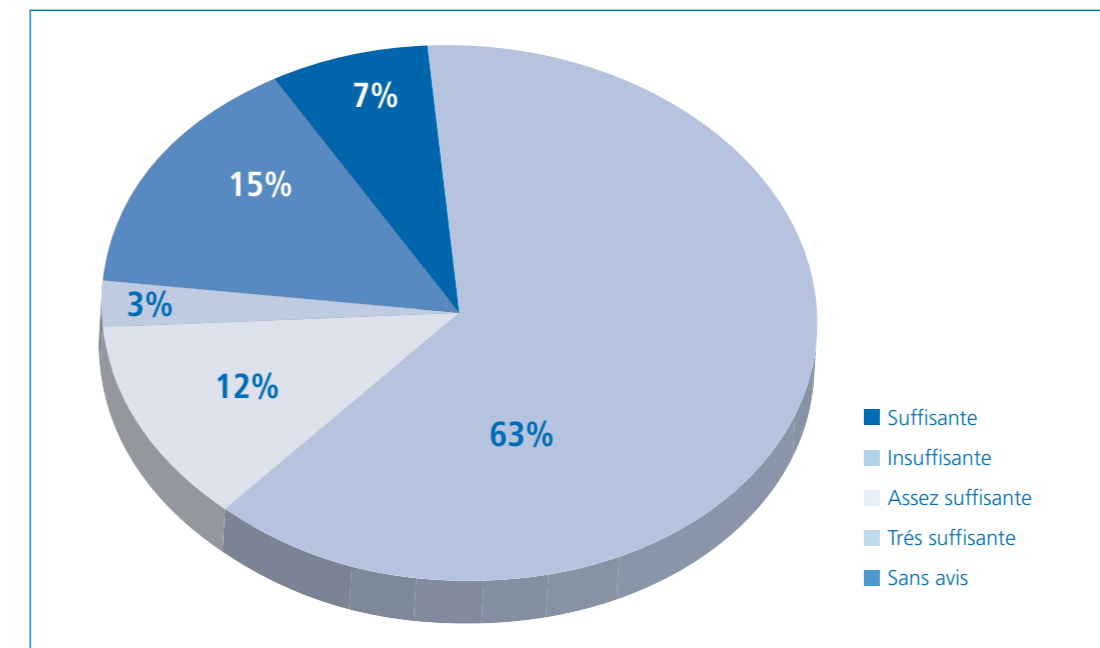
## 8. LES DANGERS A LA FRONTIERE

La frontière est perçue comme la porte d'entrée d'un Etat. De ce fait, plusieurs mesures de sécurité y sont prises pour garantir le bien-être des communautés. Au niveau de la zone de Vélingara, les communautés frontalières en citent trois en particulier : « les contrôles frontaliers »

pour 31% des individus, « les patrouilles » pour 18% de personnes, et la « collecte de renseignements » pour 19% des individus. Ces mesures, bien que adéquates, ne semblent pas suffisantes selon les enquêtes.

### 8.1 Comment sont les mesures de sécurité à la frontière

Variables	Linkering	Pakour	Paroumba	Total	Pourcentage
Suffisante	46	09	36	91	7,37%
Insuffisante	338	201	232	771	62,47 %
Assez suffisante	67	04	81	152	12,31%
Très suffisante	05	09	19	33	2,67%
Sans avis	55	63	69	187	15,15%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Pour 62% de personnes en effet les mesures de sécurité à la frontière devraient être renforcées dans la mesure où on y note beaucoup de dangers, au premier rang desquels figure le banditisme. Derrière ce fléau, la population évoque le vol, les rackets, les trafics illicites en occurrence le trafic de yamba (chanvre indien). S'ajoutent à cela les risques d'épidémie, comme cela fut le cas avec l'épidémie Ebola et, dans ce cas spécifique, « les communautés sont les premiers exposés et n'ont pas toujours les capacités pour faire face », peut-on lire dans les enquêtes. Autre menace évoquée, le terrorisme. Grâce aux médias, 65% des enquêtés ont déjà entendu parler de ce phénomène. Même si le

Sénégal est encore épargné, la population concernée par l'enquête est consciente que ce danger guette à la frontière et que personne n'est à l'abri.

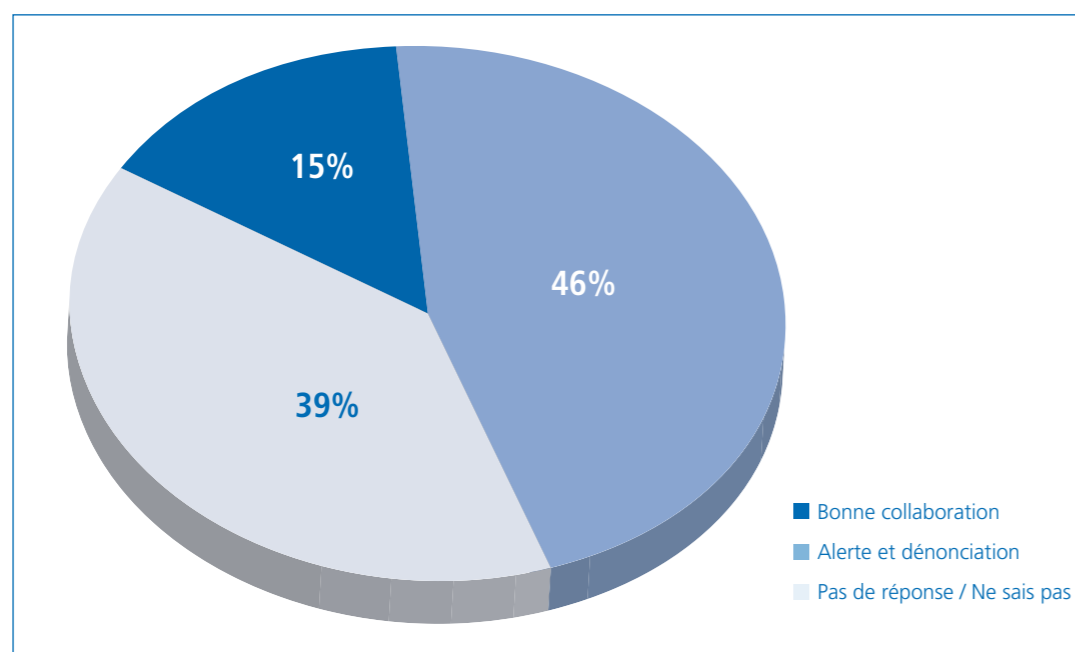
Néanmoins, 37% d'individus ont refusé de se prononcer sur la question car ils jugent la thématique trop sensible. Les conditions de vie sociale difficile et son corollaire la pauvreté sont notamment les premières causes qui poussent les personnes vers le terrorisme, de l'avis de 30% d'enquêtés. Ensuite, on retiendra les influences extérieures qui peuvent être des idéologies politiques ou religieuses selon 30% des enquêtés. Enfin, les raisons personnelles comme la colère, la rancœur voire

même la folie sont évoquées par 5% des individus interrogés. Pour prévenir le fléau et en raison des défis auxquels font face les autorités, il est important que la communauté soit associée. Ainsi, 15% des sujets interrogés pensent que la communauté peut appuyer les autorités avec une bonne collaboration. Pour 42%, cette collaboration se manifestera à travers l'alerte et

la dénonciation des inconnus suspects aux autorités et ensuite par le développement d'une relation de proximité et de communication entre les responsables des communautés et les autorités. Le reste de la population interrogée « n'as pas d'idée » sur la question ou préfère s'abstenir de répondre.

## 8.2 Comment la communauté peut aider les autorités contre le terrorisme

Variabes	Effectif	Pourcentage
Bonne collaboration	184	14,91%
Alerte et dénonciation	574	46,51%
Pas de réponse/ Ne sais pas	476	38,57%



Source : Enquête OIM 2017/2018

## 9. RÉPONSE FACE A UNE SITUATION D'URGENCE

Plusieurs facteurs peuvent occasionner un déplacement massif de population étrangère ou nationale vers la frontière.

La population d'étude pense d'abord aux épidémies en référence à Ebola, mais aussi à l'insécurité, qui résulterait des nombreuses crises politiques ou sociales qui peuvent subvenir à tout moment à cause de la conjoncture, les calamités naturelles comme les inondations et enfin la migration avec la libre circulation des personnes à la recherche de travail. Seuls 18% des enquêtés pensent que la communauté a les moyens de faire face à une

situation d'urgence au niveau de Vélingara, notamment en jouant un rôle d'assistance sociale. Les membres de la communauté peuvent également appuyer l'aide humanitaire ou aider à organiser la logistique.

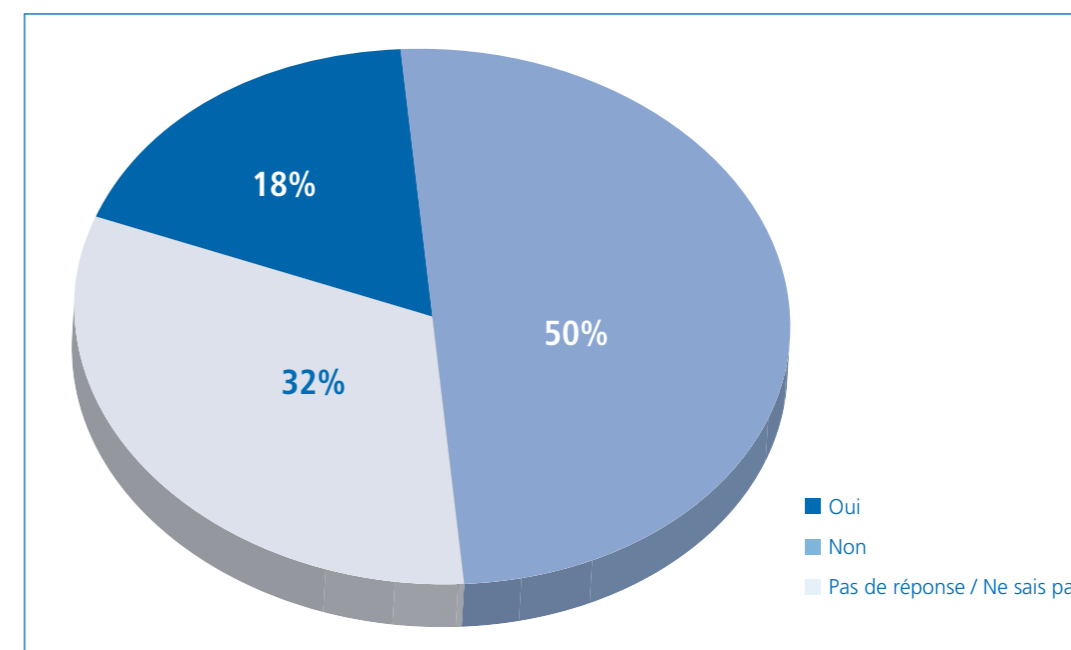
Ils peuvent même contribuer à la sécurité en alertant et en dénonçant les situations ou individus suspects auprès des forces de sécurité et de défense. Le reste de la population reste plus sceptique. Si une bonne partie ne sait pas quoi répondre, 50% des personnes restantes affirment que la communauté n'est pas outillée face à une situation d'urgence. Selon ces avis, la population

n'a pas les compétences et encore moins l'expérience pour faire face à un défi de grande ampleur tel que le terrorisme. Pour cette frange de la population,

c'est uniquement du ressort des forces de sécurité de gérer la situation et éventuellement d'impliquer la communauté.

### 9.1 La communauté peut-elle faire face à une urgence ?

Variabes	Effectif	Pourcentage
Oui	222	17,99%
Non	612	49,59%
Pas de réponse/ Ne sais pas	400	32,41%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Ainsi, pour favoriser l'association autorité/communauté face à une crise, des alternatives sont proposées par les enquêtés. Il s'agit de déterminer le rôle de la communauté à travers l'utilisation des leaders des comités de prévention et de partager les informations.

La solution proposée la mieux partagée reste cependant la discussion en permanence avec les leaders communautaires en leur donnant des rôles car selon la majeure partie des personnes interrogées, « il faut faire participer la population à une situation d'urgence ».

## ANALYSE DES RESULTATS DE TAMBACOUNDA

### 1. IDENTIFICATION SOCIOLOGIQUE

L'étude dans le département de Bakel, dans la région de Tambacounda, s'est concentrée principalement sur la sous-préfecture de Keniéba frontalière avec le Mali. Les populations concernées par l'étude proviennent des communes de Gothiary, Medina Foulbé et Sadatou. Dans le département de Bakel, 928 individus ont

répondu à l'enquête. Cette population est fortement dominée par les hommes qui représentent 65% de l'effectif avec un total de 605 individus. Les femmes étaient majoritaires au niveau de la commune de Gothiary. La langue Mandée prédomine dans la zone de Tambacounda. Les Soninkés ou Sarakolés sont



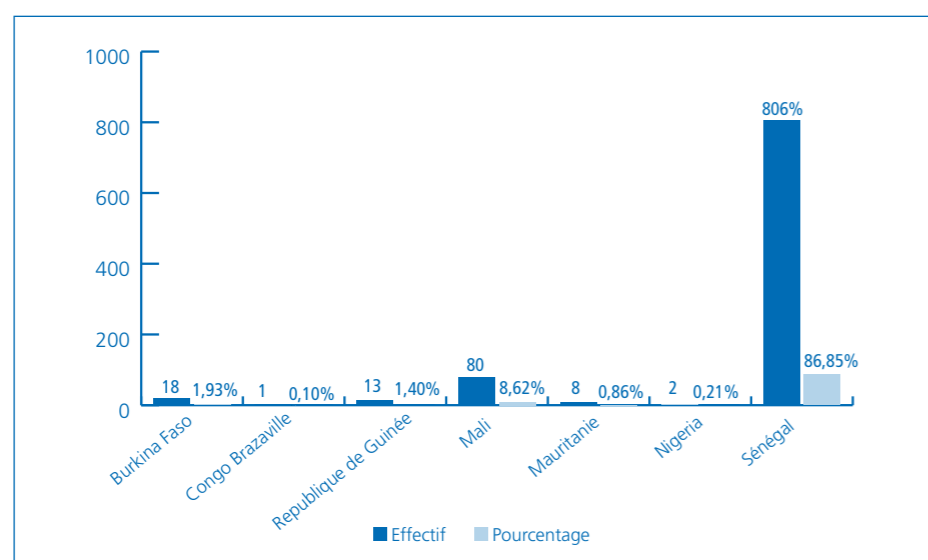
quant à eux les groupes ethniques les plus représentés de la population. Ils représentent en effet les 60% de l'effectif total des personnes enquêtées dans la région de Tambacounda.

En plus de ces deux ethnies, les Pulaars sont également représentés à hauteur de 17%, suivies par d'autres ethnies de la sous-région en l'occurrence les Mossi et les Bissa du Burkina Faso, ou encore les Haoussas du Nigéria. Cette donnée témoigne de la diversité des nationalités rencontrées au niveau de la zone de Tambacounda.

Sept nationalités différentes au niveau des trois communes de l'arrondissement de Keniéba ont été recensées pendant l'enquête, la nationalité sénégalaise restant la plus représentée. Les Maliens quant à eux représentent une partie non négligeable de la population enquêtée, à hauteur de presque 9% de la population. Vient ensuite la nationalité burkinabé à hauteur de 1,93%, ensuite, la nationalité guinéenne à hauteur de 1,5%, mauritanienne à 0,9%, et ensuite également des individus issus du Congo Brazzaville et du Nigéria.

### 1.1 Nationalité

Variabes	Effectif	Pourcentage
Burkina Faso	18	1.93%
Congo Brazza	01	0.10%
Guinée	13	1.40%
Mali	80	8.62%
Mauritanie	08	0.86%
Nigeria	02	0.21%
Sénégal	806	86.85%



Source : enquête OIM 2017

La population dans sa globalité est relativement jeune : 64% des enquêtés ont entre 18 et 40 ans. Néanmoins, l'enquête s'est voulue inclusive et toutes les tranches d'âges sont ainsi présentes dans l'échantillon.

Seuls 4% de la population est célibataire, le taux des mariés est de 75% de l'effectif total. Cette donnée montre une fois de plus l'importance qu'est réservée à l'institution du mariage au Sénégal.

### 1.2 Profession

Sur le plan professionnel, le secteur tertiaire mobilise la majorité de la population. Plusieurs corps de métiers sont recensés, notamment les pêcheurs, les boulangers, les marabouts, les gérants de restaurant, les creuseurs de puits, les mécaniciens, les menuisiers etc. L'agriculture est la première activité, concernant pas moins de 45% de la population enquêtée. Les orpailleurs constituent

le deuxième groupe le plus représentatif avec 13% de l'effectif. Tambacounda est une zone aurifère et la région attire des personnes d'horizons différents. Paradoxalement, l'étude révèle un taux de chômage assez élevé chez la population locale, à hauteur de 17% de la population concernée.

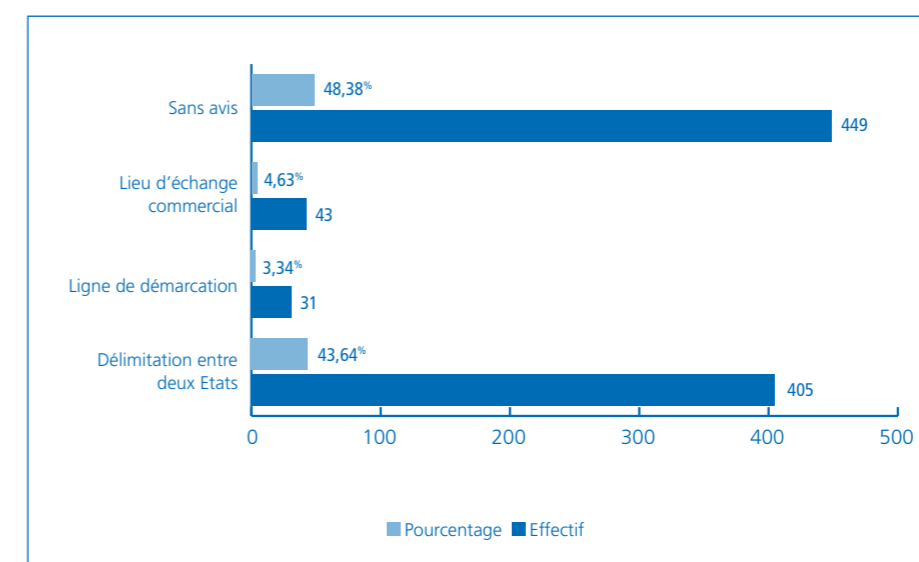
## 2. PERCEPTION DE LA COMMUNAUTÉ

La notion de frontière n'est pas très bien assimilée par la population d'étude au niveau des trois communes de l'arrondissement de Keniéba. Les résultats des enquêtes démontrent en effet que près de la moitié de l'effectif est incapable de définir le concept. En effet, près de la moitié des personnes ont répondu « je ne sais pas

» à la question « qu'est-ce qu'une frontière ? ». Pour ce qui est du reste de la population, trois définitions sont avancées dont principalement « la délimitation ou la séparation entre deux Etats ». Cette perception est partagée par 44% des individus de l'échantillon.

### 2.1 Définition concept frontière

Variabes	Effectif	Pourcentage
Délimitation entre deux Etats	405	43.64%
Ligne de démarcation	31	3.34%
Lieu d'échange commercial	43	4.63%
Sans avis	449	48.38%



Source : Enquête OIM 2017/2018

La notion de séparation qui apparaît dans la définition fournie ne constitue en aucun cas une barrière dans la conscience collective des enquêtés en ce qui concerne les traversées. En effet, les habitants traversent quotidiennement et cela s'explique par plusieurs raisons. La première raison avancée est la famille.

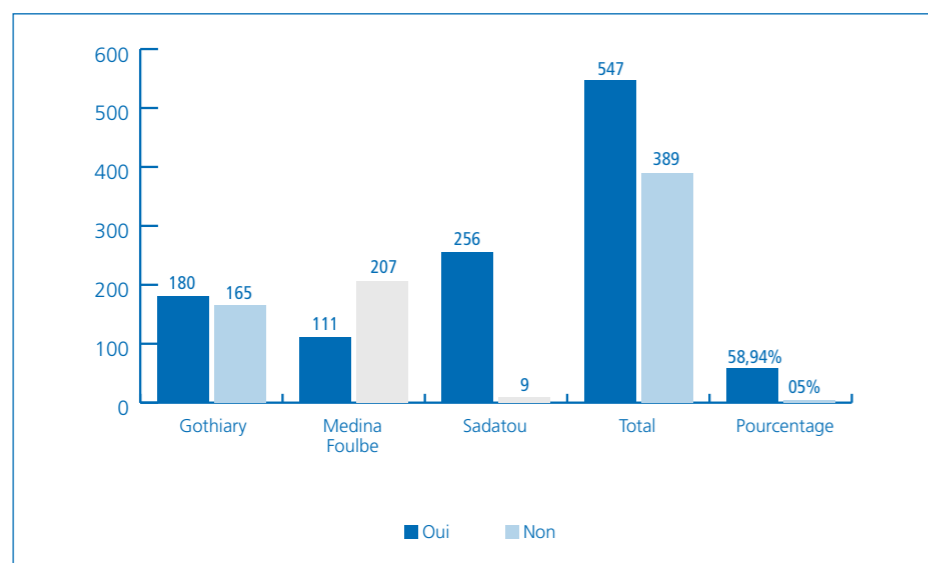
A Gothiary, Sadatou tout comme à Medina Foulbé, 60% de la population fait la traversée pour aller rendre visite à des proches (parents, épouse, époux, frère, sœurs, belle-famille, etc.) qui sont installés de l'autre côté de la frontière, au Mali. Ensuite, vient la raison professionnelle qui concerne environ 30% des individus dont le travail au quotidien implique la traversée de la

frontière. Enfin, environ 15% des individus avancent la raison commerciale qui englobe l'achat et la vente de marchandises et les biens de consommation.

Une grande partie de la traversée se fait cependant en dehors des postes de contrôle, comme l'affirment près de 42% des enquêtés. La première explication fournie est que les postes de contrôle sont très peu nombreux dans la zone et, par conséquent, les lieux de traversées officielles sont parfois très éloignés pour certains individus. Par ailleurs, de nombreuses personnes n'ont pas de documents d'identité ou documents administratifs pour traverser, tels que la carte nationale d'identité et le carnet de santé.

## 2.2 Passages par points de contrôle officiels

Variables	Gothiary	Medina foulbe	Sadatou	Total	Pourcentage
Oui	180	111	256	547	58.94%
Non	165	207	09	389	41.05%



Source : Enquête OIM 2017

Néanmoins, il apparaît qu'il n'y a pas de catégorie particulière parmi les gens qui utilisent les passages officiels. D'après les enquêtes, toutes les franges de la population sont concernées. Qu'il s'agisse des parents, des commerçants, des élèves, des travailleurs, des femmes, des enfants, des fraudeurs ou bandits, chacun a une raison particulière d'utiliser les zones de traversée non officielle et cela de manière très fréquente.

Ainsi, près de 65% de la population déclarent ne pas se sentir totalement en sécurité au niveau de la frontière. En effet, les personnes enquêtées estiment qu'avec

l'or de Keniéba, l'insécurité atteint des proportions insoupçonnées dans la zone. A travers les enquêtes, les populations dénoncent la fréquence des braquages, des lieux de prostitution, de la circulation des produits illicites comme le yamba (chanvre indien), les agressions de tout genre, le vol, etc.

Ces phénomènes sont encouragés par l'enclavement de la zone de Keniéba ainsi que par les faibles effectifs des forces de sécurité responsables au niveau des frontières que sont la Gendarmerie, la Police, les Douanes, le Préfet et le Chef de village.

Face à ce constat, la population à 63% est consciente qu'elle doit s'investir pour sa propre sécurité. D'abord, suivant les réponses recueillies, parce qu'elle est la première exposée aux dangers et problèmes au niveau

de la frontière et, ensuite, parce que les forces de sécurité à elles seules ne peuvent relever le défi de la gestion et de la sécurisation de la frontière.

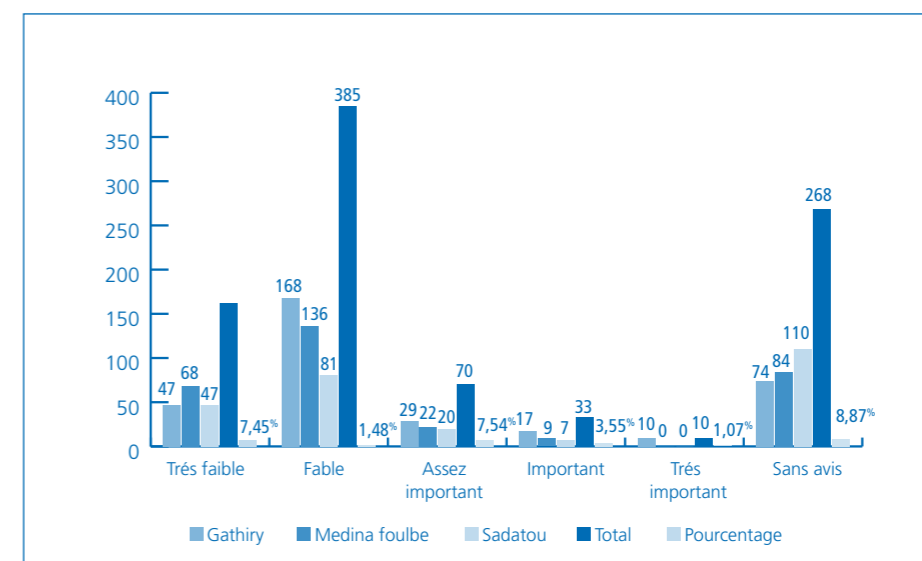
## 3. ENGAGEMENT DES COMMUNAUTÉS DANS LA GESTION ET LA SECURITE DE LA FRONTIERE

Malgré un engagement citoyen remarquable salué par l'ensemble des autorités de la région de Tambacounda lors de la gestion de la crise postélectorale gambienne, la communauté de Tambacounda est généralement

en retrait sur les questions de sécurité au niveau de la frontière. Les enquêtés à près de 60% considèrent que leur participation dans la gestion de la sécurité au niveau de la zone de Keniéba est faible.

### 3.1 Le degré de participation de la communauté dans la gestion de la sécurité

Variables	Gathiary	Medina foulbe	Sadatou	Total	Pourcentage
Très faible	47	68	47	162	17.45%
Faible	168	136	81	385	41.48%
Assez important	29	21	20	70	7.54%
Important	17	09	07	33	3.55%
Très important	10	00	00	10	1.07%
Sans avis	74	84	110	268	28.87%



Source : Enquête OIM 2017

L'explication est à chercher dans le manque considérable d'information partagée sur la plupart des questions relatives à la sécurité à la frontière. La population n'est pas bien informée comme l'affirme la majorité de l'échantillon. Si en effet, 20% des individus affirment que la population est faiblement informée des questions sécuritaires, la majorité est encore plus catégorique.

En effet, 80% des enquêtés signalent une absence totale d'information reçue sur les questions de sécurité.

Cela constitue un véritable handicap d'autant plus que la communauté, première force au niveau de la frontière, est consciente de l'apport considérable qu'elle peut apporter aux autorités.



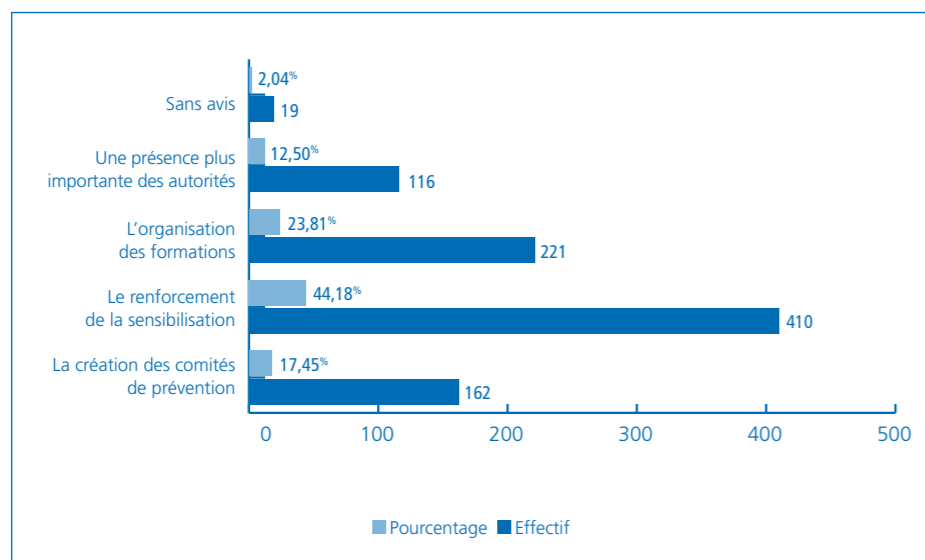
La population pense pouvoir remplir deux rôles majeurs. Il s'agit pour 28% de la population du rôle de prévoyance, veille ou alerte et de la mission de dénonciation et de suivi pour 46% de l'échantillon.

Pour saisir cette opportunité et mettre à contribution les communautés, il est nécessaire que les autorités impliquent davantage les communautés. Pour ce faire, la première proposition évoquée par les communautés

est le renforcement de la sensibilisation sur les questions de sécurité à la frontière selon 44% des avis recueillis, la seconde proposition est l'organisation de formations dans le domaine de la sécurité aux frontières pour 24% des avis, ensuite la création des comités de prévoyance pour 18% des individus et, enfin, la présence plus importante des autorités au niveau de la frontière pour seulement 12% des individus interrogés.

### 3.2 Comment mieux impliquer la communauté

Variabes	Effectif	Pourcentage
La création des comités de prévention	162	17.45%
Le renforcement de la sensibilisation	410	44.18%
L'organisation des formations	221	23.81%
Une présence plus importante des autorités	116	12.5%
Sans avis	19	2.04%



Source : Enquête OIM 2017

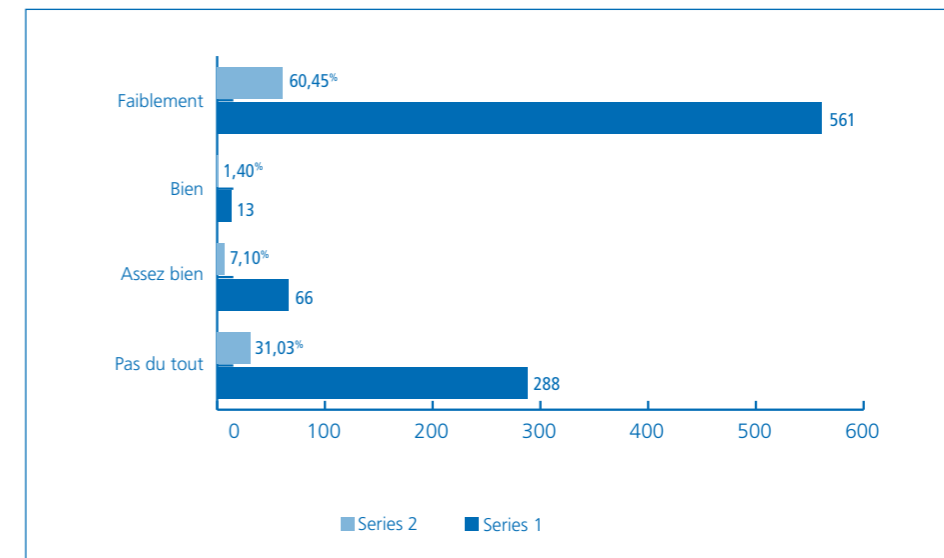
En conclusion, la communauté frontalière de l'arrondissement de Keniéba, à 65%, se voit incontournable pour aider au renforcement de la sécurité au niveau de la zone frontalière.

## 4. LA COMMUNICATION

La communication des autorités sur la situation au niveau de la frontière est dans l'ensemble relativement faible selon 60% des individus enquêtés. Plus de 31% des individus considèrent même que la communication est inexistante

### 4.1 Les autorités communiquent-elles sur la sécurité aux frontières ?

Variabes	Effectif	Pourcentage
Pas du tout	288	31.03%
Assez bien	66	7.1%
Bien	13	1.4%
Faiblement	561	60.45%



Source : Enquête OIM 2017

La réglementation au niveau des postes frontières ou la documentation nécessaire à cet effet n'est pas connue de tous. Les enquêtes montrent que 56% des individus ont une connaissance très faible de la jurisprudence au niveau de la frontière tandis que 21% n'en ont aucune.

Il est nécessaire dès lors de trouver les voies et moyens pour mieux tenir informée la communauté. A ce propos, deux axes sont identifiés par les personnes enquêtées. Il s'agit d'abord, pour près de la moitié des individus, de l'utilisation des radios communautaires pour diffuser le plus grand nombre d'informations destinées aux usagers. Ensuite, environ 40% des personnes enquêtées proposent d'avoir recours aux agents ou relais communautaires pour une sensibilisation plus rapprochée.

Il est essentiel que cette communication se fasse de manière horizontale et dans les deux sens. Pour cela, il est avancé que des facilitations doivent être trouvées pour permettre à la communauté aussi de pouvoir informer régulièrement les autorités responsables à la frontière. Cela implique chez 34% des personnes

enquêtées la mise à leur disposition de téléphones portables gratuits plus du crédit de communication et pour 54% il faudrait au préalable une révision du réseau de communication dont la disponibilité n'est pas toujours garantie.

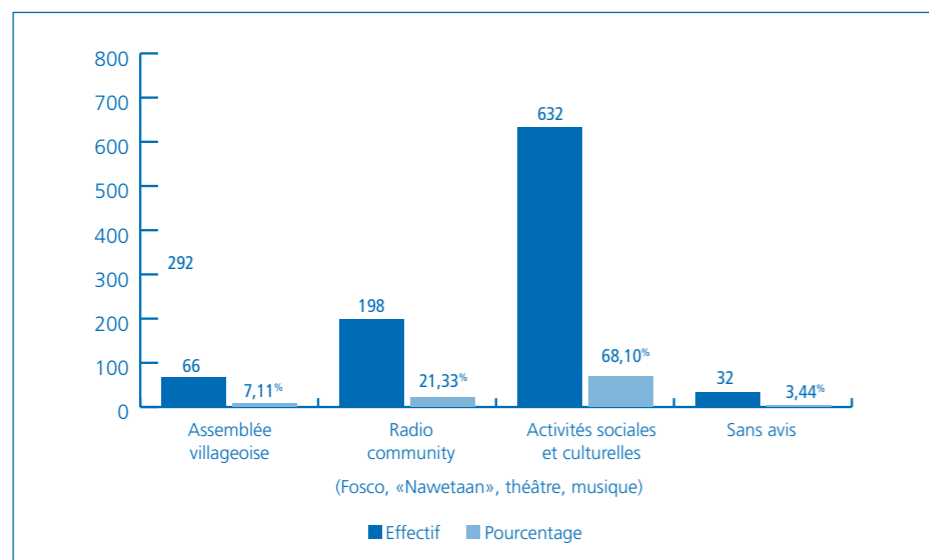
Pour renforcer cette politique de communication, des moyens de sensibilisation sont à mettre en œuvre au service de la communauté car, comme l'estiment 77% de la population enquêtée, une bonne communication présente de nombreux avantages dont un climat de confiance, une implication avec un niveau élevé d'information, « quand on sait ce qui se passe on peut intervenir si on nous dit quoi faire comme avec la Gambie », peut-on lire dans quelques réponses au questionnaire.

En somme, pour sensibiliser les communautés sur la question de la sécurité, les mobilisations sociales sont évoquées en premier par les enquêtés. Les radios communautaires et les chaînes de télévision jouent également le rôle de relais, tout comme les fêtes communautaires, véritable lieu d'échange, les fêtes intra scolaires appelées fosco ,

les « Oscars des vacances » et les tournois sportifs « nawetanes » pour toucher et impliquer la jeunesse. En cela, les associations culturelles sont évoquées pour des prestations de théâtre et d'autres manifestations culturelles, notamment dans le domaine de la musique.

#### 4.2 Les moyens pour sensibiliser la communauté

Variabes	Effectif	Pourcentage
Assemblée villageoise	66	7.11%
Radio communautaire	198	21.33%
Activités sociales et culturelles (fosco, nawetanes, théâtre, musique)	632	68.10%
Sans avis	32	3.44%



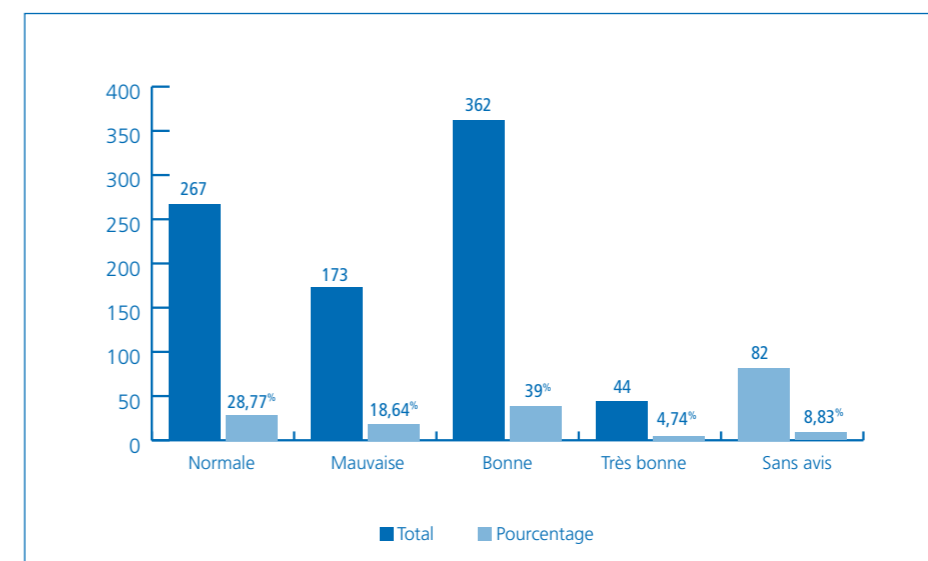
Source : Enquête OIM 2017

### 5. RAPPORT AUTORITE/COMMUNAUTÉ

Au niveau de la zone de Keniéba, les populations rencontrées entretiennent des rapports courtois avec les responsables de la sécurité au niveau de la frontière. Les relations dans l'ensemble sont jugées « normales » par 29% des individus, voire « bonnes » à 40% de l'effectif total.

#### 5.1 La relation autorité/communauté

Variabes	Gathiry	Medina foulbe	Sadatou	Total	Pourcentage
Normale	126	64	77	267	28.77%
Mauvaise	29	50	94	173	18.64%
Bonne	144	144	74	362	39%
Très bonne	25	18	1	44	4.74%
Sans avis	21	42	19	82	8.83%



Source: IOM Survey 2017

La qualité des relations entre les communautés et les autorités réside dans le fait que, pour reprendre les avis de 62% de la population, le travail des forces de sécurité à la frontière est à la fois « compliqué », « difficile » et « très fatigant » mais malgré cela, il est accompli de manière efficace. Globalement, selon la majorité de la population enquêtée, les forces de sécurité à la frontière sont « compétentes » (selon 30%) et « professionnelles » (20%) d'où le respect qui leur est témoigné et qui se reflète sur la nature des relations que la communauté entretient avec elles.

Cependant, l'enquête a relevé que près de 20% de la population n'avait pas d'avis sur la question. Cela signale un écart à réduire de la part des autorités d'autant plus que près de 84% de l'échantillon trouvent que l'implication des communautés par les forces de

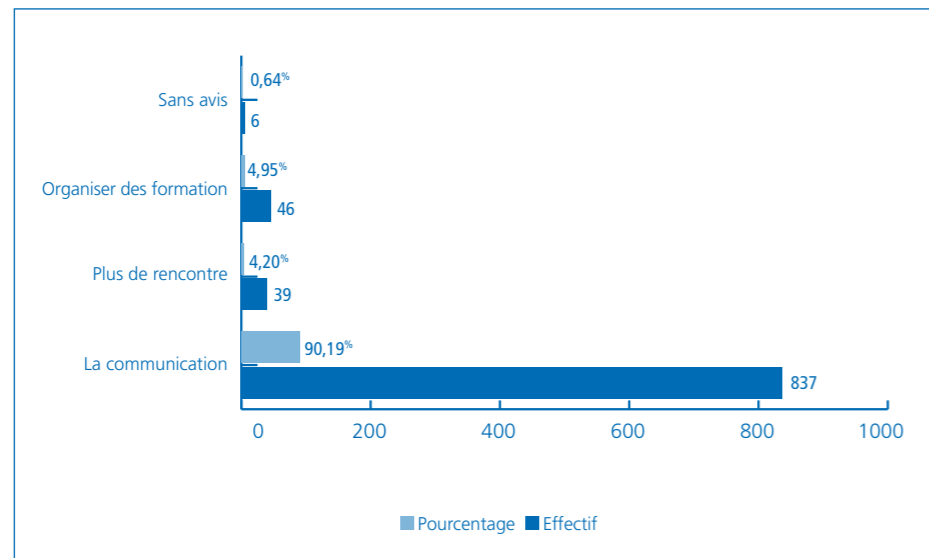
sécurité concernant les questions sécuritaires à la frontière est « assez faible ». Cette tendance est justifiée par une partie de la population qui avance que très peu d'activités ont été organisées par les autorités au profit de la communauté pour une meilleure information sur les problèmes de sécurité à la frontière.

Même si en conclusion, il a été enregistré que 3% des avis soutiennent que les autorités ont déjà organisé quelques sensibilisations dans la zone de Keniéba pour les communautés, il est évident que des choses sont à améliorer pour de meilleurs rapports communauté/autorité. Pour ce faire, selon les avis recueillis à 90%, l'accent doit être essentiellement mis sur le volet de la communication dans la mesure où elle garantit une bonne collaboration.

#### 5.2 Amélioration des rapports communauté/autorité

Variabes	Effectif	Pourcentage
La communication	837	90.19%
Plus de rencontre	39	4.20%
Organiser des formations	46	4.95%
Sans avis	06	0.64%





Source : Enquête OIM 2017

## 6. LES DIFFICULTES DES COMMUNAUTES AU NIVEAU DE LA FRONTIERE

L'enclavement et l'isolement sont les principaux problèmes signalés par les populations au niveau de la zone frontalière de Keniaba. Cette situation déplorée se répercute négativement sur la communauté aussi bien sur le plan politique, économique que social.

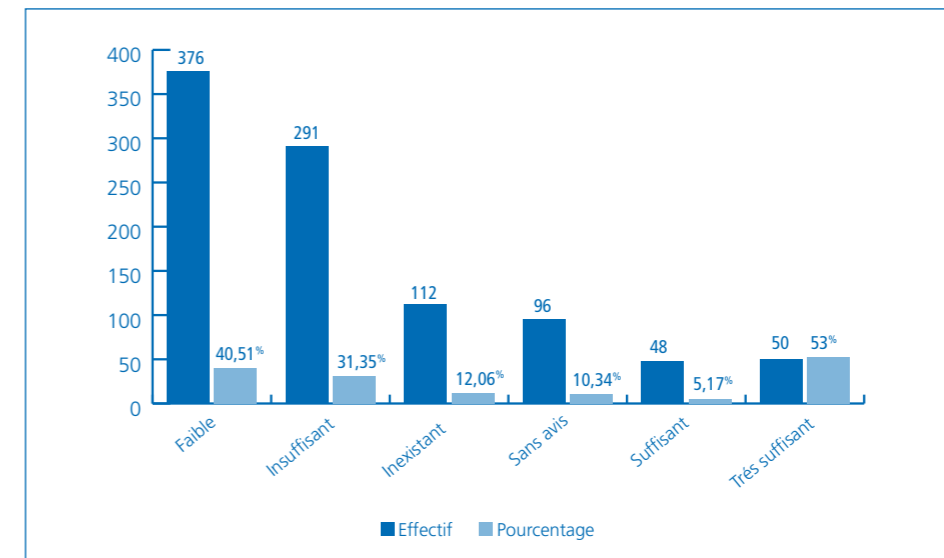
L'enclavement de Keniaba est tel que, dans leur quotidien, certaines personnes se sentent « plus proches du Mali que du Sénégal ». Comme on peut lire dans les réponses de l'enquête, « certains individus n'ont aucun document qui prouve leur nationalité sénégalaise alors qu'ils ont toujours vécu ici. Il se pose un véritable problème identitaire chez certains groupes ethniques de la zone. L'absence des infrastructures de base est une réalité à Keniaba. Par exemple, selon 20% de la population, il n'existerait qu'une seule école

primaire dans la localité. Cette problématique touche aussi le domaine de la santé, de l'accès à l'eau et plus globalement des conditions de vie et d'existence de la communauté. « Les opportunités d'emploi sont rares », peut-on lire, car il n'existe pas d'infrastructures d'autant plus que « l'électricité n'est pas disponible dans la zone ». Il va sans dire que sur le plan sécuritaire selon les enquêtes, les populations sont confrontées à de nombreux problèmes dont le vol, les agressions et la circulation de produits illicites.

La contribution des autorités pour résoudre ces problématiques est insuffisante selon la population. En effet, près de 72 % des personnes jugent l'apport des autorités « très faible » et « insuffisant », et 12% des avis déclarent qu'il est « inexistant ».

### 6.1 L'apport des autorités face aux difficultés

Variabes	Effectif	Pourcentage
Faible	376	40.51%
Insuffisant	291	31.35%
Inexistant	112	12.06%
Sans avis	96	10.34%
Suffisant	48	5.17%
Très suffisant	05	0.53%



Source : Enquête OIM 2017

Ainsi, vivre à la frontière est assez complexe selon la moitié des avis recueillis. Ces derniers confirment « qu'il n'y a pas d'avantages à résider au niveau de la zone frontalière de Keniaba » car les habitants se sentent « carrément coupés du reste du monde ».

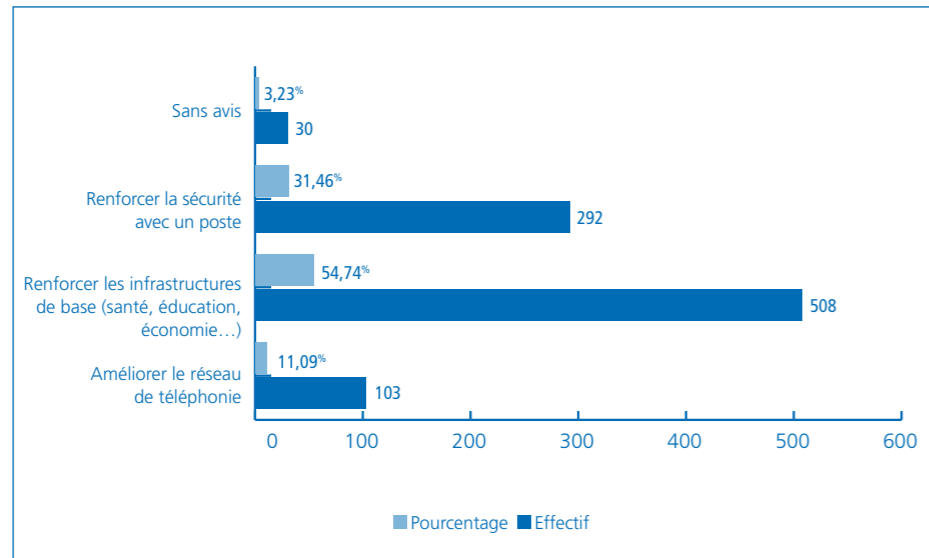
Autre témoignage pour dénoncer le sentiment d'abandon partagé : « nous dépendons de Bakel pour accéder à la santé, et nous n'avons pas de route et durant l'hivernage Keniaba est carrément isolé. Personne n'entre ni ne sort. On est laissé à nous-mêmes ». Par

conséquent, il est urgent pour les autorités d'œuvrer pour une amélioration des conditions de vie au niveau de la zone de Keniaba.

Pour ce faire, selon la population enquêtée, il s'agira de mettre l'accent sur les infrastructures de base (eau, écoles, santé, routes, etc.), de renforcer la sécurité à travers la construction d'un poste frontière mais aussi une amélioration du réseau téléphonique dans la région.

### 6.2 Comment améliorer les conditions de vie

Variabes	Effectif	Pourcentage
Améliorer le réseau de téléphonie	103	11.09%
Renforcer les infrastructures de base (santé, éducation, économie...)	508	54.74%
Renforcer la sécurité avec un poste	292	31.46%
Sans avis	30	3.23%



Source : Enquête OIM 2017

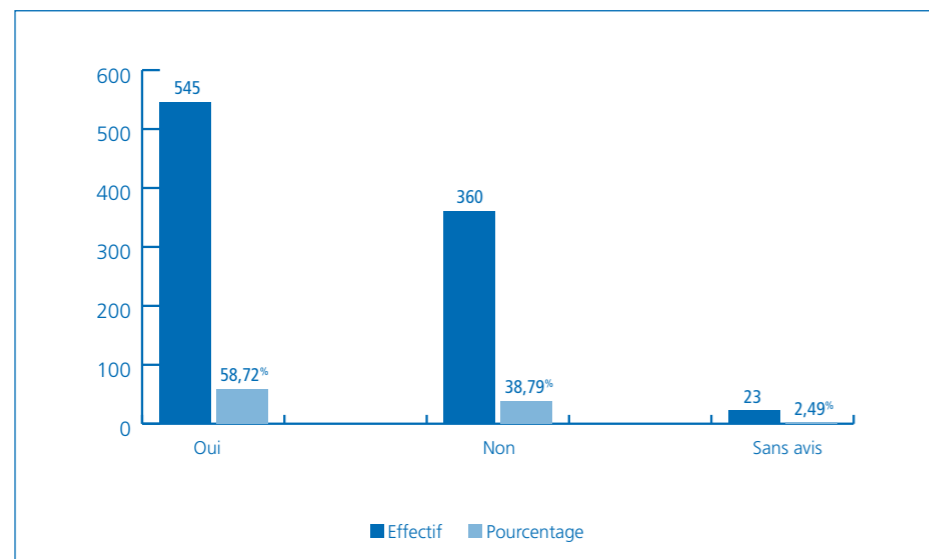
## 7. MIGRATION ET COMMUNAUTE FRONTALIERE

De nos jours, le phénomène d'émigration connaît une véritable effervescence au niveau de la région de Tambacounda. Au niveau de la zone frontalière

de Keniaba, cette tendance se confirme. En effet, les enquêtes montrent que 60% des individus sont tentés par la migration.

### 7.1 Pensez-vous à émigrer ?

Variabes	Effectif	Pourcentage
Oui	545	58.72%
Non	360	38.79%
Sans avis	23	2.49%



Source : Enquête OIM 2017

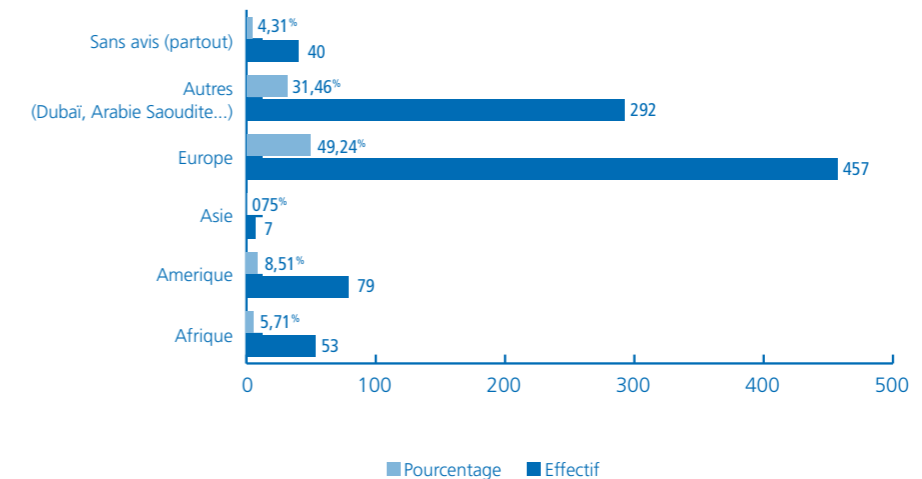
La raison économique, pour 60% des individus interrogés, est la principale source de motivation des candidats à la migration. Les autres raisons évoquées sont la famille et les études. Les 20% restants n'ont pas donné de réponse car, selon eux, « on n'a pas besoin d'avoir une raison particulière pour émigrer ».

C'est dire que pour cette partie de la population, partir deviendrait un réflexe dès que l'occasion se présenterait.

La destination privilégiée de la population est l'Europe pour 50% des personnes enquêtées, notamment la France, l'Espagne, l'Italie. La principale motivation de ce choix reste économique, et c'est d'ailleurs le leitmotiv commun. En ce sens, pour 32% des autres individus de la population, il n'y a pas de destination préférée, l'idée étant de partir « partout où il y a l'argent », peut-on lire. Parmi les autres destinations citées, on relève les Amériques (surtout les Etats-Unis), l'Afrique et l'Asie.

### 7.2 La destination privilégiée

Variabes	Effectif	Pourcentage
Afrique	53	5.71%
Amériques	79	8.51%
Asie	07	0.75%
Europe	457	49.24%
Autres (Dubai, Arabie Saoudite...)	292	31.46%
Sans avis (partout)	40	4.31%



Source : Enquête OIM 2017

La migration n'est pas perçue comme un phénomène négatif dans la zone de Keniaba. Près de la moitié des personnes enquêtées considèrent que la migration est une démarche positive. La raison partagée par la plupart des enquêtés est qu'au niveau de la zone de Keniaba la plupart des investissements sont l'œuvre des Sénégalais ayant émigré.

Seuls quelques 20% d'individus sont contre la migration car ils l'assimilent uniquement à la migration irrégulière. Quelques-uns avancent en effet : « on a perdu nos

frères à cause de la migration irrégulière ». Cela affecte négativement la jeunesse et la société dans sa globalité. Par ailleurs, 34% des personnes interrogées n'ont pas souhaité se prononcer sur la question.

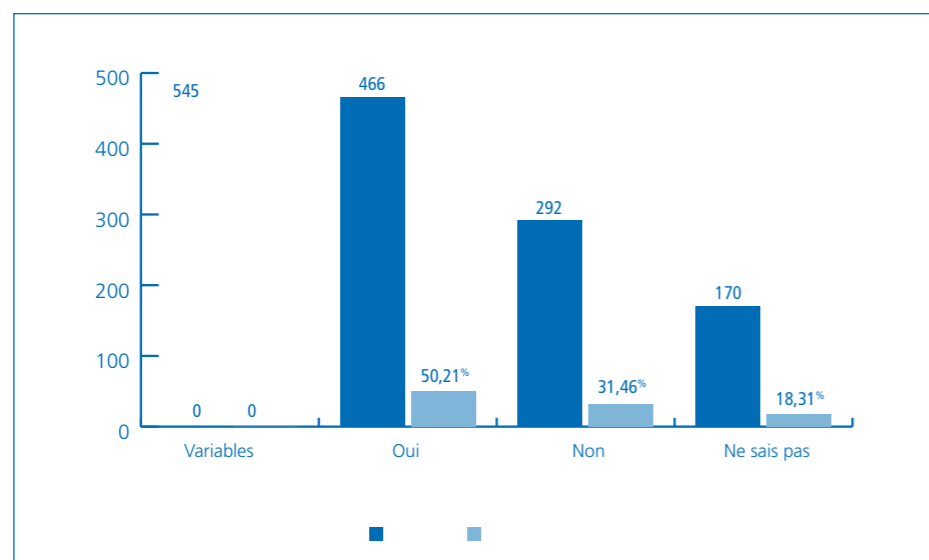
Néanmoins, quelle que soit la destination, les privilèges obtenus ou le nombre d'années passés à l'étranger, le retour au pays d'origine doit être une obligation selon la moitié de la population. En effet, plus de la moitié de la population affirme que s'ils avaient émigré, ils souhaiteraient revenir chez eux notamment

pour retrouver la famille. Pour 32% des membres de l'échantillon par contre, « il n'y a pas besoin de revenir si les conditions de vie sont meilleures dans le pays d'accueil d'autant plus qu'il n'y a rien ici ». Chez les plus

indécis à hauteur de 18%, c'est la situation du moment qui va guider la décision de rester ou de revenir, cette décision ne peut être prévue selon eux.

### 7.3 Pour un retour au pays d'origine en cas d'émigration ?

Variabes	Effectif	Pourcentage
Oui	466	50.21%
Non	292	31.46%
Ne sais pas	170	18.31%



Source : Enquête OIM 2017

## 8. LES DANGERS A LA FRONTIERE

Au niveau de la zone frontalière de Keniéba, les mesures de sécurité sont méconnues par une nombreuse partie de l'échantillon. Seuls 10% des personnes interrogées sont au courant de l'organisation des patrouilles alors que pour près de 10% des enquêtés c'est par le renseignement que la sécurité est assurée pour l'essentiel.

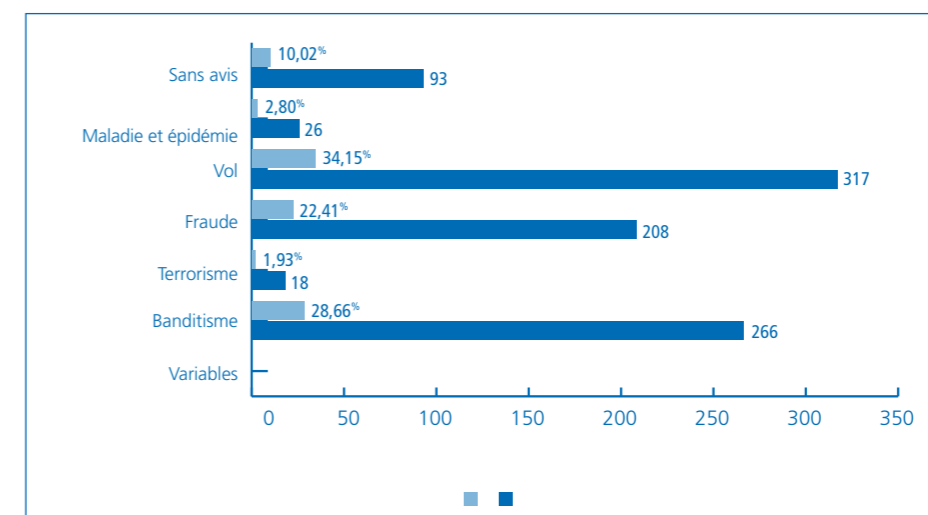
La majorité de la population n'a pas connaissance des moyens mis en œuvre pour assurer sa sécurité. Ainsi, face aux nombreux dangers qui guettent la population à la frontière, ces personnes interrogées estiment que les mesures de sécurité prises au niveau de la frontière

sont dans l'ensemble insuffisantes. Parmi les risques auxquels sont confrontés les populations, figurent, selon les enquêtes, le vol selon 34% des avis recueillis, puis le banditisme selon 29% des enquêtés, la fraude pour 22% des individus selon lesquels la vente de produits illicites domine le marché de consommation.

Keniéba étant une zone isolée, beaucoup de commerçants ambulants sillonnent la zone avec des produits divers. Les risques d'épidémie sont également évoqués par la population, en référence à Ebola tout comme le terrorisme par une infime partie.

### 8.1 Les dangers à la frontière

Variabes	Effectif	Pourcentage
Banditisme	266	28.66%
Terrorisme	18	1.93%
Fraude	208	22.41%
Vol	317	34.15%
Maladie et épidémie	26	2.80%
Sans avis	93	10.02%



Source : Enquête OIM 2017

Pourtant, le phénomène du terrorisme est bien connu dans la zone Keniéba. Près de 65% de l'effectif en a déjà entendu parler notamment avec la communication sur les attentats au niveau du Mali, pays frontalier.

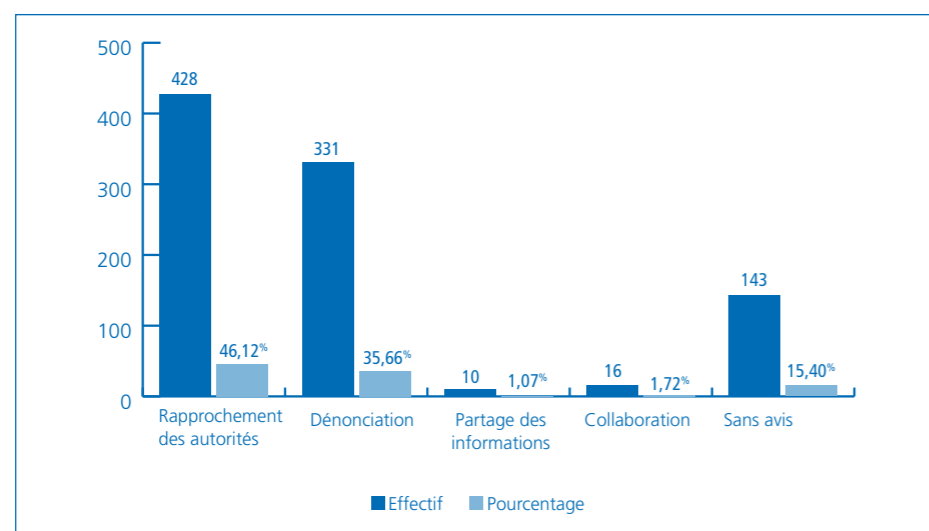
Cependant, compte tenu de la sensibilité du sujet selon les enquêtés, la majorité des personnes interrogées ont préféré s'abstenir de répondre aux questions liées au terrorisme. Ainsi, sur la totalité de l'effectif ayant participé à l'enquête, seuls 14% des individus pensent que la condition sociale précaire liée à la pauvreté est la

principale raison qui pousse les personnes à intégrer les groupes terroristes. L'autre élément cité à un moindre degré, est l'endoctrinement religieux, notamment chez les jeunes démunis et vulnérable en manque considérable de repères. Pour aider les responsables de la sécurité à contrer l'impact du terrorisme et son entrée dans la zone frontalière de Keniéba, les communautés sollicitent une meilleure proximité avec les autorités. Cela permettrait une bonne communication et inciterait la communauté à jouer pleinement son rôle de dénonciation et d'alerte.



## 8.2 Comment la communauté peut appuyer les autorités contre le terrorisme ?

Variables	Effectif	Pourcentage
Rapprochement des autorités	428	46.12%
Dénonciation	331	35.66%
Partage des informations	10	1.07%
Collaboration	16	1.72%
Sans avis	143	15.40%



Source : Enquête OIM 2017



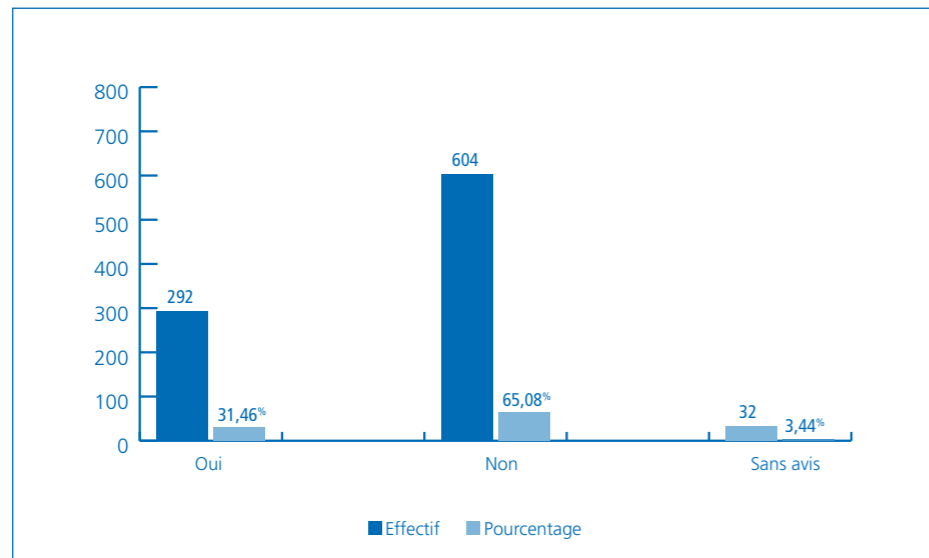
## 9. REPONSE A UNE SITUATION D'URGENCE

Par situation d'urgence il est entendu un événement grave et soudain dont l'ampleur nécessite des moyens logistiques et humains considérables pour une prise en charge immédiate. Plusieurs éléments peuvent déclencher une situation d'urgence. D'après les résultats recueillis pendant l'enquête, les principales causes citées sont les calamités naturelles (inondations, incendies, etc.); les situations d'insécurité (guerres,

attentat, etc.), ou encore une cause d'ordre sanitaire comme des épidémies. La prise en charge de ces phénomènes nécessitent une certaine compétence selon les enquêtés, et par conséquent près de 65% considèrent que la communauté ne pourra pas faire face à une situation d'urgence au niveau de la zone de Keniaba.

### 9.1 La communauté peut-elle faire face à une urgence ?

Variables	Effectif	Pourcentage
Oui	292	31.46%
Non	604	65.08%
Sans avis	32	3.44%



Source : Enquête OIM 2017

Selon la population à hauteur de 87%, les autorités sont les responsables de la sécurité et ont des rôles clairs dans une situation d'urgence : la sécurisation de la population selon 60% des avis, l'orientation des personnes au niveau des sites touchés pour 22% des opinions, ou encore une aide et une assistance aux nécessiteux selon un pourcentage restreint.

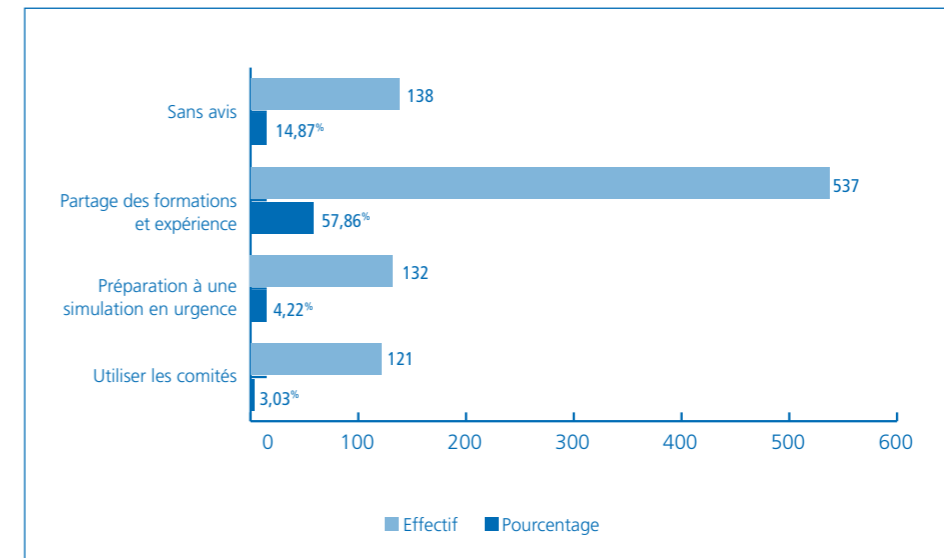
En conclusion, de l'avis des personnes interrogées, une grande charge de travail est dédiée aux forces de sécurité en cas de crise d'urgence. Néanmoins, vu les défis d'effectif et de logistique auxquels les forces de sécurité sont confrontées, l'intérêt d'impliquer au mieux la communauté frontalière pour une action commune est plus que nécessaire. Dès lors, les communautés peuvent

appuyer dans plusieurs domaines dont l'organisation de la logistique selon 25% des opinions, fournir une assistance aux personnes vulnérables selon 14% des avis et surtout dans le domaine de la prévention en alertant et en dénonçant toute situation suspecte.

Pour concrétiser cette collaboration, les personnes enquêtées avancent un point préalable majeur, à savoir le renforcement et la consolidation du lien autorité/ communauté. Cela se traduit par un accompagnement logistique et intellectuel des comités de prévoyance et de citoyenneté, avec un partage des informations et des expériences (selon près de 60% des réponses) et aussi par davantage de formation notamment dans la gestion des crises.

## 9.2 Comment autorité et communauté peuvent gérer une situation d'urgence ?

Variabes	Effectif	Pourcentage
Utiliser les comités	121	13,03%
Préparation à une simulation en urgence	132	14,22%
Partage des formations et expérience	537	57,86%
Sans avis	138	14,87%



Source : Enquête OIM 2017

# ANALYSE DES RESULTATS DE KEDOUGOU

## 1. IDENTIFICATION SOCIOLOGIQUE

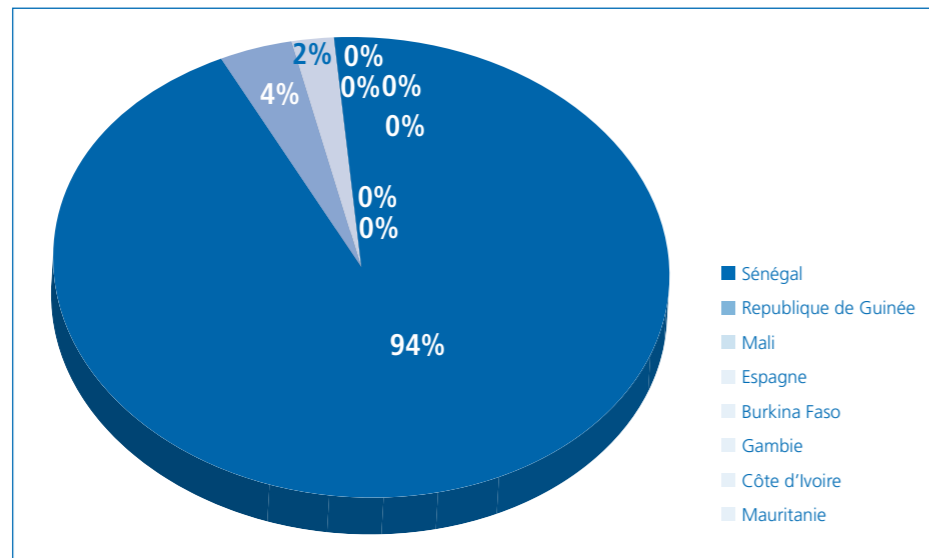
Les enquêtes au niveau de la zone de Kédougou se sont concentrées sur les trois départements de Kédougou, Salémata et Saraya. L'échantillon d'étude, majoritairement dominé par l'effectif des hommes, compte 6234 individus. Les femmes représentent près de 40% de la population. Les études montrent que la région de Kédougou est un véritable carrefour où se retrouvent plusieurs ethnies. Suivant la représentativité, la majorité sont les Peuls avec 44% de la population, le sous-groupe des Mandés (Soninké/Sarakolé, Mandingue, Diakhanké) avec 38%, les Bassaris à

18 % dans la zone de Salémata à Edale notamment, les Dialonké originaire de Guinée Conakry avec 8%. Parmi les autres ethnies présentes on compte les Wolofs, les Diolas en plus de quelques groupes de la sous-région comme les Mossi ou encore les Maures.

La diversité ethnique de la région de Kédougou peint un véritable brassage culturel où plusieurs nationalités sont identifiées. Ainsi, en dehors des Sénégalais, l'enquête a concerné des Guinéens, des Burkinabé, des Maliens, des Gambiens, des Ivoiriens ainsi que des Nigériens.

### 1.1. Les nationalités

Variabes	Kédougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Sénégal	1297	1828	2725	5850	93,88%
Guinée	59	26	141	226	3,62%
Mali	03	0	103	106	1,70%
Espagne	01	0	00	01	0,01%
Burkina	0	0	18	18	0,28%
Gambie	0	0	09	09	0,14%
Cote d'Ivoire	0	0	02	02	0,03%
Mauritanie	0	0	16	16	0,25%
Nigeria	0	0	03	03	0,04%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Dans son ensemble, cette population est relativement jeune. La plus grande partie à hauteur de 65% est comprise dans la tranche d'âge 26 à 40 ans. Un âge « mature » qui pourrait expliquer que les 68% de l'effectif soient mariés. En effet, dans les zones rurales en général à l'instar de Kédougou, où le respect des rites et pratiques traditionnelle survie à la modernité, le mariage, dans la conscience socio-culturelle collective, est une bénédiction sacrée. Très tôt, les unions sont scellées.

Au niveau professionnel, l'essentiel des activités relevées ne sont pas rémunérés. Le secteur primaire et le secteur tertiaire occupent une très grande partie de l'échantillon. Le domaine de l'agriculture est le premier

pourvoyeur avec près de 48% d'acteurs concernés. Le commerce est la seconde principale activité recensée à hauteur de 8% de personnes. Les orpailleurs dans leur ensemble (mineurs, batteurs, orfèvres, doreurs, tamiseurs, etc.) représentent quelques 6% de la population étudiée et concernent une part importante de la communauté étrangère de l'effectif.

Excepté 7% de la population enquêtée qui se constitue d'élèves et étudiants, le reste de la population s'active dans le domaine du développement à la base (relais communautaire, aide santé,) de l'artisanat (menuiserie, teinture, maçonnerie, cordonnerie, restauration, boulangerie, chauffeur) de l'éducation (maitre coranique, enseignant, professeur) etc.

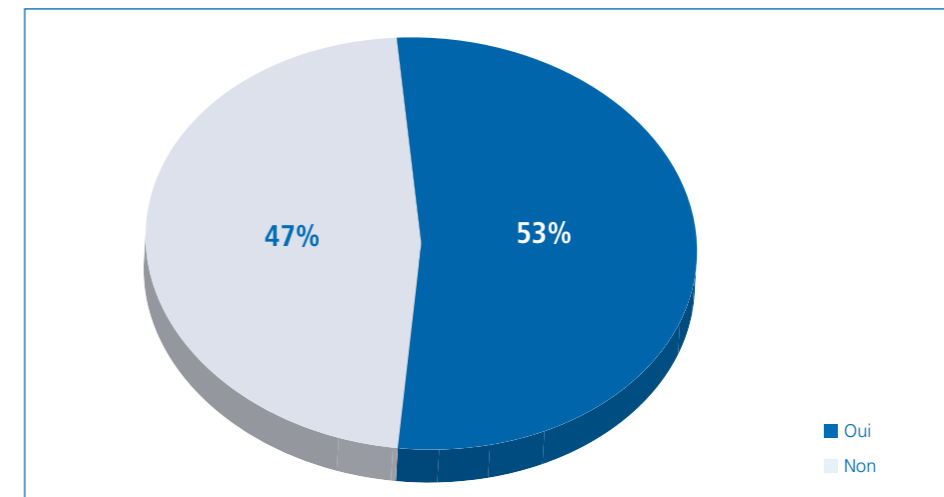
## 2. PERCEPTION

Les enquêtes montrent que dans la zone de Kédougou les populations perçoivent la frontière comme une ligne de séparation entre deux Etats. Selon 88% des réponses obtenues, la frontière est la démarcation entre les limites de l'Etat du Sénégal et de ses pays limitrophes que sont les Guinées Conakry et Bissao, le Mali, la Gambie et la Mauritanie. Au niveau des trois départements de la région (Kédougou, Salémata et Saraya) la traversée de la frontière est fréquente. Le lien

de famille est pour 64% la première raison qui justifie ces mouvements fréquents. Par la suite, les raisons professionnelles et commerciales sont évoquées avec pour certaines personnes enquêtées, la recherche de travail comme motif principal qui explique les traversées régulières de la frontière, et pour d'autres personnes c'est essentiellement pour l'achat ou la vente de biens de service et de consommation.

### 2.1 Utilisation des passages officiels

Variabes	Kedougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Oui	1009	770	1533	3312	53,15%
Non	351	1085	1483	2919	46,84%



Source : Enquête OIM 2017/2018

Excepté le département de Kédougou où près de 75% de l'effectif d'étude affirment utiliser les passages officiels, la traversée de la frontière dans les localités de Salémata et de Saraya se fait très souvent en dehors des postes de contrôle. Les données recueillies montrent en effet que dans ses deux zones pas moins de 53% des enquêtés préfèrent utiliser les passages officiels.

La motivation qui justifie ce choix est que selon 22% des personnes, les postes de contrôle sont très éloignés de leurs lieux d'habitation. Environ 10% de personnes de ce groupe évoquent leur incapacité à situer le poste frontière pour expliquer leur choix au moment où pour le reste du groupe c'est la non détention des documents

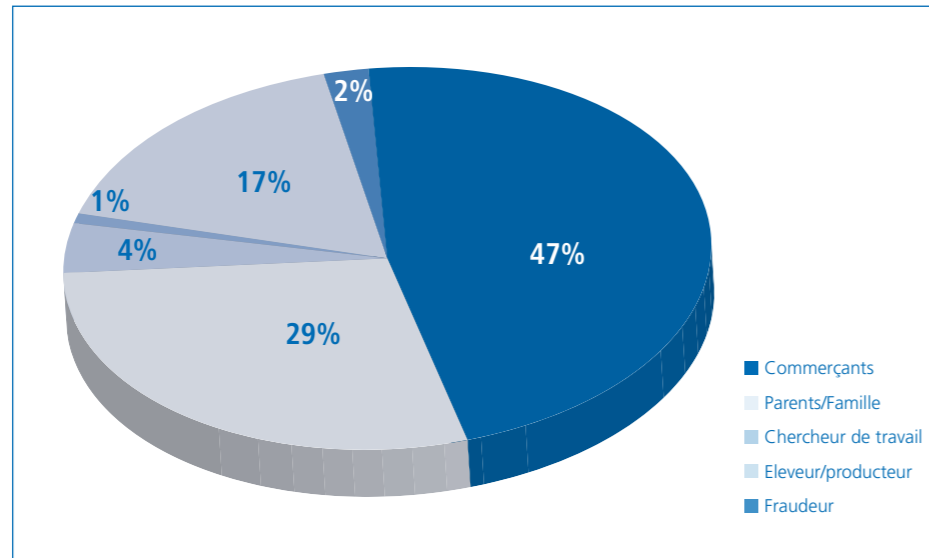
administratifs nécessaire pour la traversée qui dicte leur décision à éviter les postes de contrôles à la frontière. A 47% les commerçants sont désignés comme les plus prompts à utiliser ces passages officiels.

Ensuite, selon 30% de l'effectif ce sont les voisins et parents qui utilisent ces passages. Selon les enquêtés, les autres profils utilisant les passages officiels sont les personnes cherchant du travail, ainsi que les éleveurs et producteurs. Le banditisme et ses corollaires (fraude, braquage, trafic de bois, de chanvre etc.) occasionnent aussi l'utilisation importante de ces passages notamment chez les jeunes délinquants comme le stipulent 19% des avis recueillis.

### 2.2 Qui utilisent les passages officiels

Variabes	Effectif	Pourcentage
Commerçants	2925	46,92%
Parents/famille	1810	29,04%
Chercheur de travail	262	4,20%
Eleveur/producteur	061	0,97%
Fraudeur	1043	16,73%
Autres (bandits, délinquants, braconniers etc)	130	2,08%





Enquête IOM 2017/2018

La population majoritairement dans les trois zones est concernée par la gestion de la sécurité à la frontière. On note cependant près de 40% d'avis contraires qui évoquent le manque de formation et de moyens pour les communautés à la frontière.

Par ailleurs, 46% des personnes enquêtées estiment que la zone frontalière n'est pas totalement sécurisée. Les effectifs des responsables de la sécurité à la frontière et les postes de contrôles sont jugés insuffisants et très éloignés des zones d'habitation. Cette situation favorise

le développement de la délinquance et du banditisme avec des agressions multiples ainsi que les trafics de tous genres, dénoncés par les populations. Dès lors, même si la gestion de la sécurité est réservée aux forces de sécurité (police des frontières, eaux et forêts, douanes, gendarmerie, armées) comme identifiés par les enquêtes, il est vrai aussi que l'engagement de la communauté demeure une condition nécessaire pour aller vers une gestion efficiente de la sécurité au niveau de la vaste zone frontalière des départements de Kédougou, Salémata et Saraya.

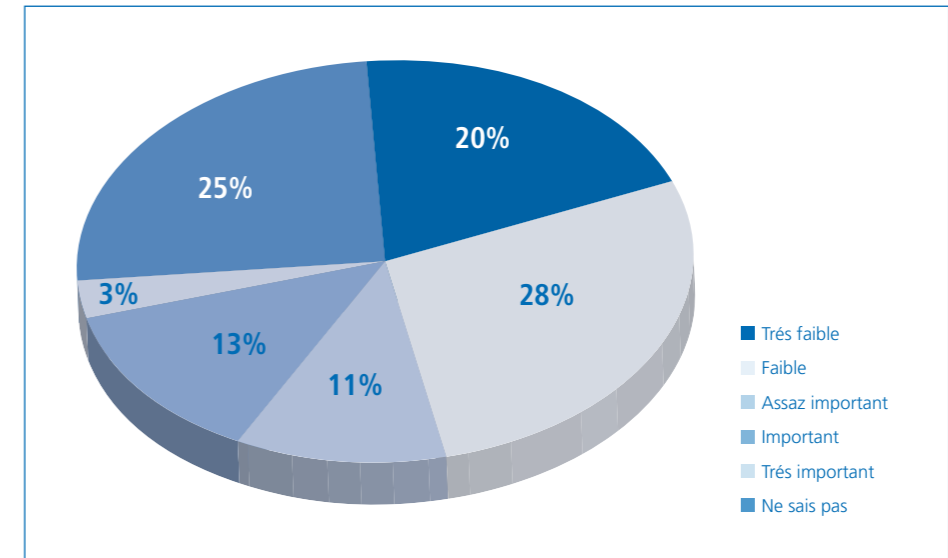
### 3. ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE

Dans les trois départements de la région de Kédougou, la perception sur la participation de la communauté est identique en rapport avec la gestion de la sécurité à la frontière. Elle est jugée faible voire très faible par 48% des individus enquêtés. En outre, il s'avère que 25% des individus de cette même population n'ont pas d'idées

sur la question et ont préféré ne pas répondre. Cette tendance négative démontre que la population de base n'a pas accès à toutes les données pour s'imprégner davantage des réalités au niveau de sa zone frontalière. Cette vision est partagée par la majorité de l'échantillon à hauteur de 66% de la population.

#### 3.1 Le degré de participation de la communauté dans la gestion de la sécurité

Variabes	Kédougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Très faible	192	382	649	1223	19,62%
Faible	362	562	851	1775	28,48%
Assez important	148	305	228	681	10,92%
Important	211	249	341	801	12,85%
Très important	47	51	80	178	2,85%
Ne sais pas	400	306	867	1573	25,24%



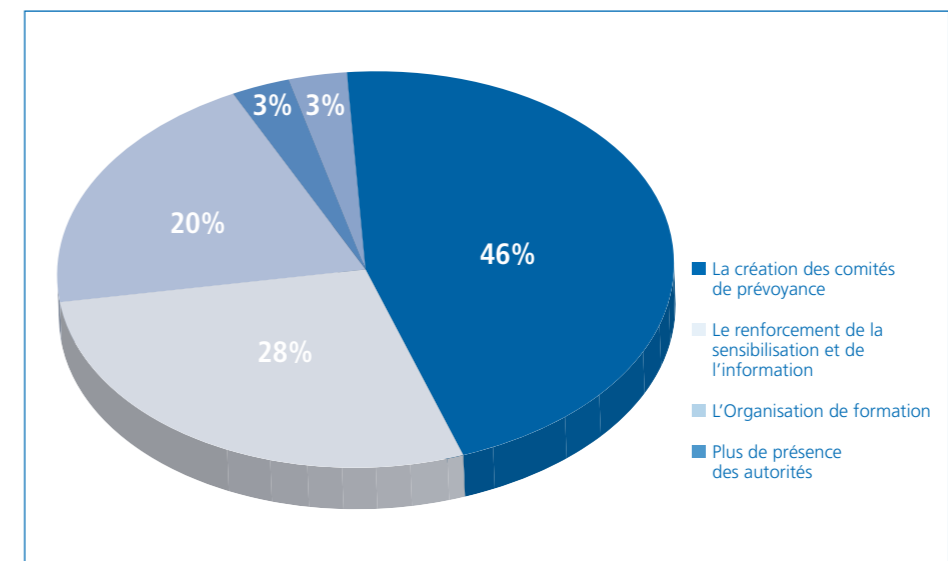
Source : Enquête OIM 2017

Pour changer la donne et mieux impliquer les communautés, 46% de l'effectif envisagent la création des comités de prévoyance et de citoyenneté d'une part. D'autre part, le développement et le renforcement de la sensibilisation des populations sur la sécurité est prôné

par 27% de l'échantillon. L'organisation et le suivi des formations selon 20% des réponses recueillies seraient aussi des solutions tout comme le renforcement de la présence des autorités au niveau de toute la zone frontalière.

#### 3.2 Comment mieux impliquer la communauté

Variabes	Effectif	Pourcentage
La création des comités de prévoyance	2876	46,15%
Le renforcement de la sensibilisation et de l'information	1712	27,47%
L'organisation de formation	1245	19,98%
Plus de présence des autorités	215	3,45%
Ne sais pas	183	2,93%



Source: Enquête OIM 2017/2018

Franchir cette étape de l'implication de la communauté permettra de mettre en relief les nombreux services que les populations frontalières peuvent rendre au profit de plus de sécurité. Deux rôles complémentaires sont identifiés : la dénonciation de tout élément ou individus suspect selon 35% des enquêtés ; la prévoyance et la veille face aux dangers potentiels selon près de 50%

des avis reçus. Devant ce tableau, il est évident que la communauté est indispensable pour une gestion efficace de la frontière, comme l'affirme 65% de la population. Pour cela, une bonne communication entre les populations et les forces de sécurité est nécessaire afin de renforcer l'engagement des communautés.

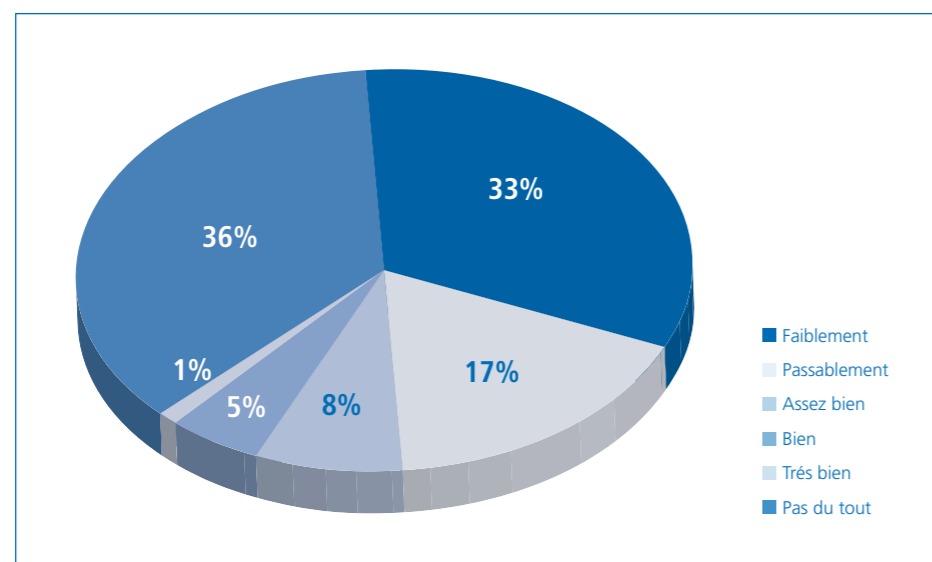
## 4. LA COMMUNICATION

Les règles de fonctionnement à la frontière ne sont pas toujours assimilées par les usagers. Il n'est pas rare que des individus veuillent traverser légalement sans pour autant disposer de tous les documents nécessaires, comme évoqué dans un des chapitres étudiés précédemment. Cette réalité est palpable au niveau des trois départements de la zone de Kédougou. Sur l'ensemble de la population, 38% n'a aucune connaissance de la réglementation transfrontière. Bien que ce pourcentage ne reflète pas la tendance

majoritaire, il est néanmoins renforcé par les 37% autre membre de la population dont la connaissance de la législation au niveau des zones de contrôle ou poste frontières est soit limitée soit assez faible. La tendance négative de la communication délivrée par les autorités sur la situation à la frontière dans les trois zones explique cette opinion. En effet, pour près de 33% de l'effectif, la communication des autorités est très faible alors que de l'avis de 37% autres personnes, elle est inexistante

### 4.1 Les autorités communiquent-elles sur la gestion de la frontière

Variabes	Kédougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Faiblement	500	525	1006	2031	32,59%
Passablement	265	281	523	1069	17,15%
Assez bien	149	175	185	509	8,16%
Bien	107	80	95	282	4,52%
Très bien	19	15	39	73	1,17%
Pas du tout	320	779	1168	2267	36,38%



Source : Enquête OIM 2017

La nécessité d'organiser la communication sur les questions de sécurité à la frontière est donc d'actualité. La logique de la population étudiée va vers une communication horizontale qui engendre des échanges à deux niveaux : des autorités vers la communauté et vice-versa.

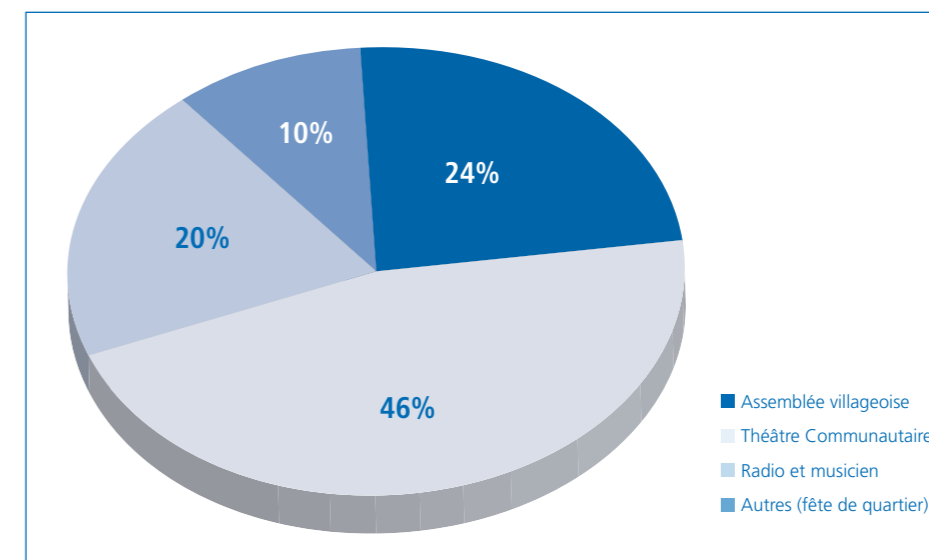
Pour informer la communauté, les autorités peuvent, selon les enquêtés, utiliser différents outils. La majorité de la population, à hauteur de 55%, propose l'utilisation des comités de prévoyance et de citoyenneté comme des relais d'information. Ils seront chargés de partager les messages à la communauté. Les autres moyens d'information cités sont : la sensibilisation et les rencontres d'échange pour 30% de la communauté; l'utilisation des radios communautaires selon 15% des individus enquêtés de même que l'organisation de visites de courtoisie des autorités chez les leaders et responsables des villages selon une minorité. D'un autre côté, pour que l'information puisse accéder aux autorités via les

communautés, la population propose à hauteur de près de 40%, la mise à disposition de téléphones portables aux leaders et responsables de la communauté. Ensuite, selon 30% d'entre eux il faudra régulariser le réseau et proposer un numéro vert pour que la communication puisse se faire entendre à tout moment. Enfin, il faudra mettre l'accent sur la communication de masse en ciblant les radios communautaires selon près de 30% des opinions recueillies.

La bonne communication est indispensable pour permettre aux autorités de gagner la confiance des de la communauté. Ainsi, les autorités pourront susciter l'intérêt des communautés et bénéficier de leur appui. Pour réussir les campagnes de sensibilisation et d'information à cet effet, 46% de la communauté préfère le théâtre communautaire. Il peut être associé à l'organisation des assemblées villageoises pour 24% des avis, à l'utilisation des radios et aussi des artistes de musiciens selon 20% des enquêtés.

### 4.2 Quels moyens pour sensibiliser les communautés

Variabes	Effectif	Pourcentage
Assemblée villageoise	1483	23,80%
Théâtre communautaire	2888	46,34%
Radio et musicien	1272	20,41%
Autres (fête de quartier)	588	9,43%



Source : Enquête OIM 2016/2017

Cette philosophie de communication transversale souhaitée par la population se reflétera automatiquement sur la nature des relations entretenues par les deux entités.

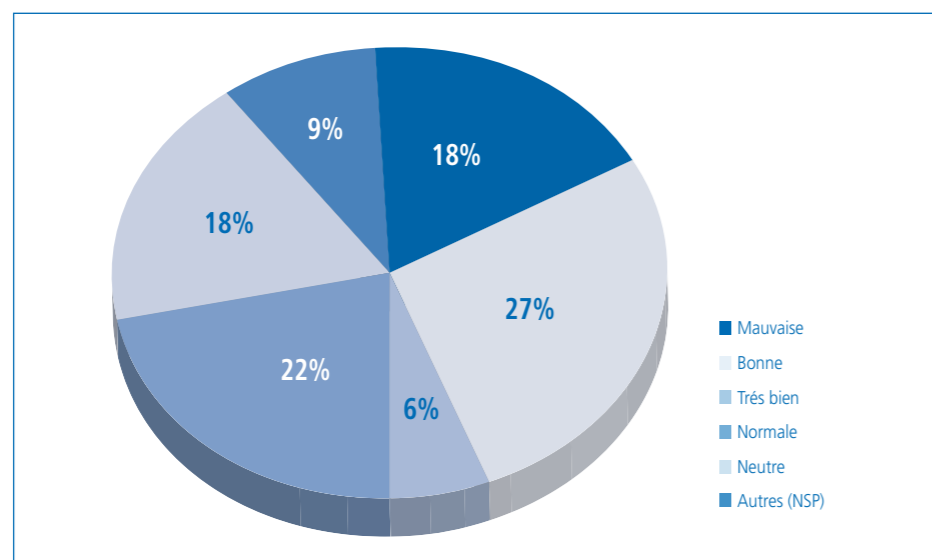
## 5. RAPPORT AUTORITE/COMMUNAUTE

De Salémata à Saraya en passant par le département de Kédougou, le regard porté sur les agents chargés de la sécurité à la frontière est assez semblable. Les 31% des enquêtés dans les trois zones trouvent que les membres des forces de sécurité sont « compétents » et « sympathiques ». Le plus important cependant, dans cette rubrique, est que près de 31% de la population

considère ne pas avoir suffisamment de contact avec les responsables de la sécurité à la frontière pour juger du lien qu'ils partagent. Par conséquent, parmi les réponses recueillies on retiendra que 40% évoquent une relation « neutre » et « normale » entre les agents de sécurité et la communauté.

### 5.1 La relation communauté/responsable de la sécurité

Variabes	Kédougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Mauvaise	127	276	746	1149	18,44%
Bonne	450	519	712	1681	26,97%
Très bien	55	96	226	377	6,05%
Normale	485	400	494	1379	22,13%
Neutre	164	392	555	1111	17,83%
Autre (NSP)	79	189	283	551	8,84%



Source : Enquête OIM 2017

En ce qui concerne la nature du travail effectué par les agents à la frontière, 30% de l'effectif affirme être sans avis. Pour le reste de la population, garantir la sécurité à la frontière demande une implication et un engagement total des agents de l'Etat. Par conséquent, pour 35% des individus, le travail des responsables de la sécurité à la frontière est à la fois « difficile » et « compliqué ».

La nature des relations entre la communauté et les autorités met aussi en lumière le niveau de l'implication

des populations, par les autorités, sur les questions de sécurité à la frontière. Dans la zone de Kédougou, les 67% de la population dénoncent une implication faible. Dans cette logique, aucune activité, aucune campagne de sensibilisation ou d'information n'a été développée ces dernières années par les autorités selon 66% de la population.

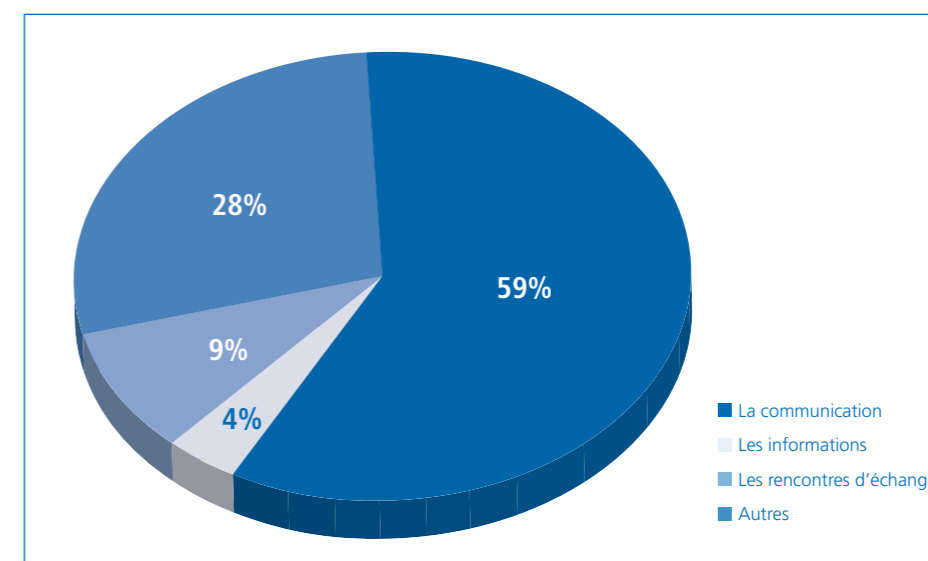
A l'heure actuelle, en revanche, 32% des enquêtés déclarent que les jalons sont posés par les autorités, par le biais des visites aux chefs de village et les rencontres

d'information notamment durant les périodes de crise liées à l'exploitation de l'or de Sabadola, au trafic du bois ou pour lutter contre les feux de brousse avec les « groupes de vigilance » comme ils sont appelés par la population. Il convient dès lors de renforcer les acquis et permettre à la population de mieux s'impliquer. Pour ce faire, il faudrait de bons rapports avec les autorités

à travers d'abord davantage de communication selon 58% des avis, ensuite l'accent sera mis sur la formation des populations ciblées ainsi que la multiplication des rencontres d'échange dans le souci de toujours maintenir la population concernée selon une minorité des avis recueillis. De bons rapports facilitent de meilleurs échanges et augure une bonne collaboration.

### 5.2. Quoi améliorer pour de meilleurs rapports autorités/communauté

Variabes	Effectif	Pourcentage
La communication	3654	58,64%
Les formations	228	3,65%
Les rencontres d'échange	566	9,08%
Autres	1783	28,61%



Source : Enquête OIM 2017

## 6. LES DIFFICULTES AU NIVEAU DES ZONES FRONTALIERES

Les communautés de la zone frontalière de la région de Kédougou font face à d'énormes difficultés. Sur le plan économique, les populations se rabattent généralement sur les loumas pour le ravitaillement ou l'écoulement des produits et services. Le contrôles des marchandises et denrées dans ce contexte est jugé abusif et problématique par près de la moitié des sujets interrogés.

Cette politique agit sur la fluidité des échanges et réduit en conséquence les opportunités selon 34% de la population et cela influe négativement sur le niveau des dépenses et la condition de vie des populations

concernées. Sur le plan social, le non accès à l'emploi et aux infrastructures sanitaires de bases sont les principaux problèmes unanimement dénoncés par la population de l'étude. A Saraya comme à Salémata et en degrés moindre à Kédougou, les villages frontaliers sont assez inaccessibles notamment durant les périodes de fortes pluies à l'instar du poste frontalier de Ségou situé à 25km de Kédougou, pour plus de 2h de route.

En dehors des secteurs d'exploitation de l'or et du tourisme informel, les opportunités de travail professionnel sont rares dans la zone selon 33% des individus enquêtés. Les services de santé sont

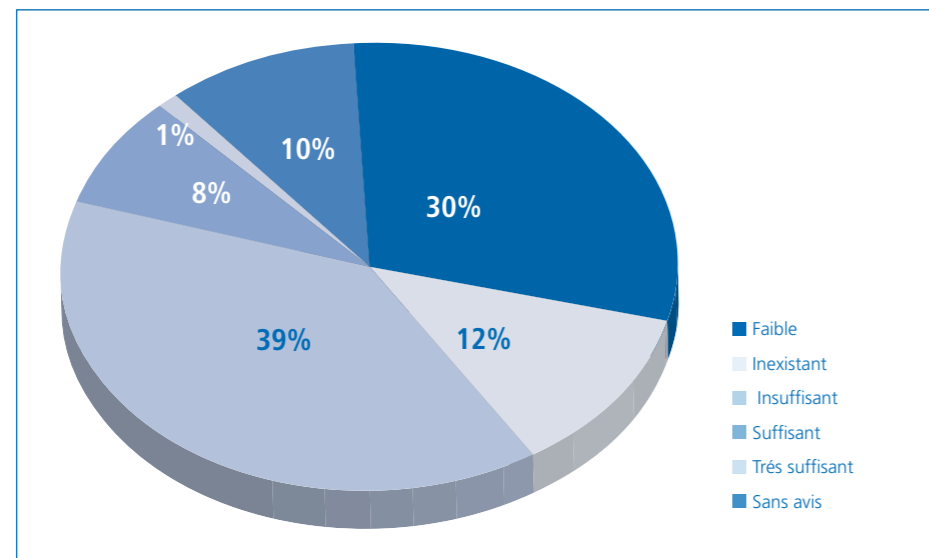


jugés insuffisants et inefficaces pour une population « isolée » et « sans ressources » pour 46% des enquêtés. L'injustice est aussi évoquée par les individus notamment dans les zones aurifères où 14% des personnes dénoncent parfois des partis pris dans la résolution de certains conflits entre orpailleurs. Le secteur de l'éducation reste aussi à améliorer selon 5% des avis recueillis durant l'enquête. Sur le plan politique, les populations dans une large majorité à plus de 90 % affirment que, en dehors de la période Ebola, il n'y a jamais eu de problème majeur relevé. Ce qui

n'est pas le cas dans le domaine sécuritaire. En effet, il est signalé un taux élevé des agressions et vols dans les zones aurifères notamment, par 58% des enquêtés. Le trafic du bois est aussi très problématique dans la zone de Kédougou selon 23% des opinions, tout comme le sont les différents conflits entre exploitants de l'or surtout quand « les considérations ethniques s'en mêlent, pouvant aboutir à de véritables batailles rangées comme s'est déjà arrivée », peut-on lire dans les enquêtes.

### 6.1 Le niveau de l'aide des autorités

Variabes	Kédougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Faible	332	506	1019	1857	29,80%
inexistant	192	267	310	769	12,34%
Insuffisant	598	754	1072	2424	38,90%
Suffisant	218	129	144	491	7,87%
Très suffisant	20	30	39	89	1,42%
Sans avis	00	168	432	600	9,62%



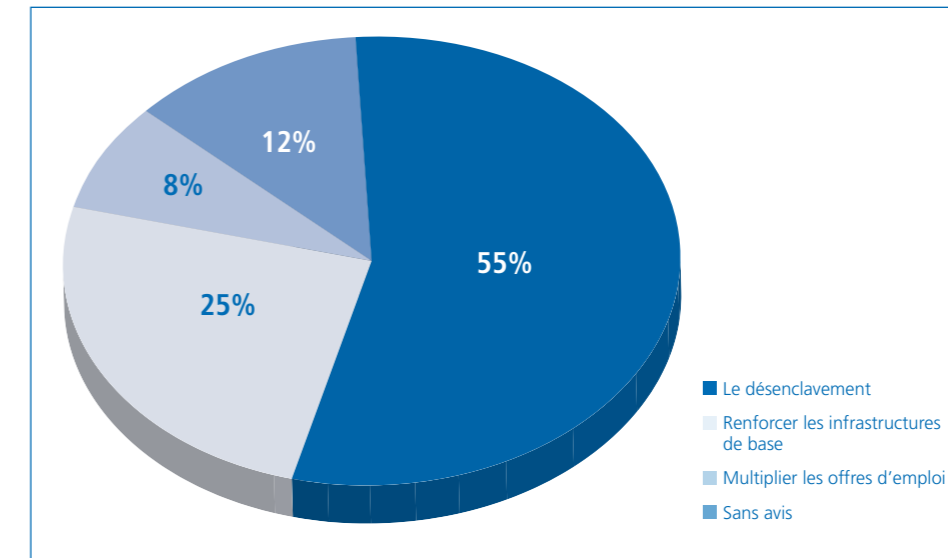
Source : Enquête OIM 2017

Face à tous ces problèmes, la contribution des autorités est espérée. Au niveau des trois zones d'études, les politiques d'appui des autorités pour alléger les conditions de vie des populations sont jugées faibles par 30% des individus, et insuffisant selon 40% de personnes. Néanmoins, il est nécessaire selon ces derniers d'améliorer les conditions de vie dans la zone frontalière en général. Pour ce faire, trois

axes principalement sont avancés : le désenclavement pour 55% d'individus interrogés, le développement des infrastructures de base pour 25% des individus et enfin la multiplication des opportunités et des offres d'emploi notamment pour les jeunes selon 8% des réponses recueillies.

### 6.2 Comment améliorer les conditions de vie à la frontière

Variabes	Effectif	Pourcentage
Le désenclavement	3455	55,44%
Renforcer les infrastructures de base	1562	25,06%
Multiplier les offres d'emploi	472	7,57%
Sans avis	742	11,90%



Source : Enquête OIM 2017



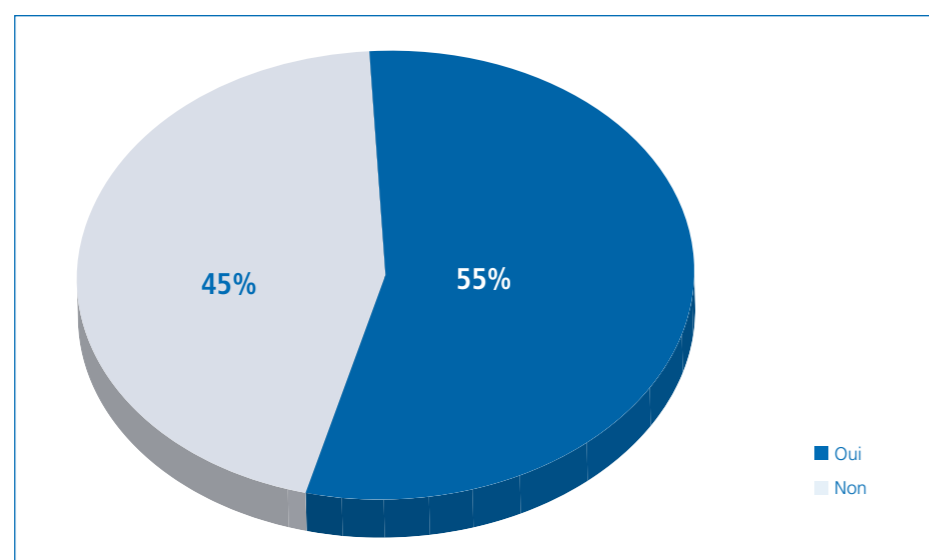
## 7. COMMUNAUTE ET MIGRATION

La population est assez partagée sur la question de la migration. Les réponses des enquêtes montrent en effet qu'au niveau de Kédougou et Salémata les données sont proportionnellement assez proches. En effet, près de la moitié des personnes enquêtées est tentée par la

migration, alors que l'autre moitié est contre. A Saraya, la différence est plus remarquable, avec une légère majorité des personnes qui sont tentées par la migration. En somme, l'envie de voyager apparaît importante chez les communautés de la zone frontalière de Kédougou.

### 7.1 Communauté et migration

Variabes	Kédougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Oui	690	967	1740	3397	54,51%
Non	670	888	1276	2834	45,48%



Source : Enquête OIM 2017

Les raisons évoquées par les partisans du « oui » à la migration, sont économiques (meilleures conditions de vie) pour 33% des avis ; mais également sociales (recherche de travail) chez 20% des enquêtés ; et enfin familiales pour 28% des réponses recueillies. Les études et l'envie d'aventure sont aussi évoquées comme raison.

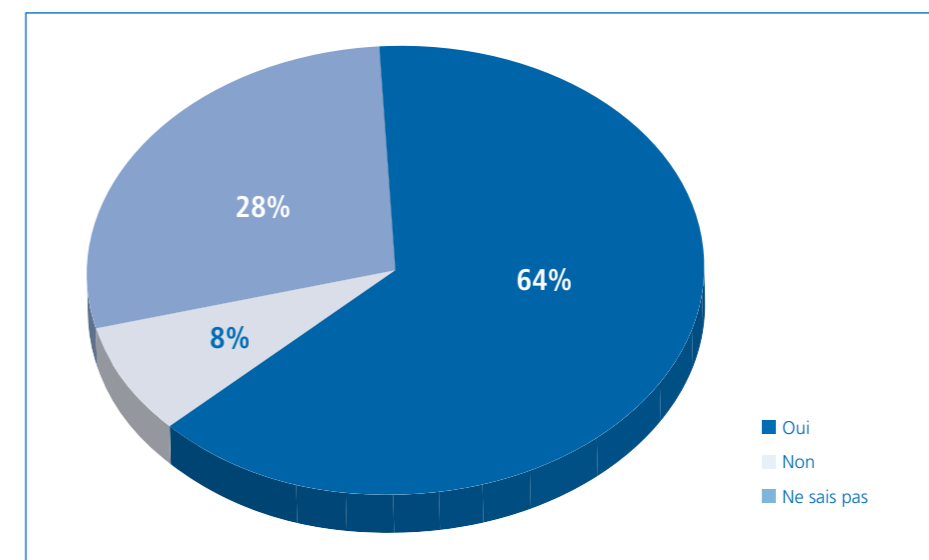
Avec les mêmes raisons évoquées précédemment en plus de la langue, la destination privilégiée des enquêtés

dans les trois zones d'étude est l'Europe pour 51% des réponses. Ensuite, viennent successivement l'Afrique à 19%, les Amériques avec 16% et l'Asie.

Globalement, la communauté frontalière de la zone de Kédougou n'est pas contre le fait d'émigrer. Malgré un taux de réticence assez important, la communauté est favorable à la migration. La présente étude estime 60% d'avis favorables, et 33% d'avis défavorables.

### 7.2 Revenir ou s'installer

Variabes	Kédougou	Salémata	Saraya	Total	Pourcentage
Oui	949	1210	1834	3993	64,08%
Non	80	160	261	501	8,04%
Ne sais pas	331	485	921	1737	27,87%



Source : Enquête OIM 2017

Néanmoins, il est intéressant de noter que l'aspiration à émigrer n'est pas un souhait définitif. En effet, 65% des personnes enquêtées affirment que pour des raisons patriotiques d'attachement au Pays, ou encore familiales,

il est nécessaire de revenir à la terre natale soit pour investir, soit pour soutenir les proches et cela quelques soit les succès, les mésaventures ou les nombres d'années passées à l'étranger.

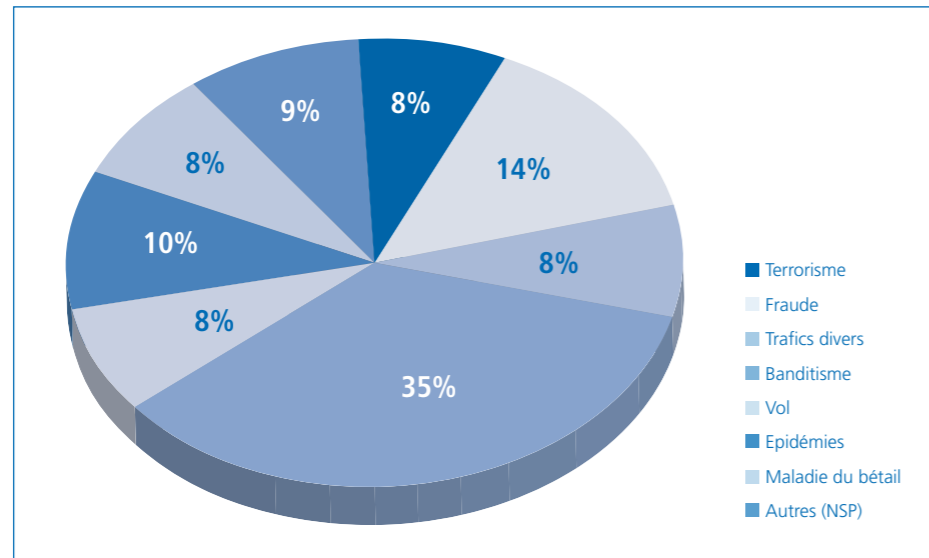
## 8. LES DANGERS A LA FRONTIERE

Pour assurer la sécurité à la frontière, les autorités responsables mettent en place différents outils et moyens pour le bien être des communautés. Parmi les moyens utilisés par les autorités pour sécuriser la zone frontalière de la région de Kédougou, 34% de la population connaît le contrôle aux postes frontières ou les zones de traversée ; 22% d'entre eux évoque les patrouilles ; le service de renseignement est connu par 24% des enquêtés. Selon les personnes enquêtées, ces

mesures ne garantissent pas une sécurité totale, et près de 60% d'entre elles trouvent que ces mesures sont insuffisantes. En effet, la population évoque plusieurs dangers à la frontière dont les plus récurrents sont les actes de banditisme (agression, vol, trafic de produits illicites), la fraude de marchandises ou de bois, les épidémies et maladie de bétail, ainsi que le terrorisme (cité par 8% de la population comme étant un danger potentiel dans la région).

### 8.1 Les dangers à la frontière

Variabes	Effectif	Pourcentage
Terrorisme	499	8%
Fraude	880	14,12%
Trafics divers	462	7,41%
Banditisme	2202	35,33%
Vol	514	8,24%
Epidémies	641	10,28%
Maladie du bétail	471	7,55%
Autres (NSP)	562	9,01%



Source : Enquête OIM 2017

La population a connaissance du phénomène terroriste à travers les nombreux attentats reliés par la presse à travers le monde. Cependant, elle est restée prudente sur le sujet. En effet, environ 50% des enquêtés ont préféré ne pas donner leur avis sur la question du terrorisme. Le sujet est jugé « sensible, et pas sûr », selon les principaux avis recueillis.

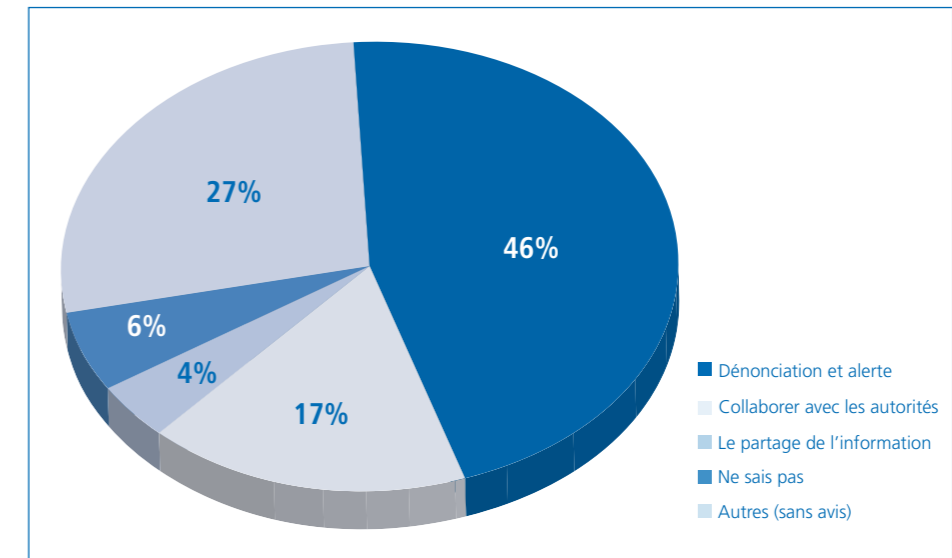
Néanmoins, concernant les causes de la prolifération du phénomène terroriste, la population met en avant les conditions sociales et aussi les idéologies politiques et religieuses reçues. Selon 30% des individus interrogés,

la pauvreté est la principale cause qui pousse vers le terrorisme. La population jeune est la plus vulnérable et peut être détournée en outre par « les prêches virulents de personnages qui profitent de leur manque de repère pour les embobiner » selon 30% des avis recueillis.

Pour contrer ce phénomène, la communauté peut être d'un apport non négligeable pour les autorités. Suivant les réponses recueillies à hauteur de 46%, les communautés frontalières doivent collaborer avec les autorités en jouant principalement un double rôle de dénonciation et d'alerte.

## 8.2 Comment la communauté peut appuyer les autorités contre le terrorisme

Variation	Effectif	Pourcentage
Dénonciation et alerte	2885	46,30%
Collaborer avec les autorités	1038	16,65%
Le partage de l'information	254	4,07%
Ne sais pas	397	6,37%
Autres (sans avis)	1657	26,59%



Source : Enquête OIM 2017

## 9. REPONSE FACE A UNE URGENCE

Plusieurs phénomènes peuvent provoquer un déplacement massif de personnes et entraîner ainsi une situation d'urgence. Il s'agit d'évènements subits dont la gravité nécessite une réaction de masse adaptée au risque d'avoir des conséquences désastreuses. Pour notre population les causes de ce problème peuvent être liées à une situation sécuritaire, aux calamités naturelles comme les inondations et les feux de brousse fréquentes dans la zone frontalière de Kédougou, les épidémies, la migration.

Globalement, la population est désarmée face à ce type de phénomène. Selon 63% des enquêtés, la communauté n'a pas les moyens de gérer à elle seule un phénomène d'une telle ampleur. Cependant, en collaboration avec les autorités le défi peut être relevé. Le rôle des autorités sera tout d'abord suivant le

pourcentage des réponses recueillies à 33% de sécuriser les lieux de la crise. Puis, les autorités seront chargées d'apporter une aide humanitaire aux victimes sans oublier d'informer, d'assister et d'orienter la population sur place.

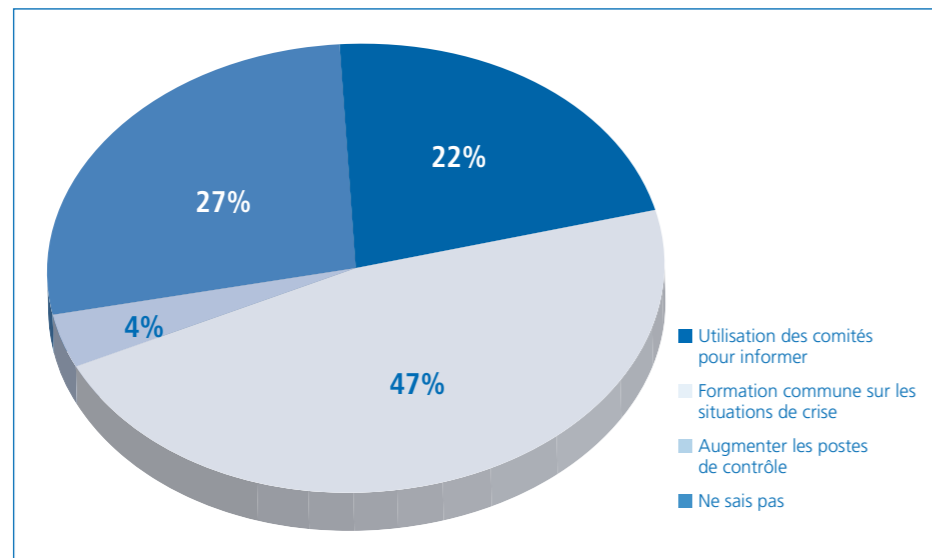
Du côté de la communauté, pour 60% des réponses, l'accent doit être mis sur un appui aux autorités dans l'organisation de l'aide humanitaire et aussi de la logistique. De même, il est nécessaire que la population dans ces circonstances continue de jouer son rôle d'alerte et de dénonciation tout en prêtant assistance socialement aux victimes.

En somme, pour une bonne gestion d'une situation d'urgence, il est opportun d'organiser l'intervention autour de la collaboration autorité/communauté.

### 9.1 Comment associer communauté et autorités pour parer aux crises

Variation	Effectif	Pourcentage
Utilisation des comités pour informer	1361	21,84%
Formation commune sur les situations de crise	2956	47,44%
Augmenter les postes de contrôle	231	3,70%
Ne sais pas	1683	27,01%





Source : Enquête OIM 2017

Pour ce faire, la population dans sa majorité avec 48% des avis favorables, suggère la mise en place de formations communes dans la perspective de se préparer à gérer une situation d'urgence. Dans cette logique, les comités de prévoyance et de citoyenneté selon 22%

des individus enquêtés peuvent être mis en exergue pour véhiculer les informations et structurer au mieux la collaboration entre les responsables de la sécurité et les populations vivant dans les zones frontalières.



## CONCLUSION

La mise en œuvre de la deuxième phase du projet « Engagement des communautés dans la gestion et la sécurité des frontières » a concerné les régions de Kédougou, Tambacounda et Kolda. L'accessibilité et le recrutement des enquêteurs ont été les principales difficultés rencontrées dans le déroulement de l'étude.

Les peuls et le sous-groupe des mandés (Soninké, Mandingue) sont les deux groupes ethniques les plus représentés au niveau des trois zones concernées par l'étude. L'agriculture est la principale activité pratiquée par ces communautés. A Tambacounda et à Kédougou il est noté aussi la pratique de l'exploitation de l'or dont l'une des conséquences est la présence massive de plusieurs nationalités de la sous-région tandis qu'à Vélingara la culture du coton reste assez développée.

Les résultats de l'enquête démontrent une utilisation très importante des passages officiels dans les trois zones ciblées ce qui témoigne d'un niveau de risque sécuritaire assez élevé. Même si cette conclusion s'applique à un degré moindre à Kédougou et à Vélingara, il est évident cependant au sortir des enquêtes que le besoin de renforcer la sécurité au niveau de la zone frontalière du Sénégal avec la Guinée et le Mali soit une réalité.

L'engagement des populations sur les questions de sécurité s'est révélé globalement faible mais leur implication dans la gestion difficile de l'épidémie Ebola a permis aux autorités de sentir l'appui que la communauté pouvait apporter dans la perspective de gérer au mieux une situation « grave » à la frontière.

Ainsi pour mieux impliquer les communautés, les réponses fournies montrent essentiellement deux voies :

- La création de comités de prévention et de citoyenneté qui sont des entités regroupant des volontaires du village ou de la commune qui s'engagent de manière bénévole à constituer le lien entre les communautés frontalières et les autorités. Ils sont chargés de mettre en pratique le rôle de prévention dédié à la communauté à travers la dénonciation et l'alerte.
- Le développement de la sensibilisation : il s'agit de trouver les voies et moyens susceptibles de mettre la communauté au-devant de ses responsabilités avec une implication citoyenne et encadrée auprès

des forces en charge de la sécurité au niveau de la frontière.

Il est apparu en effet que la communication des autorités sur les questions de frontière était très insuffisante. La solution adéquate consiste donc à faire fonctionner les comités de prévention à travers une bonne dynamique de communication.

Se référant à la base, les enquêtes ont démontré que le renforcement des capacités des membres des comités et l'orientation des communautés frontalières en général devait se faire avec les canaux de communication locaux que sont le théâtre et les radios communautaires. Cet ensemble devrait être accompagné avec des moyens techniques fournis par les partenaires comme la dotation de téléphones portables et l'amélioration du réseau de téléphonie utilisé au niveau des secteurs frontaliers. Une ligne verte est aussi recommandée toujours dans la politique de faciliter le partage de l'information entre les populations et les responsables de la sécurité aux frontières.

Sur le volet social et politique, il est noté beaucoup de problèmes notamment en ce qui concerne le niveau des dépenses et les conditions de vie des populations à la frontière. Il est dénoncé un enclavement considérable des zones frontalières particulièrement à Kédougou et à Tambacounda avec une accessibilité très difficile pour les infrastructures de base au niveau de la santé et de l'éducation. Les problèmes sécuritaires sont aussi soulevés avec une recrudescence du banditisme en grande partie à cause de l'exploitation de l'or et le trafic du bois.

Face à ce tableau, la migration apparaît comme une opportunité pour les communautés frontalières dans les trois zones étudiées. Pour des raisons économiques et sociales et familiales, l'Europe constitue la destination privilégiée de ces communautés. Cependant cette envie de départ ne traduit aucunement une volonté des populations à s'installer définitivement à l'étranger. Le retour au pays d'origine est la perspective majoritairement partagée.

Beaucoup de dangers potentiels sont listés aussi comme pouvant survenir le long de la zone frontalière. Bien que le sujet du terrorisme soit assez tabou la

communauté a néanmoins conscience de la menace et de l'utilité de la prévention en collaboration avec les autorités. D'autant plus que les dangers au niveau de la zone frontalière sont répertoriés au quotidien et les populations demeurent les premiers exposés.

Au final, il est clair que pour faire face aux défis et dangers au niveau de la zone frontalière les autorités responsables ont besoin du soutien de la communauté. Pour se faire, une approche plus participative doit être prônée à travers une meilleure communication et une meilleure implication des personnes ressources locales. De son côté, la communauté avec plus de formation et un suivi rapproché des autorités, pourrait jouer

pleinement son rôle de premier sentinelle pour prévenir les risques et contrer les dangers à la frontière.

Réussir la synergie des forces communauté/autorité pour la gestion de la sécurité est le leitmotiv du projet « engagement de la communauté dans la gestion et la sécurité des frontières ».

Une bonne application des résultats et recommandations issus de cette étude permettrait sans aucun doute de réussir cette politique et au final de transposer les « success stories » y sur l'ensemble de la zone frontalière du Sénégal avec tous ses pays limitrophes pour une bonne gestion transfrontalière de la sécurité.

## A chaque question une ou plusieurs réponses possibles

# QUESTIONNAIRE ANONYME IDENTIFICATION SOCIOLOGIQUE (entourez les réponses)

1. Sexe : Masculin Féminin
2. Ethnie / langue (entourer la bonne réponse) : Haal Pulaar - Wolof - Maure - Diola - Mandingue - Soninké Sarakhole - Autre
3. Nationalité:
4. Village :
5. Tranche d'âge : 18-25 ans / 26-40 ans / 41-60 ans / 61-80 ans / 81 et +
6. Situation matrimoniale : Célibataire – Marié (e) - Divorcé (e) - Veuf (ve)
7. Activité professionnelle :
8. Depuis quand êtes-vous installé(e) ici :

## I. PERCEPTION DES COMMUNAUTES SUR LA GESTION DE LA SECURITE DES FRONTIERES

1. Qu'est-ce qu'une frontière selon vous ?  
Délimitation ou séparation entre deux Etats :   
Ligne de démarcation entre deux nationalités :   
Lieu d'échanges commerciaux :   
Lieu d'échanges culturels :   
Autres :  
(Précisez)
2. Pour quelles raisons traversez-vous la frontière ?  
Familiale ;  Professionnelle ;  Commerciale ;  Autres (précisez)
3. Passez-vous par un poste frontière lorsque vous voulez traverser la frontière?  
OUI NON
4. Justifiez  
Oui : Parce que c'est la loi ;   
Oui : c'est plus sûr et plus simple ;   
- Autre :  
  
Non : Parce que le poste frontière est très éloigné de chez moi ;   
Non : parce que je ne sais pas où est le poste frontière le plus proche :   
Non : parce que je n'ai pas de papiers d'identité :   
- autre : (précisez)
5. Qui franchit la frontière en dehors des postes frontière ? (entourez les réponses)  
Des commerçants :   
Des parents :   
Les chercheurs de travail :   
Eleveurs :   
Des fraudeurs :   
Autres : (précisez)
6. A quelle fréquence ?  
Tous les jours ; souvent ; très souvent ; rarement

I Mémoire des 40 ans de Sos Sénégal contre la vulnérabilité des familles à Kolda ; et « La problématique de la dot chez les jeunes ». Etude de cas, 2004, Aboubakry WELE, Maimouna Camara, Awa LO, Oumou Thiam, UGB de Saint-Louis.

II Publication du site Enquête + du 29 septembre 2014



7. Vous sentez-vous concerné par la gestion de la sécurité de la frontière ? Justifiez :  
 Oui  - La communauté est la première exposée ; Les autorités ne peuvent pas assurer seules la sécurité ;  
 Autre  
 Non  - C'est l'affaire des autorités ; la communauté n'a pas la formation ni les moyens ; autre
8. Vous sentez vous en sécurité dans la zone frontière ?  
 OUI   
 Si NON  pourquoi :
9. Qui sont les responsables de la sécurité de la frontière ? (entourez les réponses)  
 Police ; Gendarmerie ; Douane ; Préfet ; chef de village ; Autres : (précisez)

## II. ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE DANS LA GESTION DE LA SECURITE DE LA FRONTIERE (Entourez les réponses)

1. Comment jugez-vous la participation de votre communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière ?  
 Très faible - faible - assez importante - importante - très importante
2. Quel (s) rôle (s) la communauté devrait-elle jouer dans la gestion de la sécurité à la frontière selon vous ?  
 Prévoyance :   
 Veille et alerte :   
 Dénoncer et suivi :   
 Aucun :   
 Je ne sais pas :   
 Contrôles et représailles :   
 Autre : (précisez)
3. Votre communauté est-elle informée sur toutes les questions de sécurité de la frontière ? (entourez les réponses)  
 Non    Oui    assez souvent    fréquemment    très fréquemment
4. Comment mieux impliquer la communauté dans la gestion de la sécurité de la frontière selon vous ?  
 Par la création de comité de prévoyance :   
 Par le renforcement de la sensibilisation et de l'information :   
 Par l'organisation de formations :   
 Par une présence plus importante des autorités :   
 Autres :
5. Selon vous, votre communauté est-elle indispensable pour aider à garantir la sécurité de la frontière ?  
 Oui     Non

## III. LA COMMUNICATION AUTOUR DE LA SECURITE DE LA FRONTIERE (Entourez les réponses)

1. Connaissez-vous la réglementation au niveau de la sécurité de la frontière ?  
 Faiblement    Assez faiblement    Bien    Très bien    Pas du tout
2. Selon vous, les autorités communiquent-elles bien sur la situation au niveau de la frontière ?  
 pas du tout - faiblement - Passablement - Assez bien - bien - Très bien
3. Comment faire pour tenir informée la communauté sur la sécurité de la frontière selon vous ?  
 Créer un comité local d'information   
 utiliser les radios communautaire   
 sensibilisation par mobilisation sociale   
 organisation de rencontre d'échange   
 autres : (précisez)  
 Je ne sais pas :

4. Que faire selon vous pour permettre à la communauté de pouvoir informer ou alerter les autorités à tout moment?  
 Fournir des téléphones aux chefs de villages ;   
 installer une ligne téléphonique verte ouverte à tous ;   
 utiliser les radios communautaires   
 Visite fréquente des autorités ;   
 autre :
5. Quels moyens utiliser selon vous pour sensibiliser les populations à la sécurité ?  
 Radio communautaire   
 Assemblée Villageoise   
 théâtre   
 Musique   
 Autres :
6. Quels sont selon vous les avantages d'une bonne communication entre les autorités et la communauté sur la sécurité de la frontière ?  
 Instaure le dialogue et un climat de paix ;   
 confiance entre les deux forces ;   
 bon niveau d'information,   
 la collaboration   
 autres : (précisez)

## IV RAPPORT AUTORITES ET COMMUNAUTE SUR LA SECURITE DE LA FRONTIERE (Entourez les réponses)

1. Quel est votre avis sur les agents en service à la frontière ?  
 Sévères - sympathiques - professionnels - compétents - corrompus - sans avis - Autres : (précisez)
2. Comment jugez-vous vos relations avec les agents responsables de la sécurité à la frontière ?  
 Mauvaises - bonnes - Très bonnes - Normales - Neutres - Autre :
3. Quel est votre avis sur le travail qu'ils font ?  
 compliqué, fatiguant, difficile, pas difficile, Ne font rien sans avis Autre :
4. Quelles sont les activités déjà réalisées par les responsables de la sécurité de la frontière avec votre communauté ?  
 Rencontre d'échange : sensibilisation, visite guidée, visite de courtoisie, rencontre de formation ou d'information ; aucune ; autre :
5. Comment jugez-vous l'implication des autorités avec votre communauté sur la sécurité de la frontière ?  
 faible - Assez faible - Normale - Suffisante - satisfaisante
6. Que faut-il améliorer selon vous pour instaurer de bons rapports entre les responsables de la sécurité de la frontière et les communautés ?  
 La communication   
 le nombre de rencontre   
 les formations ;   
 autre :

## V. LES DIFFICULTES DES COMMUNAUTES AU NIVEAU DE LA FRONTIERE

1. Quels sont les problèmes que vous rencontrez au niveau de la frontière sur les plans :  
 Economique ?  (Fluidité des échanges, contrôle abusif, niveau de vie et des dépenses ...)  
 Social ?  (Accessibilité aux infrastructures de base : santé, éducation, emploi, justice...)  
 Politique ?  (Tension diplomatique...)  
 Insécurité ?  (Vol, agression, crimes divers...)?



2. Comment percevez –vous La contribution des autorités pour solutionner ces problèmes ?  
inexistante, faible, insuffisante, suffisante, très suffisante
3. Vivre près de la frontière est-ce un avantage ou un inconvénient selon vous ? Justifiez s’il vous plait ?  
OUI c’est un avantage :   
NON ce n’est pas un avantage :  Justifier  
NON : Exposition à Insécurité (vol, raquette, bandit, malfaiteurs, maladies) ; enclavement, niveau de vie et condition difficile ; autres : (précisez)  
Oui : (Brassage culturelle ; facilité des échanges économiques ; autres : (précisez)
4. Comment les autorités peuvent- elles améliorer selon vous les conditions de vie au niveau de la frontière ?  
Le désenclavement ;   
mise en place d’infrastructures santé et scolaire   
Offres d’emploi ;   
Aménagement du territoire (eau, électricité, etc...)   
autres :

## VI. COMMUNAUTES FRONTALIERES ET MIGRATION

1. Avez-vous pensé à émigrer ? OUI  NON
2. Quelles sont les raisons ou motivations qui peuvent vous pousser à émigrer ? (entourez les réponses)  
sociale, familiale, économique, aventure, autres : (précisez)
- Quelle serait votre destination finale ? Europe, Asie, Amérique ; Afrique, Autre : (précisez) :  
Pourquoi ce choix ? Economique familial politique autre : (précisez)
3. Quel est l’opinion de votre communauté sur la migration ?  
positive ;   
négative ;   
neutre ;   
autre :
4. Si vous partez, pensez-vous revenir ou vous installez pour toujours à l’étranger ?  
OUI Je pense revenir au Sénégal :   
NON Je ne reviendrai pas au Sénégal :
- Justifiez :

## VII. LES DANGERS AU NIVEAU DES FRONTIERES (Entourez les réponses)

1. Connaissez-vous les mesures de sécurité prises au niveau de la frontière ?  
Contrôle frontalier aux Postes Frontières - Patrouille surveillance - Collecte de renseignements - Autres :
2. Comment jugez-vous ces mesures de sécurité ?  
Insuffisantes - Assez suffisantes - Suffisantes - Très suffisantes
3. Quels sont les dangers auxquels les communautés peuvent-elles être confrontées selon vous au niveau de la frontière ?  
Terrorisme   
fraudes ;   
trafics de stupéfiant ;   
trafics d’êtres humains ;   
banditisme ;

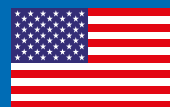
vols ;   
épidémies,   
maladies du bétail,   
autres : (précisez)

4. Que connaissez-vous du terrorisme ?  
Organisations islamiques radicales :   
attentats :   
zones les plus touchées :   
autres :
5. Qu’est ce qui selon vous peut pousser les gens vers ce phénomène ?  
idéologie religieuse   
idéologie politique   
condition sociale, pauvreté   
autre :
6. Comment la communauté selon vous peut-elle appuyer les autorités pour prévenir et lutter contre le terrorisme ?  
Dénonciation et alerte   
collaboration avec autorité   
information et partage   
autres : (précisez)

## VIII. REPONSE FACE A UNE SITUATION D’URGENCE (Entourez les réponses)

1. Qu’est ce qui selon vous peut causer des déplacements massifs de populations étrangères au niveau de la frontière ?  
Terrorisme - Insécurité - Migration - Épidémie - Calamités naturelles - Autres :
2. Pensez-vous que les communautés soient en mesure de faire face à ce genre de phénomène à la frontière ?  
OUI  NON
3. Quels rôles les autorités doivent-elles jouer selon vous face à une situation d’urgence sur la frontière ?  
Sécurisation de la zone   
Assistance et orientation   
Aide humanitaire   
information   
autre :
4. Quel rôle la communauté peut-elle jouer face à une situation d’urgence ?  
Alerte et dénonciation   
assistance sociale   
appui à la gestion logistique   
aide humanitaire   
autres : (précisez)
5. Comment associer la communauté et les autorités pour une gestion efficace d’une situation d’urgence ?  
Utilisation des comités de prévoyance   
Préparation à une situation d’urgence en collaboration avec les autorités (Plan d’urgence)   
Bonne organisation de la communication   
Partage des formations   
autres :





Route des Almadies, Zone 3, Dakar • B.P. 16838 Dakar-Fann • Sénégal  
Tél. : +221 33 869 62 00 • Fax : +221.33.869 62 33 • E-mail : [codakar@iom.int](mailto:codakar@iom.int) • [www.iom.int](http://www.iom.int)